

## Où va l'Iran ?



Avec le soutien de



La Revue  
**parlementaire**



# SOMMAIRE<sup>1</sup>

<b>Introduction – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS .....</b>	<b>5</b>
<b>1 – Première table ronde – La question nucléaire .....</b>	<b>7</b>
1.1 – La question nucléaire vue par les Iraniens INTERVENANT : Yann Richard, Professeur, Sorbonne nouvelle.....	7
1.2 – Le programme nucléaire iranien : perspective américaine INTERVENANT : David Noble, Conseiller, mission des États-Unis à l’AIEA.....	11
1.3 – L’état du programme nucléaire INTERVENANT : Bruno Tertrais, Maître de recherche, FRS.....	14
1.4 – Les programmes de missiles INTERVENANT : Bruno Gruselle, Chargé de recherche, FRS .....	22
1.5 – Débat avec la salle.....	24
<b>2 – Deuxième table ronde – L’évolution de la situation intérieure .....</b>	<b>29</b>
2.1 – La situation politique INTERVENANT : Michel Makinsky, Conférencier, ESCM de Poitiers.....	29
2.2 – La situation économique INTERVENANT : Thierry Coville, Professeur associé, Negocia .....	33
2.3 – La situation des droits de l’Homme INTERVENANT : Reza Moini, Reporters sans frontières .....	39
2.4 – Débat avec la salle.....	43

---

<sup>1</sup> Ces textes ne sont pas des citations directes des propos tenus. Les résumés des interventions et des débats figurant ici ont été rédigés par la FRS. Celle-ci assume seule la responsabilité d’éventuelles erreurs ou approximations des propos rapportés dans les actes de cette journée d’études. Les textes ne peuvent être reproduits ou cités sans l’autorisation expresse de la FRS.

<b>3 – Troisième table ronde – L’Iran sur la scène internationale .....</b>	<b>47</b>
3.1 – La vision américaine	
INTERVENANT : Steven R. Ekevich, American University in Paris .....	47
3.2 – L’Iran et le Hezbollah	
INTERVENANT : Jean-Luc Marret, Chargé de recherche, FRS .....	50
3.3 – L’enjeu énergétique	
INTERVENANT : Christophe-Alexandre Paillard, DAS .....	54
3.4 – Russie-Iran : relations politiques et stratégiques	
INTERVENANT : Isabelle Facon, Chargée de recherche, FRS .....	63
3.5 – Débat avec la salle.....	68
<b>Clôture – Jean-François Daguzan.....</b>	<b>73</b>

## **Introduction** – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS

Le titre de cette journée d'étude, « Où va l'Iran », est général. Nous avons déjà organisé, il y a un peu plus d'un an, un colloque sur ce même pays. Mais les problématiques étaient un peu plus précises, puisque le sujet était « Les ambitions nucléaires de l'Iran et leurs conséquences internationales ».

Depuis ce rendez-vous, la crise iranienne est entrée dans une phase nouvelle. Les programmes d'enrichissement d'uranium de Téhéran ont été accélérés. La communauté internationale doit faire face à une nouvelle rhétorique. Sur le plan diplomatique, le dossier est désormais entre les mains du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'inquiétude, l'appréhension sont croissantes. C'est pourquoi, la FRS a estimé qu'il était utile d'organiser une nouvelle réunion faisant le point sur le dossier nucléaire iranien<sup>2</sup>. Pour faciliter la compréhension, il convient d'élargir la réflexion à des thématiques au-delà du seul problème nucléaire. Étudier la situation intérieure du pays ainsi que son positionnement sur la scène internationale permet en effet de disposer de nouveaux éléments d'appréciation.

---

<sup>2</sup> De nombreux commentaires ont déjà été produits sur cette crise, notamment l'ouvrage de Thérèse Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Paris, CERI/Autrement, 2006.



## **1 – Première table ronde – La question nucléaire**

PRESIDENCE : *Guillaume Schlumberger, Directeur, FRS*

### **1.1 – *La question nucléaire vue par les Iraniens***

*INTERVENANT : Yann Richard, Professeur, Sorbonne nouvelle*

Le point de vue iranien sur la question épineuse du nucléaire est très peu présenté dans nos médias. Le livre très documenté de Mme Delpech propose, par exemple, des analyses sur les positions de toutes (ou presque toutes) les nations importantes au niveau mondial sur ce dossier. Mais le point de vue iranien n'est jamais commenté. Or, il mérite sans doute d'être exposé.

Avant la Révolution, je m'étonnais que la France mette tant d'application à vendre ses technologies nucléaires à un pays qui n'a pas besoin d'énergie de ce type puisqu'il dispose d'immenses réserves de pétrole et de gaz naturel. Le diplomate chargé de ce transfert m'expliqua que des milliers d'emplois en France dépendaient de ces contrats. Le contrat Eurodif était effectivement extrêmement profitable à la France. Il n'était donc pas question de poser des questions. La morale était complètement mise à l'écart<sup>3</sup>. Seuls les intérêts financiers devaient être pris en compte.

Pourquoi, aujourd'hui, le fait que l'Iran veuille reprendre un ancien projet de l'époque du Chah – programme annulé par Shapour Bakhtiar, son dernier Premier ministre – pose problème ?

Très souvent, la réponse proposée à cette question est la sécurité d'Israël. Dans de nombreux discours, le Président iranien a en effet promis qu'il détruirait l'État hébreu. Ce thème est, pour moi, une fausse piste. La question de l'existence d'Israël déborde largement la problématique iranienne. Elle envenime les rapports internationaux dans cette région depuis une soixantaine d'années.

Les propos de la République islamique à ce sujet n'ont pas varié depuis la Révolution. Tous les ans, à la fin du Ramadan, se déroule la journée de Jérusalem, qui est l'occasion de débordements de langage. Cette année, pour la première fois, ces abus ont été relevés avec beaucoup d'insistance dans les médias. On voulait « coincer » le Président iranien, le montrer du doigt.

Ces propos nous paraissent déplacés. D'un point de vue musulman, ils ne sont pas exagérés. Pour les Musulmans, l'introduction, dans une région dominée par l'Islam depuis des siècles, d'une population qui n'était pas originaire de la zone est insupportable. Cette communauté était protégée par les Occidentaux qui ont estimé qu'ayant été victime d'un génocide, une réparation devait lui être octroyée. Dans les États occidentaux, personne ne remet en cause l'existence d'Israël alors que les Palestiniens n'ont pas été autorisés à avoir un État.

---

<sup>3</sup> La logique était la même lorsque la France décida, à peu près à la même époque, de vendre des centrales nucléaires à l'Irak, alors même que l'Union soviétique s'y était refusée.

Pour les Musulmans, il s'agit d'un raisonnement absolument incompréhensible. Le propos iranien n'est pas exceptionnel. De nombreux leaders politiques d'autres pays musulmans ont des discours similaires.

En Iran, les propos excessifs d'Ahmadinejad ne recueillent pas l'unanimité. Le Président Khatami, lors d'un passage en France il y a un an environ, avait notamment développé une position différente. Lorsque Thierry de Montbrial lui avait demandé la réaction que pourrait avoir la République islamique si Palestiniens et Israéliens parvenaient à un compromis et à une reconnaissance mutuelle, il s'était tourné vers son ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharrazi, et avait répondu que les Iraniens ne seraient « pas plus Palestiniens que les Palestiniens ». Son pays reconnaîtrait également Israël. En réalité, beaucoup d'Iraniens considèrent que cette question est secondaire pour leurs politiques nationale et internationale.

En relevant récemment les propos du Président iranien à propos d'Israël, on a créé un prétexte pour refuser à l'Iran les licences que l'on peut accorder à n'importe quel pays, même signataire du TNP, pour développer une technologie permettant de faire de l'électricité nucléaire.

Mais depuis l'époque du Chah, l'Iran ment sur la question du nucléaire. Ce n'est pas pour produire de l'énergie que le programme a été lancé. La technologie, très sophistiquée et coûteuse, n'est pas indispensable au pays. Il est évident que le développement du nucléaire a un but militaire stratégique. Cet objectif n'est finalement pas tellement différent de celui poursuivi par la IV<sup>ème</sup> République puis par de Gaulle lorsque la France a développé sa force de dissuasion. Une philosophie proche anime les Iraniens aujourd'hui.

Il faut souligner que les Iraniens sont porteurs d'une très longue histoire, dont ils sont pleinement conscients. Cette histoire a été marquée par des blessures. Depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, le peuple iranien a notamment dû subir les ingérences des Européens. Ceux-ci ont récupéré des territoires auxquels ils tenaient beaucoup, comme le Caucase, et ont pris le contrôle de secteurs entiers de l'économie. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, des concessions absolument exorbitantes ont été mises en place<sup>4</sup>.

En 1908, du pétrole a été découvert dans le pays. Dès que l'amirauté britannique a décidé, en 1912, de faire du pétrole l'énergie utilisée pour la propulsion de ses navires, cette ressource naturelle est devenue un enjeu fondamental dans la zone.

Dans les années 1920, les Iraniens se sont rendus compte que le Trésor de sa Majesté récoltait beaucoup plus de fonds des bénéficiaires de la compagnie pétrolière britannique qu'eux-mêmes n'en percevaient. Ils en ont été profondément choqués. En 1951 survient la nationalisation des compagnies pétrolières exploitant les gisements du pays. Cette décision est la conséquence de la montée en puissance d'un mouvement nationaliste très populaire. Quelques années avant la nationalisation du canal de Suez, cet événement marque la volonté d'un pays du Tiers-monde de reprendre le contrôle souverain de ses richesses. Cette crise s'est terminée de manière dramatique par un coup d'État orchestré par les États-Unis.

---

<sup>4</sup> Les concessions accordées aux Français ne concernaient que l'archéologie. Mais les traités ont été faussés, assez grossièrement, de manière à assurer le monopole sur le résultat des fouilles.

Ces événements constituent un traumatisme dans la mémoire collective iranienne. Le problème des capitulations est également très présent dans cette mémoire collective. Pendant cent ans, les citoyens étrangers sur le sol iranien ont pu bénéficier d'un privilège d'extraterritorialité juridique qui leur donnait une situation beaucoup plus confortable que les Iraniens eux-mêmes. Dès qu'un litige apparaissait, il était porté devant le consulat étranger concerné qui protégeait bien évidemment ses nationaux.

Le principal acteur de la Révolution islamique, l'Ayatollah Khomeyni, était issu du peuple – contrairement au Chah<sup>5</sup>. Il est resté relativement proche de lui. Il n'était bien évidemment ni libéral ni démocratique.

Lors du conflit contre l'Irak, au cours duquel Saddam Hussein a été soutenu par les Occidentaux – notamment la France<sup>6</sup> – la solidarité nationale s'est renforcée. L'Iran a résisté seul.

Le conflit s'est terminé de manière dramatique (en particulier avec des bombardements de villes). Les Américains ont notamment coulé la flotte iranienne et ont même abattu un avion civil le 3 juillet 1988<sup>7</sup>. Khomeyni a été contraint d'accepter le cessez-le-feu.

Pour les Occidentaux, ce qui demeure choquant dans l'attitude de l'Iran depuis 1979 et la prise des otages à l'ambassade américaine est l'arrogance d'être non-aligné. En réalité, le pays est non-aligné surtout dans une direction. L'Iran a en effet été relativement complaisant avec l'Union soviétique. La République islamique a très peu protesté lors de l'invasion de l'Afghanistan. Aujourd'hui, elle demeure proche de la Russie. Sa position est ainsi relativement modérée sur la Tchétchénie.

Cette indépendance est notamment insupportable pour les Américains qui avaient en Iran une position extrêmement favorable avant la Révolution. Le pays est un grand producteur de pétrole et de gaz. Il est doté d'une forte population avec un niveau culturel élevé. Il dispose donc d'un potentiel de développement immense. Sa position stratégique, entre la mer Caspienne et le Golfe persique, est unique. Or, il échappe totalement aux Américains. Ceux-ci ne supportent pas qu'un pays aussi important dans cette région ne veuille pas entrer dans une relation de confiance – voire de soumission – avec eux, notamment après les événements d'Afghanistan et d'Irak. Les États-Unis disposent cependant d'alliances privilégiées avec pratiquement tous les pays entourant l'Iran.

L'Iran veut devenir une grande puissance régionale. C'est un projet qui existait déjà du temps du Chah. Cet objectif n'inclut pas nécessairement la détention de l'arme nucléaire.

Les Iraniens sont cependant très sensibles à cette question. Lorsque des puissances étrangères disent aux autorités que le pays ne doit pas procéder à l'enrichissement de l'uranium, qu'il n'a pas le droit de développer cette technologie, une unanimité quasi-totale se dégage dans la population. Tout comme une unanimité est apparue lorsque la guerre Iran-Irak a débuté et que les populations ont dû défendre leur terre, les clivages sont très largement transcendés pour dénoncer cette ingérence étrangère. Pour une très grande majorité des Iraniens, il est en effet inadmissible que l'attitude du pays soit

---

<sup>5</sup> Le terme « islamique » pourrait d'ailleurs être remplacé par « populaire ».

<sup>6</sup> Qui a fourni des Exocets et des Super-étendards aux forces armées irakiennes à partir de 1983.

<sup>7</sup> NDLR – Par erreur le croiseur Vincennes de l'US Navy abattra un Airbus iranien provoquant la mort de 250 personnes.

dictée par des gouvernements étrangers. Ils considèrent que l'Iran est libre de faire ce qu'il désire entreprendre.

Mais il existe des voix en Iran qui critiquent le programme nucléaire en lui-même. L'argument avancé est souvent celui du coût. L'Iran n'a pas les ressources en uranium pour alimenter des centrales produisant de l'électricité. Contrairement au gaz et au pétrole, cette solution énergétique coûterait de l'argent au lieu d'en rapporter. Elle ne se justifie donc pas.

En Iran, certains habitants sont, comme dans d'autres pays, opposés aux armes de destruction massive et donc au développement d'armes nucléaires. Ils estiment notamment que des programmes de ce type coûteraient très cher à la nation iranienne et lui rapporteraient probablement peu.

La situation est finalement proche de celle de la France dans les années 1960. Le programme nucléaire national ne faisait pas du tout l'unanimité dans le pays. Il a cependant été mené à bien. Désormais, beaucoup reconnaissent qu'il a été très utile dans les domaines technologique, industriel, énergétique mais également militaire.

En Iran, certains voudraient notamment pouvoir dire au monde que le pays est capable de mettre au point une arme qui le rendrait extrêmement dangereux pour tout ennemi potentiel. L'exemple de la guerre contre l'Irak, qui a duré huit ans, illustre pour les dirigeants le fait que l'Iran ne peut compter sur aucun soutien<sup>8</sup>. En matière nucléaire, le contrat Eurodif n'a jamais été appliqué. Par ailleurs, les nombreux armements commandés dans les années 1970 et 1980 n'ont jamais été livrés à cause de l'embargo américain. La seule source d'indépendance véritable pour le pays est ce qui vient de lui.

La lettre du Président Ahmadinejad à G. Bush est un texte très intéressant pour comprendre le point de vue iranien. Elle mérite un examen approfondi<sup>9</sup>.

Le texte est très rafraîchissant. La missive est en effet d'une naïveté déconcertante. Elle comporte beaucoup de prêches qui ne sont pas sans rappeler les propos de G. Bush dans beaucoup de ses discours. Cette lettre n'est pas le travail de professionnels de la politique. La « langue de bois » en est absente.

Le Président iranien utilise quarante fois le terme « peuple ». Il n'utilise pas le mot « nation », trop technique et connoté pour lui. Son obsession est donc les populations. L'inspiration est incontestablement populiste.

Il cite le Coran. Il traite du jour dernier, une des obsessions des fondamentalistes américains. Il écrit à G. Bush que, tout comme lui, il croit à cette fin du monde terrestre : « Pour nous ce sera plus difficile car nous devons répondre de notre peuple et de tous ceux sur la vie desquels notre action aura eu une incidence. Ne pourrions-nous pas nous éloigner des difficultés actuelles du monde, qui résultent de notre désobéissance au Seigneur et aux préceptes prophétiques et chercher à construire un projet meilleur et plus beau ? La croyance en ces principes ne permet-elle pas d'étendre la paix, l'amour et la justice et de les garantir ? ». On peut se demander pourquoi Bush ne répond pas à une telle invitation.

Il y a six mois, le Président iranien, déjà la cible des médias occidentaux, avait proposé la constitution d'une commission mixte sur la question des droits de l'Homme. Les principaux pays concernés (Iran, États-Unis, Europe...) devaient être représentés. Il voulait que les membres de cette structure puissent avoir accès à toutes les prisons et les tribunaux pour vérifier si les droits de l'Homme étaient appliqués.

---

<sup>8</sup> C'est la seule guerre dans laquelle l'Iran a été directement impliqué au cours des cent dernières années.

<sup>9</sup> Ce document a été déformé par la très mauvaise traduction de la présidence iranienne.

Les États-Unis n'ont pas voulu répondre, alors pourtant qu'une telle commission aurait pu être utile, notamment aux Iraniens. En ne cherchant pas à exploiter ces propositions, les dirigeants américains poussent le Président iranien à la radicalisation.

Le Président iranien traite, dans cette lettre, de la violence politique. Il s'exprime notamment sur le 11 septembre 2001, en précisant que son pays a condamné le terrorisme et les attentats. Il affirme se sentir proche des victimes. Pour lui, il existe probablement des connivences au sein même des administrations américaines. Il lui semble impensable qu'un attentat d'une telle ampleur ait pu être préparé à l'insu des services de renseignement.

Le grand thème ironique de sa lettre est la dénonciation de la violence américaine. Le Président iranien précise ainsi que pour une personne se réclamant de Jésus Christ, des droits de l'Homme et du libéralisme, G. Bush utilise très largement la coercition pour établir son nouveau gouvernement mondial. Il tente donc de retourner contre le dirigeant américain sa logique humanitaire, humaniste et chrétienne. Il lui lance en quelque sorte un défi fondé sur la bonne volonté et les bons sentiments.

Je crois que l'on aurait tort de ne pas écouter ce message.

On affirme que les Iraniens veulent faire des armes nucléaires. Mais les États-Unis en ont plusieurs milliers, la France plusieurs centaines. Israël détient des armes nucléaires. Par ailleurs, Tsahal est l'armée la plus offensive de cette région. Tous les jours, elle organise des attaques répressives contre les Palestiniens. Les militaires pakistanais ont établi les Taliban en Afghanistan. Nous sommes complices de tout cela. Et nous ne laissons même pas aux Iraniens le prétexte de développer l'énergie nucléaire pour mener à bien leur programme. Au lieu de prendre les individus aux mots lorsqu'ils font preuve apparemment de bons sentiments, nous les rejetons dans un processus de violence.

## **1.2 – Le programme nucléaire iranien : perspective américaine**

*INTERVENANT : David Noble, Conseiller, mission des États-Unis à l'AIEA*

Il y a exactement cinquante ans, les États-Unis ont mis en place l'AIEA, avec de grands espoirs quant à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Très rapidement, ils ont cependant reconnu le dilemme posé par cette énergie. Bienfait potentiel pour l'Humanité, elle est également disponible pour une destruction de masse. L'optique dans laquelle l'AIEA a été créée était bien celle de la promotion de l'utilisation pacifique de cette énergie. Mais cet objectif nécessite de mettre en place des garde-fous. Le statut de l'Agence dérive donc de cette équation : elle doit établir des garanties assurant – un mot-clé pour comprendre l'AIEA – que les matières fissiles, les technologies, les matériels, les équipements, les services et les informations ne sont pas utilisés dans une optique militaire.

Durant les vingt-cinq premières années d'existence de l'AIEA, les pays qui avaient accès aux matières nucléaires pouvant être utilisées à des fins militaires ont accepté d'appliquer les garanties. Ils ont déclaré leurs activités nucléaires à l'AIEA, qui vérifiait l'exactitude des informations transmises.

Après la première guerre du Golfe, il est devenu clair que l'Irak, pourtant membre de l'AIEA, n'avait déclaré qu'une partie des matières et équipements nucléaires dont il

disposait. Surtout, l'AIEA n'a jamais su ni vu que les déclarations étaient fausses. Bagdad avait réussi à développer un important programme militaire sans que l'Agence ne le détecte. Ce programme a, par la suite, été démantelé.

Cet épisode a posé la question de l'amélioration du statut de l'AIEA. Il était notamment nécessaire de mettre en place de nouveaux types de garanties.

C'est pourquoi le Protocole additionnel a été créé. Il a notamment changé le principe de la charge de la preuve. Celle-ci ne relève désormais plus de l'AIEA mais des États (par l'intermédiaire de leurs déclarations). A l'heure actuelle, ce sont les États qui doivent prouver à l'Agence qu'ils n'ont pas de programmes militaires ou de visées militaires à leurs programmes nucléaires.

Par ailleurs, beaucoup plus de pouvoirs ont été donnés à l'AIEA. Le champ des informations à déclarer est notamment plus vaste. Le Protocole additionnel porte essentiellement sur le statut de l'AIEA. La question majeure qui demeure est celle de la confiance que peuvent accorder la communauté internationale et l'Agence à un pays qui dispose d'équipements et de matières nucléaires dans une optique *a priori* civile, mais qui peut réorienter son programme vers des applications militaires.

L'Iran est membre du Traité de non prolifération nucléaire. Il a appliqué les garanties mais pas signé le Protocole additionnel. En 2002, un groupe de dissidents iraniens a alerté la communauté internationale. Ce mouvement a révélé que l'Iran avait des équipements nucléaires tenus secrets.

Le seul fait que des équipements n'aient pas été déclarés a soulevé de nombreuses protestations internationales – bien que personne n'ait su à l'époque de quels équipements il s'agissait. Définir la stratégie à suivre pour faire face à cette situation a pris beaucoup de temps. L'AIEA est venue en Iran pour avoir des éclaircissements. Elle a procédé à des inspections. Mais la situation était complexe, obscure et donc difficilement décryptable. Il n'était notamment pas possible de reconstituer l'histoire du programme. Par ailleurs, les motivations iraniennes n'ont pu être clairement identifiées. Enfin, les inspecteurs ne sont pas parvenus à découvrir l'étendue réelle des activités nucléaires du pays.

En juin 2003, les inspecteurs de l'AIEA ont présenté leur rapport au Conseil des gouverneurs, indiquant que l'Iran avait omis de rendre compte de certaines activités et matériaux nucléaires<sup>10</sup>. Il est devenu clair que l'Iran cachait des informations depuis plusieurs années.

Les statuts de l'AIEA prévoient que le Conseil des gouverneurs peut transmettre un rapport au Conseil de sécurité des Nations Unies. Celui-ci est en effet la seule instance internationale habilitée à prendre des mesures de rétorsion.

À cette époque, l'AIEA a préféré ne pas déclencher la procédure. Un cas similaire existait. La Corée du Nord a en effet déclaré à la fin de l'année 2002 qu'elle avait le droit d'avoir un programme nucléaire militaire. Elle a reconnu avoir développé des activités dans ce domaine. Surtout, elle a annoncé en janvier 2003 qu'elle se retirait du

---

<sup>10</sup> Composé de 35 représentants des États-membres, le Conseil des gouverneurs est chargé d'examiner la conformité des déclarations des pays.

TNP. Elle a donc procédé au démantèlement des dispositifs de surveillance de l'Agence et expulsé les derniers inspecteurs présents sur son territoire. Pour répondre au cas nord-coréen, le Conseil des gouverneurs a immédiatement alerté le Conseil de sécurité. Mais le cas iranien n'était pas aussi clair. L'AIEA a donc préféré ne pas transmettre le dossier au Conseil.

Les gouvernements français, allemand et britannique ont alors décidé d'essayer de résoudre le problème de la non conformité des déclarations de l'Iran. Les ministres des Affaires étrangères de ces trois pays sont venus en Iran en octobre 2003 pour obtenir des garanties. Ils ont demandé à Téhéran de suspendre les activités sensibles de son programme nucléaire qui pouvaient potentiellement être orientées vers une application militaire. L'objectif était de rétablir la confiance.

Cette demande était couplée d'incitations (sous forme d'aides et de partenariats économiques avec l'Europe). Le Conseil des gouverneurs était prêt, pour sa part, à interrompre sa démarche auprès du Conseil de sécurité si l'Iran acceptait cette suspension. Une stratégie de « *wait and see* » s'est ainsi mise en place dans le but de retrouver une certaine confiance.

Durant les deux années suivantes, les inspecteurs de l'AIEA se sont rendus de nombreuses fois en Iran. Il est progressivement devenu clair que les activités nucléaires du pays étaient liées au réseau du docteur Khan, qui a fourni une assistance clandestine aux programmes de nombreux pays. L'AIEA s'est donc à nouveau trouvée à la croisée des chemins.

En novembre 2004, la Troïka européenne s'est une nouvelle fois manifestée auprès de l'Irak. Elle lui a proposé un nouvel accord, très similaire au précédent. L'idée était que l'Iran stoppe à nouveau toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement d'uranium et de séparation du plutonium. En contrepartie, les trois pays devaient établir un calendrier relatif aux bénéfices concrets que tirerait l'Iran de cette nouvelle suspension. Une rencontre entre représentants européens et iraniens a eu lieu le 15 novembre 2004 au cours de laquelle un accord fut entériné.

En août 2005, peu après l'arrivée au pouvoir du Président Ahmadinejad, l'Iran a annoncé la reprise de ses activités d'enrichissement en rupture de l'accord de novembre. Les gouverneurs de l'AIEA ont été contraints de tenir une session spéciale. Ils ont déclaré que Téhéran était en non conformité avec les accords de garanties du traité. Ils ont également précisé que les activités nucléaires iraniennes soulevaient de plus en plus le problème de la confiance que le Conseil de sécurité pouvait avoir vis-à-vis de Téhéran. En d'autres termes, les gouverneurs de l'AIEA indiquaient qu'ils n'étaient pas certains que l'Iran n'ait pas de programmes nucléaires militaires (en contravention du TNP). Ils ont cependant fait le choix, à cette époque, de ne pas encore transmettre de rapport au Conseil de sécurité. De la sorte, ils donnaient une nouvelle chance à l'Iran de clarifier sa situation.

En février 2006, le Conseil des gouverneurs a finalement renvoyé le cas iranien devant le Conseil de sécurité. Il a précisé que certaines questions relevaient désormais de la responsabilité de ce dernier.

Le Conseil des gouverneurs n'a trouvé aucun élément prouvant que l'Iran avait un programme militaire nucléaire – ce qui n'est d'ailleurs pas sa mission. Mais il a relevé des manques dans les déclarations iraniennes, ce qui a engendré une perte de confiance à l'égard de Téhéran. Il a ainsi noté que la collaboration entre les autorités iraniennes et les inspecteurs de l'AIEA n'avait pas été suffisante pour lever les zones d'ombre. Il a demandé que Téhéran prenne des décisions concrètes de manière à rétablir une certaine confiance. Le Conseil des gouverneurs a précisé que suspendre certaines activités sensibles de son programme (notamment l'enrichissement d'uranium) ne signifiait pas que le pays devait renoncer à ses activités nucléaires civiles. Cinq demandes ont été formulées par les gouverneurs à l'Iran :

1. suspendre à nouveau certaines activités nucléaires sensibles, y compris de recherche et développement ;
2. reconsidérer la construction de son réacteur à eau lourde, qui pourrait être intégré à un processus de production de plutonium et donc participer à la création d'armes nucléaires ;
3. ratifier rapidement et mettre en oeuvre le Protocole additionnel ;
4. rétablir un flux d'informations transparent avec l'AIEA et la communauté internationale ;
5. et expliquer clairement le processus de nucléarisation souhaité par le pays.

Le 27 février 2006, il a été donné un mois à l'Iran pour clarifier sa situation. En avril, un nouveau rapport des gouverneurs a cependant précisé que l'Iran n'avait répondu à aucune des questions qui lui avaient été posées et que le Conseil de sécurité devait décider de la suite à donner au dossier. Au final, de nombreuses voies diplomatiques ont été utilisées.

Le gouvernement des États-Unis a toujours voulu que soient appliqués les accords de garanties. Il a toujours désiré que soient respectés les statuts et les prérogatives de l'AIEA. Il désire ainsi que les mécanismes prévus soient utilisés pour traiter la question iranienne. Par ailleurs, les autorités américaines ont toujours soutenu les efforts diplomatiques des trois pays européens sur ce dossier et réfléchi avec ces partenaires aux suites à lui donner. Elles constatent cependant que l'Iran ne donne toujours pas de signes permettant le rétablissement de la confiance, confiance qui lui est réclamée par la communauté internationale. Nous travaillons pourtant encore dans un sens diplomatique.

### **1.3 – L'état du programme nucléaire**

*INTERVENANT : Bruno Tertrais, Maître de recherche, FRS*

Trois questions sur le programme nucléaire iranien méritent des réponses :

1. L'Iran veut-il la bombe ?
2. Pourquoi détenir la bombe ?
3. Quand l'Iran peut-il avoir la bombe ?

## 1/ L'Iran veut-il la Bombe ?



Cette photographie a été prise lors d'un spectacle il y a un mois environ. Les fioles présentées contiennent de l'hexafluorure d'uranium. Cette image permet de mesurer l'importance symbolique que les Iraniens accordent à leur programme nucléaire.

### L'Iran veut-il la bombe ?

Personne n'a de certitude absolue quant à une éventuelle volonté iranienne de disposer au plus vite d'une capacité nucléaire opérationnelle. En revanche, tout indique que le pays veut au moins pouvoir franchir très rapidement le seuil nucléaire et avoir la capacité de « militariser » rapidement un engin nucléaire. Il faut notamment faire ici référence à ses programmes de missiles.

Les Iraniens évoquent souvent le Japon comme une sorte de modèle. C'est un pays qui dispose de certaines capacités techniques, mais qui reste en dessous du seuil. En fait, la vraie référence, s'il y en a une, est l'Inde. C'est un État, qui malgré les protestations occidentales initiales, a réussi à voir son statut nucléaire, militaire et civil, progressivement accepté.

Si les Iraniens ont cet exemple en tête, ils font une erreur. Contrairement à eux, l'Inde est en dehors du TNP. Cette situation juridique différente change tout, notamment pour les Européens. De plus, l'Iran est en plein milieu du Moyen-Orient. Surtout, il n'est pas très loin de l'Europe. La situation géopolitique change beaucoup de choses. Si l'Inde est effectivement le modèle des Iraniens, ceux-ci se trompent sur l'idée que les Européens finiront bien un jour par accepter les visées militaires de leur programme nucléaire.

Une autre référence historique est la France des années 1954-1958. Au cours de ces années, notre pays développait un programme nucléaire civil et militaire, très nettement axé sur des considérations de prestige et de statut.

Le nucléaire était notamment présenté à la population française comme la solution d'avenir, un instrument qui ouvrait des perspectives de développement. Les Iraniens ont un discours assez proche. Comme les Pakistanais dans les années 1980, ils affirment notamment que la technologie d'enrichissement de l'uranium est une méthode particulièrement moderne. Pourtant, ce procédé a été développé dans les années 1940.

Il n'existe pas de preuve absolue permettant d'affirmer que les Iraniens veulent acquérir l'arme nucléaire. En réalité, il y a un faisceau d'indices. Huit peuvent être évoqués. Pris isolément, aucun n'est la preuve d'une intention militaire. En revanche, considérés ensemble, ils montrent bien que l'argumentation iranienne pose problème.

*1/ La nature de l'installation d'Arak*

Cet établissement constitue une véritable « usine à bombes ».

*2/ La nature des expériences conduites et dissimulées*

Les Iraniens ont travaillé sur du polonium, du plutonium, et de l'uranium métal.

*3/ L'existence d'un programme d'enrichissement par laser*

Ce programme n'a aucun sens pour une utilisation civile.

*4/ La nature de la documentation acquise*

L'Iran a notamment acquis des documents sur l'usinage de la matière en hémisphères. Or, il n'y a qu'une seule utilisation pour des hémisphères d'uranium métallique : une arme.

*5/ L'implication avérée du ministère de la Défense iranien dans le programme nucléaire*

*6/ L'évolution actuelle du programme Shahab-3*

Les développements récents ont notamment porté sur une modification de sa partie haute. L'objectif est bien l'emport d'une arme nucléaire.

*7/ L'accélération du programme d'enrichissement depuis l'été 2005*

Il n'y a pas de rationalité économique à cette accélération. La seule centrale nucléaire dont dispose l'Iran, Bushehr, qui va entrer en service, utilise du carburant russe. Il n'y a pas d'urgence à produire du carburant à Natanz à l'heure actuelle.

*8/ L'ampleur des dissimulations iraniennes*

Depuis vingt ans, l'Iran a dissimulé :

a/ des importations de concentré de minerai et de tétrafluorure d'uranium de Chine ;

b/ la construction de Natanz et Arak ;

c/ le déplacement d'installations. Le site de Lavisan Shian a notamment totalement disparu. De la sorte, il a été soustrait à la curiosité des inspecteurs de l'AIEA<sup>11</sup>.

d/ la fabrication de centrifugeuses. Certaines d'entre elles ont été fabriquées dans une usine de montres...

---

<sup>11</sup> Des échantillons suspects ont été découverts il y a quelques jours sur ce site aujourd'hui intégralement rasé.

e/ des expériences ;

f/ Le programme d'enrichissement par laser.

L'ensemble de ces facteurs ne peut conduire qu'à une seule conclusion : l'Iran veut pouvoir fabriquer une arme nucléaire très rapidement.

Les précédents historiques peuvent nous guider pour l'évaluation de la situation actuelle. Aucun pays n'a consenti un investissement aussi important que celui de l'Iran sans aller jusqu'à l'application militaire.

## **2/ Si l'Iran veut la Bombe, pourquoi ?**

Il existe des raisons politiques, à l'heure actuelle, prioritaires :

a/ le nucléaire est un symbole de modernité ;

b/ le nucléaire est un instrument du statut, régional, voire mondial ;

c/ le nucléaire constitue un outil d'influence dans la région et dans le monde musulman. La communication du pouvoir iranien est parvenue aujourd'hui à persuader la population du pays que la technologie de l'enrichissement de l'uranium permettra à l'Iran d'être reconnu comme une grande puissance. Ce discours rappelle celui du Pakistan. Les Iraniens parlent de l'enrichissement de l'uranium exactement de la même manière que les Pakistanais à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

Les raisons politiques sont aujourd'hui prioritaires dans la démarche iranienne. Si les Iraniens parviennent à se doter d'une bombe, elle ne sera pas prioritairement « islamique ». Elle demeurera une bombe « iranienne », peut-être « révolutionnaire », ce qui nous pose problème.

Ce n'est peut-être pas par hasard si Ahmadinejad a annoncé la production d'échantillons d'uranium faiblement enrichi le 9 avril, le jour anniversaire de la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis (1980).

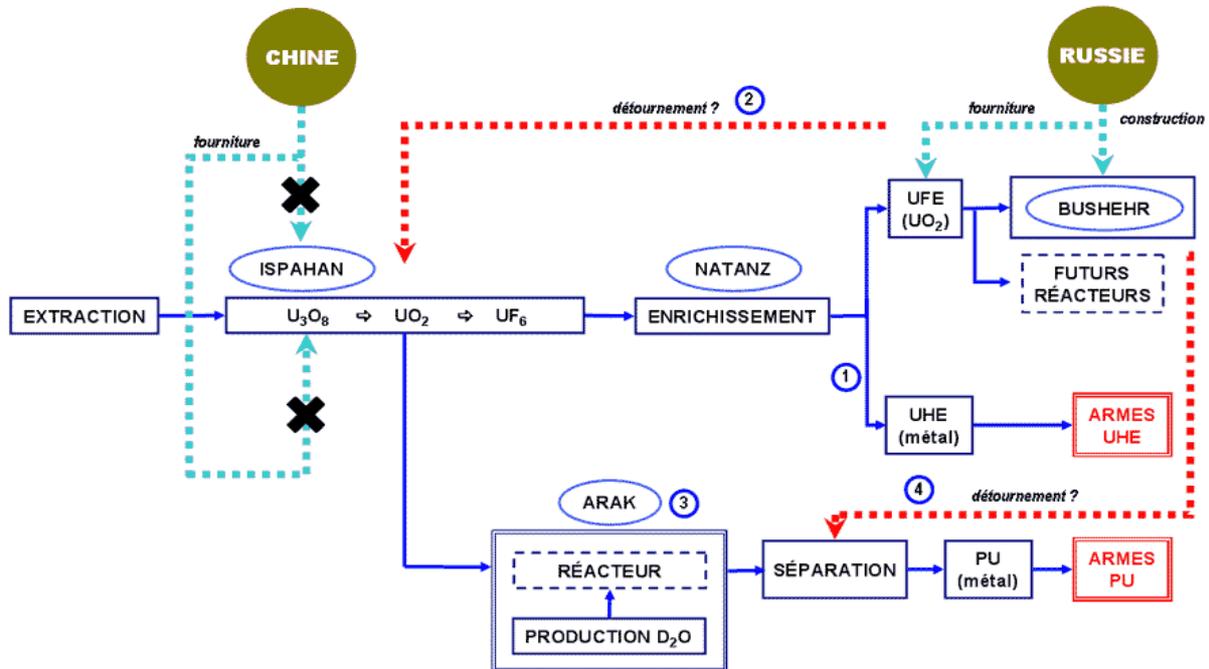
Les raisons de sécurité sont aujourd'hui secondaires.

Lorsque l'on affirme que l'Iran veut produire des armes nucléaires pour se protéger des États-Unis, on se trompe. Ces dernières années, les Américains ont débarrassé les Iraniens de leurs deux supposés ennemis : Saddam Hussein et les Talibans. En réalité, les dirigeants iraniens savent qu'il n'y aurait pas de menace militaire contre leur pays s'il n'y avait pas de programme nucléaire. On est ici en face d'une prophétie auto-réalisatrice. Les considérations de protection, de sanctuarisation du territoire contre une menace extérieure ne sont pas déterminantes. À la fin des années 1980, la reprise du programme par Ali Akbar Hashemi Rafsandjani reposait effectivement sur la volonté de disposer d'un instrument de dissuasion contre l'Irak. Aujourd'hui, cela n'est plus le cas.

Il ne faut sans doute pas écarter l'argumentation iranienne sur les aspects civils. Les dirigeants iraniens réfléchissent à l'avenir et ne veulent pas se comporter (et être perçus) comme les monarchies du Golfe qui ont des économies entièrement fondées sur les hydrocarbures. La préparation de l'avenir à long terme (30 ou 40 ans) est une de leurs motivations. Le programme est donc militaire et civil.

### 3/ Quand l'Iran peut-il avoir la Bombe ?

Il convient d'examiner la structure du programme.



Source : Bruno Tertrais, FRS

Les contributions chinoise et russe ont existé. Pour la Chine, l'aide est, semble-t-il, passée. Pour la Russie, la contribution continue : elle concerne Bushehr, son carburant et probablement d'autres centrales à l'avenir.

Théoriquement, quatre voies sont ouvertes à l'Iran pour développer son programme militaire :

#### 1. Enrichir son uranium à Natanz

L'objectif ne serait plus de produire de l'uranium faiblement enrichi, mais bien de l'uranium hautement enrichi.

#### 2. Détourner le carburant acheté à la Russie

Il s'agirait de passer du « faiblement enrichi » au « hautement enrichi ». Ce scénario est en réalité peu crédible. Les Russes ne laisseraient probablement pas les Iraniens agir de la sorte.

Mais cette solution permettrait aux Iraniens d'aller très vite. Une fois obtenu de l'uranium faiblement enrichi, l'essentiel du travail est réalisé. Le processus d'enrichissement de l'uranium est en effet quasiment exponentiel.

#### 3. Utiliser un réacteur plutonigène

Le complexe d'Arak est en cours de construction. Une usine de production d'eau lourde – qui alimentera le futur réacteur – existe déjà sur le site. Un réacteur de 40 mégawatts à

eau lourde est une véritable « usine à bombes ». Les Pakistanais ont notamment utilisé cette solution pour réorienter leur programme ces dernières années.

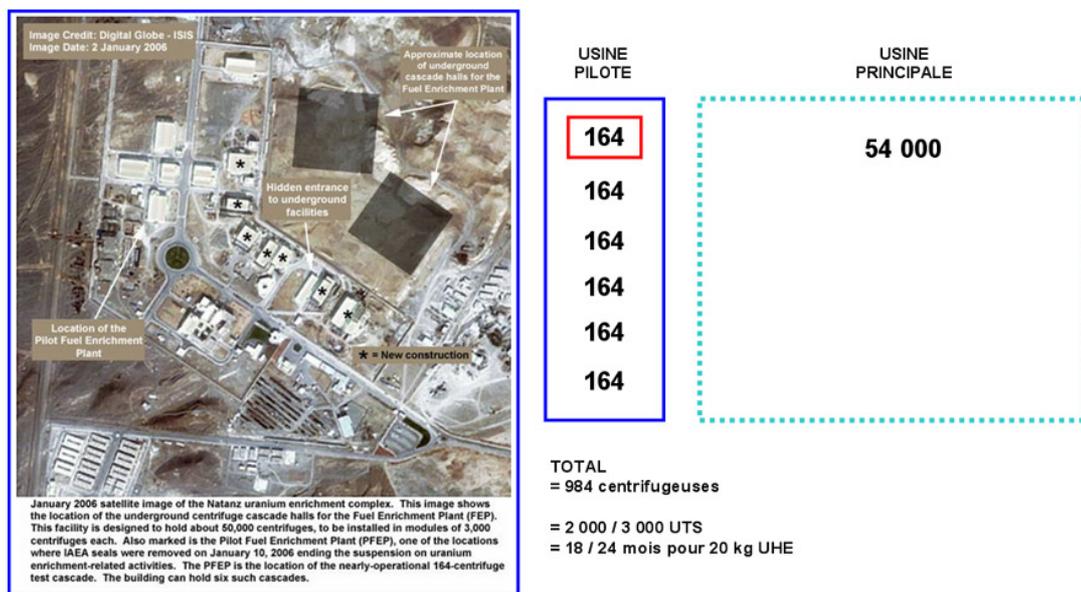
#### 4. Utiliser les barres de combustible irradié de la centrale de Bushehr

Bushehr est une centrale civile de production d'électricité. Le combustible qu'elle utilise serait séparé afin d'obtenir du plutonium.

D'un point de vue technique, cette dernière voie est extrêmement complexe. De plus, le plutonium obtenu ne serait pas de bonne qualité. Il ne serait pas optimisé pour une utilisation militaire.

À partir de ces éléments, il est possible de formuler plusieurs hypothèses.

### NATANZ



On peut obtenir cette photographie commercialement.

Les bâtiments formant une croix blanche (en haut et à gauche de l'image) sont l'usine pilote de Natanz. Des extensions sont aujourd'hui en construction. A terme, elle rassemblera six ensembles de 164 centrifugeuses. Un seul existe à l'heure actuelle. Aujourd'hui, les Iraniens n'ont donc qu'une seule cascade de 164 centrifugeuses de type P1 opérationnelle à l'usine pilote de Natanz.

Les Iraniens ont affirmé qu'ils commenceraient à équiper l'usine principale de Natanz à la fin de l'année. Cette usine sera souterraine (son emplacement est indiqué par les rectangles grisés). Elle devra rassembler 54 000 centrifugeuses.

Pour produire assez d'uranium hautement enrichi pour une bombe, avec les 984 centrifugeuses de l'usine pilote, les Iraniens auront besoin d'un délai situé entre deux et trois ans. S'ils ne rencontrent pas de problème technique majeur dans l'enrichissement, ils pourront ainsi détenir les vingt kilos d'uranium indispensables à une bombe à la fin de l'année 2008.

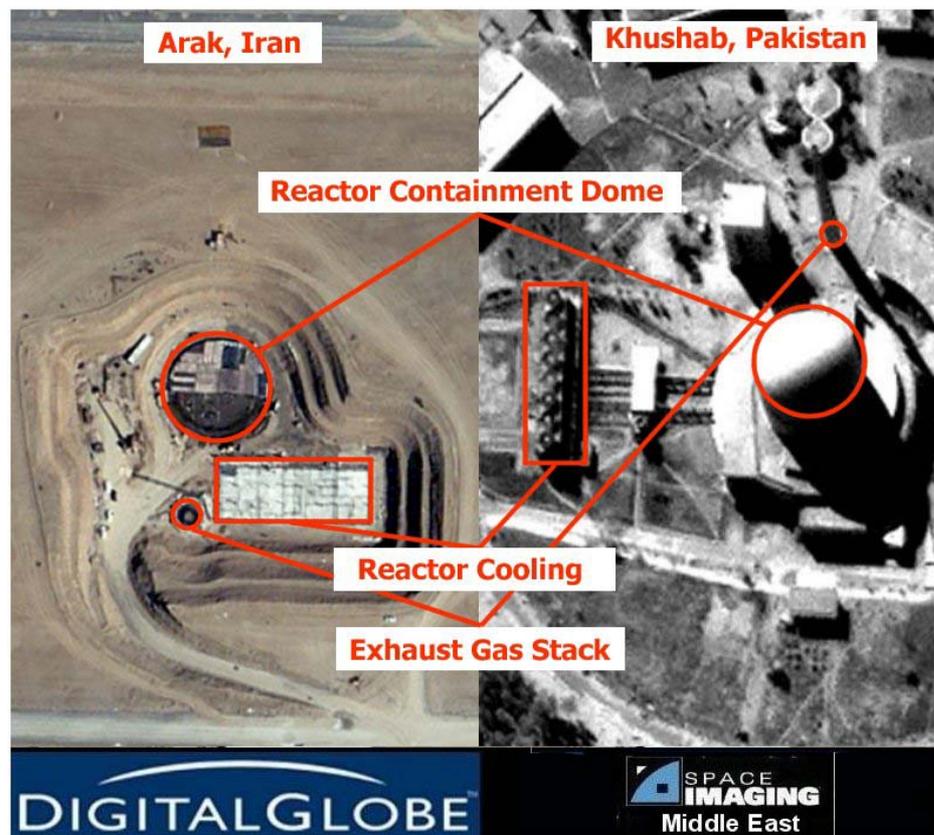
Les Américains évoquent pour leur part publiquement un délai de 5 à 10 ans. Cette estimation se fonde sur l'idée que le programme iranien continuera à avancer très lentement, comme cela a été le cas ces vingt dernières années.

Une dernière hypothèse repose sur l'idée qu'il existe peut-être des installations cachées. Elle n'est pas fantaisiste puisque ces derniers temps, de nombreux éléments cachés ont été découverts. Si un site équipé de centrifugeuses P2 – plus efficaces – venait à entrer en activité<sup>12</sup>, le délai serait sans doute de moins d'un an.

La plus crédible des hypothèses semble être la première.

L'installation d'Arak est particulièrement importante pour établir les scénarios de développement.

La comparaison avec le site de Khushab (sur lequel est implanté un réacteur de 40 mégawatts à eau lourde), au Pakistan, est particulièrement intéressante.



La similitude frappante entre ces deux installations est l'élément principal qui peut faire penser qu'Arak est bien une « usine à bombes ».

<sup>12</sup> Les plans de ces centrifugeuses ont été fournis aux Iraniens par le réseau pakistanais du Dr Khan.

#### 4/ Conclusions

La lettre du Président Ahmadinejad à G. Bush a été envoyée à la veille d'une réunion des Cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'existence de cette lettre signifie que la stratégie mise en place par les Européens et les Américains fonctionne. Les Iraniens commencent à réaliser que le processus au Conseil de sécurité va leur poser problème. Ils risquent de se trouver isolés et de subir de nouvelles sanctions. Dans les cercles dirigeants iraniens, de nombreuses personnes ne veulent pas que le pays subisse un embargo et un isolement encore plus forts que ceux qui existent aujourd'hui.

Cette lettre a recours à un langage qui n'est pas habituellement utilisé dans les cercles diplomatiques. Elle est, d'une certaine manière, rafraîchissante. Mais il est difficile de la concevoir comme l'annonce d'une disponibilité à négocier.

Certains paragraphes sont insultants pour les États-Unis, et la politique de Georges Bush en particulier. Lorsque l'on veut négocier, on commence rarement par insulter son partenaire.

De plus, les Iraniens savent que la condition préalable à l'ouverture de nouvelles négociations est la suspension des activités nucléaires. Le message n'a pas varié depuis juillet 2005, c'est-à-dire depuis la cessation des négociations sur l'initiative de l'Iran.

Le scénario de l'escalade demeure possible. L'option militaire n'interviendrait qu'en dernier recours, sans doute pas avant février-mars 2007.

Un retrait iranien du TNP n'est pas inconcevable non plus. L'interview donnée, au début du mois de mai 2006, par le Secrétaire général du Conseil Supérieur de la Sécurité Nationale, Ali Larjani, à l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram* est particulièrement instructive. A la question « Est-ce que vous envisageriez de vous retirer du TNP comme la Corée du Nord ? », il répond « Nous n'avons pas besoin de le faire. Le TNP stipule que si la sécurité nationale d'un pays est en cause, il n'est pas obligé de respecter totalement le traité ». Au même moment, le *Majlis*, le Parlement iranien, votait une résolution demandant au gouvernement d'envisager un retrait du TNP<sup>13</sup>.

Le scénario le plus probable est une poursuite de cette escalade graduelle :

- La résolution des Nations Unies, votée dans quelques semaines, sera sans doute relativement bénigne.
- Elle sera probablement assortie d'une menace de sanctions, suivie d'une ouverture iranienne, y compris par la suspension des activités d'enrichissement.
- Le processus diplomatique risque alors de s'enliser. Les Européens et surtout les Américains perdront sans doute patience et adopteront des sanctions ; limitées au départ puis plus importantes.
- Si la dynamique est toujours la même début 2007, l'option militaire sera véritablement d'actualité.

---

<sup>13</sup> NDLR – Le *Majlis* comporte actuellement 290 membres, élus au suffrage universel direct pour quatre ans.

## 1.4 – **Les programmes de missiles**

*INTERVENANT : Bruno Gruselle, Chargé de recherche, FRS*

Lorsqu'un spécialiste des questions de prolifération évoque la problématique des missiles iraniens, ses interlocuteurs s'attendent à ce que le débat soit orienté sur les engins balistiques et leur éventuelle capacité d'emport d'armes nucléaires. En réalité, ce type d'engin n'est pas le seul qui préoccupe aujourd'hui les autorités politiques et militaires des pays occidentaux.

Depuis 1986-1987, période à laquelle les Iraniens se sont intéressés aux missiles (pour des raisons avant tout opérationnelles), ils se sont engagés dans deux voies : celle de l'acquisition de missiles balistiques et celle du développement de missiles de croisière. Pendant les manœuvres maritimes du début du printemps 2006, les forces armées iraniennes se sont organisées afin d'utiliser ce second type de missiles dans le cadre d'un conflit régional limité (en particulier dans la région du Golfe persique).

En 1986-1987, les premiers tirs de missiles Scud entre Téhéran et Bagdad ont eu lieu. Les Iraniens se sont rendus compte que leur arsenal de missiles balistiques était tellement limité que Téhéran pourrait être rasée sans avoir la possibilité de répliquer à la même échelle sur les agglomérations irakiennes. Ils se sont donc adressés à leurs partenaires. Les premiers contactés n'ont pas été les Nord-Coréens mais les Syriens et les Libyens. Ceux-ci ont fourni une cinquantaine de missiles Scud ainsi que leurs lanceurs. Par la suite, des liens étroits ont été tissés avec les Nord-Coréens. Dans le but d'acquiescer « sur étagère » un nombre important de missiles anti-navires, des contacts ont également été noués avec la Chine. Malgré les protestations américaines, ces armements ont bien été livrés aux Iraniens. Aujourd'hui, ils constituent sans doute encore le socle des programmes de développement de ce type de missiles en Iran.

### **1/ Les missiles de croisière iraniens**

Depuis cette époque, les Iraniens ont progressé dans ce domaine. Au printemps 2004, ils ont procédé aux essais d'un missile anti-navire, nommé Raad, d'une portée annoncée de 300 kilomètres<sup>14</sup>. A l'époque, ils avaient affirmé qu'il serait bientôt opérationnel et pourrait être utilisé dans un conflit régional.

Très récemment, un député de l'opposition en Ukraine s'est insurgé contre la vente illégale par son pays de missiles de croisière de l'ex-Union soviétique à la Chine et l'Iran. Ces armements, encore présents sur le sol ukrainien, ont transité par un réseau russe pour être livrés aux deux pays concernés. L'Iran aurait acquis à travers cette filière, six missiles de croisière de longue portée, dont l'état opérationnel n'est pas connu<sup>15</sup>. On peut penser que ces engins sont venus renforcer la capacité des Iraniens à investir dans le domaine des missiles de croisière.

Les Iraniens ont donc conçu le développement des missiles de croisière comme une voie complémentaire de celle des engins balistiques.

---

<sup>14</sup> Les informations techniques ont été fournies par les Iraniens eux-mêmes et sont donc sujettes à caution. Le Raad est une version adaptée du HY-2 Silkworm chinois dont la portée a été augmentée.

<sup>15</sup> Missiles AS-15 d'une portée de 3 000 kilomètres.

## 2/ Les missiles balistiques

Les premières acquisitions auprès de la Libye et la Syrie datent de 1986-1987. Pendant la guerre des villes, quelques centaines de missiles ont été tirés de part et d'autre. Du côté iranien comme du côté irakien, le stock a donc été utilisé.

Les Iraniens se sont donc tournés vers les Nord-Coréens. Cette coopération a d'abord concerné la livraison de systèmes complets. Elle a ensuite porté sur le transfert de capacités « clé en main » d'assemblage et même de production de missiles Scud<sup>16</sup>. Ces échanges ont aujourd'hui abouti à des transferts concernant le Shahab 3.

Pour beaucoup d'experts, ce missile serait une copie du Nodong nord-coréen. En réalité, il n'est sans doute pas totalement conforme à l'original. Les Iraniens tiennent absolument à être autonomes quant à la conception et la production de leurs missiles balistiques. De plus, selon les informations disponibles, les Iraniens ont protesté à plusieurs reprises auprès des Nord-Coreéens. Ils mettaient en cause la qualité de leurs missiles. Par ailleurs, ils se sont tournés vers un certain nombre de bureaux d'études russes pour tenter d'y acquérir des savoir-faire, notamment dans le domaine de la propulsion. Les Iraniens disposent sans doute de la compétence nécessaire en matière de motorisation pour modifier le système de propulsion du Nodong.

Dans le domaine de la propulsion liquide, probablement la voie de court terme pour l'Iran, l'industrie missilière, relativement développée, possède une véritable capacité de fabrication, d'assemblage, voire de conception de moteurs. L'essai d'un Shahab avec une tête modifiée (d'une capacité d'emport d'une tonne) en juillet 2003, prouve que les ingénieurs et techniciens iraniens sont capables d'être créatifs par rapport aux modèles livrés par leurs partenaires.

L'Iran a également engagé des efforts conséquents dans le domaine de la propulsion solide. A travers cette filière, les Iraniens pourraient disposer d'une capacité beaucoup plus opérationnelle, surtout beaucoup moins vulnérable à des actions de contre-force. Cette solution pourrait être utilisée dans un conflit régional de façon plus efficace.

La coopération avec les instituts chinois, jusqu'à une époque récente, leur a permis de moderniser un certain nombre d'installations, acquises auprès d'autres sources dans les années 1980. Ce fut notamment le cas du site de Parchin (qui accueillait les activités de détonique). Pour beaucoup d'experts, la modernisation de cette installation, dans laquelle est produit le propergol solide, a été réalisée avec l'aide des Chinois. Les Iraniens y ont investi massivement pour développer des capacités de motorisation à propergol solide de plus en plus efficaces. Très récemment, ils ont même annoncé envisager de fabriquer un Shahab 3 à propulsion solide.

La capacité technique des Iraniens dans les deux domaines, propulsions liquide et solide, bâtie de longue haleine, s'est fortement étoffée. Aujourd'hui, elle rend possible une réelle progression dans le domaine balistique.

---

<sup>16</sup> Scud B de 300 kilomètres de portée et Scud C de 500 kilomètres.

### **3/ La capacité opérationnelle réelle**

Aujourd'hui, grâce aux informations disponibles, on estime que les Iraniens disposent d'un régiment complet de missiles Scud (B ou C), ce qui correspond probablement (en utilisant un référent nord-coréen) à 24 lanceurs.

Il est sans doute préférable de raisonner à partir du nombre de lanceurs. Comme l'indique Uzi Rubin, qui a notamment donné une interview à l'organisation *Iran Watch* dernièrement, les missiles ne sont que des balles et les lanceurs des fusils<sup>17</sup>. La capacité opérationnelle réelle dépend certes du nombre de missiles – que les estimations situent entre 300 et 600 –, mais surtout du nombre de lanceurs que les Iraniens peuvent aligner, faire tirer en même temps et de la vitesse de rechargement<sup>18</sup>.

Un travail récent de l'IISS a rappelé que les Iraniens avaient montré en 1999 que leur capacité opérationnelle de tir de missiles balistiques n'était pas nulle<sup>19</sup>. En juin 1999, ils avaient en effet bombardé des positions, notamment des camps d'entraînement d'organisations de l'opposition iranienne installées en Irak. Cet épisode montre bien qu'il existe une véritable capacité opérationnelle<sup>20</sup>.

Dans l'hypothèse d'une intervention militaire occidentale menée par les États-Unis dans le Golfe persique, ces capacités opérationnelles seraient probablement utilisées contre un certain nombre d'installations militaires (le centre de commandement de Doha), mais également civiles. Parmi celles-ci, des sites de grande importance économique – notamment des installations énergétiques – seraient certainement visés. Les dégâts causés pourraient être importants. Les pays susceptibles de participer à l'intervention doivent garder à l'esprit cette partie de l'équation lors de l'évaluation des coûts.

#### **1.5 – Débat avec la salle**

##### **Questions**

- Lorsque l'on met historiquement en perspective l'évolution de l'Iran, il est sans doute important de prendre en compte les alliances de revers d'Israël. Dans les années 1950, la France constituait le principal allié dans le cadre d'alliances de ce type. Elle a fourni à Israël des armements conventionnels et l'a aidé au développement de son programme nucléaire. Puis, c'est l'Iran qui est devenu le partenaire des Israéliens. Aujourd'hui, la Turquie joue ce rôle. Quelle importance peut-on donner à cet aspect ?
- La religiosité des présidents Bush et Ahmadinejad semble rapprocher les deux hommes. Un parallèle peut-il être fait avec la situation à la fin des années 1970, lorsque Jimmy Carter avait demandé à la France d'accueillir Khomeyni parce qu'il était justement un religieux ?
- L'Iran ne risque-t-il pas de disposer d'une réelle force de frappe balistique de portée intermédiaire dans quelques années ?

---

<sup>17</sup> <http://www.iranwatch.org/ourpubs/roundtables/interview-uzirubin-042806.htm>

<sup>18</sup> NDLR – Selon *Military Balance 2006*, l'Iran détiendrait jusqu'à 18 lanceurs Scud et environ 300 missiles et environ 30 lanceurs de CSS-8 (environ 175 missiles).

<sup>19</sup> « Iran's Strategic Weapons Programmes, a Net Assessment », *The International Institute for Strategic Studies*, septembre 2005.

<sup>20</sup> Les données existantes sur le nombre d'engins tirés à cette occasion sont toutefois discutables.

- Par ailleurs, la question de la charge que pourraient emporter ces missiles n'a pas été abordée. L'Irak sera-t-il capable d'inclure des charges significatives sur ces vecteurs de portée intermédiaire ?

### **Réaction de Thierry Coville**

La guerre contre l'Irak a duré huit ans. Elle a provoqué la mort de 500 000 Iraniens.

L'Irak a eu recours aux armes chimiques. Elle a eu des conséquences économiques, politiques et sociales majeures. Son impact psychologique sur les populations a été particulièrement lourd. Le conflit est désormais profondément ancré dans la mémoire collective iranienne.

Lorsque des observateurs affirment que la région est calme, ils n'adoptent pas le point de vue iranien encore profondément marqué par cette guerre. Subjectivement, le conflit représente encore un poids énorme pour la population. Il a encore un impact sur la perception que les Iraniens développent des menaces qui pèsent sur eux.

La propagande nationale chauffe à blanc la population. Le nationalisme iranien est particulièrement exacerbé. L'argument occidental qui consiste à accepter que le Pakistan, l'Inde et Israël aient des armes nucléaires parce qu'ils n'ont pas adhéré au TNP – alors que l'Irak l'a fait – n'a pas de poids réel dans le pays.

### **Réponse de Yann Richard**

Du temps du Chah, Israël était un partenaire privilégié de l'Iran. Les relations n'étaient pas officiellement établies, mais existait une reconnaissance de fait. L'État hébreu avait notamment une très forte délégation à Téhéran. Beaucoup de programmes de développement communs avaient été mis en place. Israël pouvait effectivement compter sur son allié iranien. A la fin de son règne, le Chah a notamment contribué au dialogue israélo-égyptien. Plus récemment, l'Irak a probablement acheté des pièces détachées pour ses avions américains à des revendeurs israéliens sur le marché libre.

L'Irak a intérêt à ce qu'Israël reste un pays fort. Il est en effet un pays chiite, non arabe, riche en réserves d'hydrocarbures. Le risque est qu'une éventuelle alliance arabe et sunnite se constitue contre lui. Un État hébreu puissant limite la portée de cette association. Il ne serait pas illogique que l'Irak joue à l'avenir la carte israélienne (comme la Turquie), si les Palestiniens et les Israéliens parviennent à une reconnaissance mutuelle. Pour Israël, il pourrait être également intéressant que les pays qui lui sont hostiles soient rivaux dans certains domaines.

Les logiques des présidents Bush et Ahmadinejad peuvent être effectivement rapprochées. Pour les deux hommes, l'élément religieux semble important.

### **Réponse de Bruno Tertrais**

On ne peut pas accepter l'idée d'un parallèle entre la religiosité du président américain et celle du président iranien. Contrairement à ce qui est souvent écrit en Europe, Bush n'est pas un fondamentaliste chrétien. Il n'est pas un mystique. Il est certes évangélique (comme Carter). Mais il n'est pas millénariste, ce qui le distingue du courant fondamentaliste *stricto sensu*. Il y a dans la culture personnelle d'Ahmadinejad une forme de millénarisme.

Les deux dirigeants sont des hommes religieux. Leurs perceptions du monde se rapprochent sur certains points. Ils ont notamment tendance à développer une vision assez manichéenne de leur environnement. Mais le parallèle s'arrête à ces éléments.

La Libye a reçu du réseau Khan des plans d'armes nucléaires. Ces documents ont été découverts en Iran emballés dans un sac provenant d'une blanchisserie d'Islamabad. On suppose donc qu'ils ont également été acquis par Téhéran. La question est donc de savoir si la charge nucléaire que ses plans – à l'origine chinois – permettent de construire peut être transportée par un Shahab 3. Les experts sont divisés. Certains pensent que la charge est trop lourde et volumineuse.

Les Iraniens ont un programme nucléaire et un programme balistique. Parviendront-ils, au moment où ils voudront le faire, à les intégrer ? Les difficultés techniques sont extrêmement grandes.

Effectivement, l'impact de la guerre Iran/Irak ne doit pas être minimisé. La sanctuarisation défensive était un motif prioritaire lors de la reprise du programme en 1986-1987. Mais cela n'est plus la motivation première aujourd'hui. Cela ne signifie pas qu'elle n'existe plus. Simplement qu'elle est passée à un second plan par rapport à d'autres considérations. Il faut bien distinguer la période de la fin des années 1980 de la période contemporaine.

Il ne s'agit pas de nier l'impact profond du conflit avec l'Irak sur la mémoire collective iranienne. L'épisode de la guerre des villes a notamment été particulièrement traumatisant. À la fin des années 1990, les Iraniens étaient toujours sensibilisés au problème de la dissuasion par l'intermédiaire de missiles balistiques. Éviter une nouvelle guerre des villes est en effet un objectif très présent depuis le conflit avec l'Irak.

Les réflexions sur la propagande ne se limitent pas à la télévision. Celle-ci peut être prise en exemple parce que les messages, les clips qu'elle diffuse sont particulièrement frappants et représentatifs. En réalité, le langage est le même dans les articles de journaux, dans les prêches... La présentation du nucléaire, notamment la symbolique de l'enrichissement de l'uranium, est relayée par tous les canaux disponibles, pas seulement par la télévision d'État.

Effectivement, l'argumentation juridique est totalement inaudible pour la population iranienne. Les pays européens font une différence entre pays membres et non membres du TNP. Il est utile de la faire et il faut donc continuer à la produire. Mais cet effort de communication n'est pas destiné à la population iranienne. Dans le pays, comme très largement dans l'ensemble du Moyen-Orient, c'est une argumentation à peu près inaudible. Il faut expliquer en quoi elle est juste, notamment rappeler l'utilité du droit international.

### **Réponse de Bruno Gruselle**

Deux éléments doivent être pris en compte lorsque l'on apprécie le lien entre programmes nucléaire et balistique iraniens.

Tout d'abord, l'aspect technique. Il n'est pas certain que l'arme nucléaire dont le plan aurait été acquis par les Iraniens auprès de la filière Khan soit adaptée aux missiles dont dispose la République islamique (Shahab 3 ou autre). Ensuite, pour disposer d'une force de dissuasion crédible, il reste plusieurs étapes, particulièrement complexes à franchir. L'une d'entre elles sera notamment de former une ou plusieurs unités capables d'utiliser ce type d'équipement.

Demeure la question des autres charges non conventionnelles. On peut se demander si des charges chimiques ou biologiques pourraient être adaptées sur des missiles balistiques iraniens. Au vu des difficultés techniques, ce scénario est peu probable. Le

développement, à plus long terme, de missiles de croisière d'attaque au sol, dédiés à l'emport de charges non conventionnelles autres que nucléaires est sans doute une solution plus crédible. Aujourd'hui, seuls les Soviétiques ont été capables de trouver les solutions techniques pour relever le défi de l'insertion de charges chimiques ou biologiques sur des missiles balistiques. Les Russes n'ont apparemment pas transféré cette capacité aux Iraniens. Les Irakiens s'étaient lancés dans cette direction. Mais la voie balistique n'a finalement pas été retenue. S'il y a un mariage possible, il concernera plutôt les armes nucléaires et les missiles de croisière. Les raisons de ce mariage seront techniques, stratégiques et opérationnelles.

### **Réponse de Guillaume Schlumberger**

Il faut nous garder d'une simple réflexion en miroir. Les solutions que nous avons développées ou cherchées à développer ne sont pas nécessairement celles qui sont envisagées par les Iraniens. L'imagination fertile de certains pays peut permettre le développement d'autres systèmes d'armes ayant des effets de masse.

### **Questions**

- Dans le cas où la crise actuelle se développerait jusqu'à une éventuelle intervention militaire, quelle est la faisabilité technique de frappes efficaces sur les sites iraniens, en particulier Natanz ?
- Lorsque l'on évoque le TNP, les experts ont tendance à en parler comme d'un engagement « sans retour ». L'Iran a en fait la possibilité de se retirer. Dans une telle hypothèse, l'utilisation de la force aurait-elle encore une pertinence juridique ?
- L'Ayatollah Khamenei doit arriver au terme de son mandat religieux dans quelques mois. Quel pourrait être son remplaçant ? Quelle serait son influence sur la politique interne iranienne ?

### **Réponse de Yann Richard**

Il n'y a pas de terme au « mandat » du Guide suprême. Seule sa mort lui permet de quitter sa charge. Un conseil élu régulièrement, l'Assemblée des experts vérifie ses capacités (physiques et mentales) à exercer ses fonctions. Elle peut éventuellement demander sa mise à l'écart et nommer un remplaçant. A l'heure actuelle, il n'en est pas question.

Cette année, les élections vont concerner cette Assemblée des experts<sup>21</sup>.

### **Réponse de Bruno Tertrais**

Une hypothétique action militaire n'aurait pas pour but d'éliminer le programme nucléaire, mais de le retarder.

Les installations de Natanz sont enterrées à quelques mètres de profondeur. Il est donc relativement facile pour les forces aériennes américaines (voire pour celles d'autres pays) de faire pénétrer des munitions dans la cuve de Natanz. A l'heure actuelle, il faut en effet parler de cuve puisque Natanz est vide. Seule l'usine pilote est en cours de réalisation.

Les individus qui évoquent, dans la presse américaine, la possibilité d'utiliser des armes nucléaires ne savent pas de quoi ils traitent. Il n'est pas utile d'avoir recours à des armes aussi destructrices pour des opérations de ce type.

---

<sup>21</sup> NDLR - L'Assemblée des experts est composée de 86 membres religieux élus pour huit ans au suffrage universel direct.

Un retrait iranien du TNP – s'il s'opérait dans les formes (recours à l'article 10 du traité) – ne modifierait juridiquement pas les conditions permissives d'emploi de la force. L'opportunité d'une action militaire n'en serait pas changée. En revanche, un pays qui voudrait frapper l'Iran après un retrait du TNP aurait sans doute plus de légitimité politique à le faire. Il convient de raisonner plus en terme de légitimité que de légalité.

### **Réponse de Yann Richard**

Il existe actuellement en Iran un très large mouvement d'opinion plutôt favorable aux Américains (pour des raisons humaines, historiques, culturelles...). De nombreux jeunes rêvent par exemple de faire leurs études aux États-Unis. Par ailleurs, la situation en Irak est préoccupante pour Téhéran. Un départ des Américains serait une catastrophe pour les Chiites, donc pour l'Iran. Les Iraniens sont donc plutôt favorables à une normalisation et surtout un compromis avec les Américains. Une attaque pourrait renverser cette tendance. L'opinion iranienne se braquerait très certainement.

Certains radicaux espèrent ce scénario : il permettrait de ramener l'Iran au statut de victime de l'impérialisme américain et de susciter une solidarité parmi les autres pays musulmans.

La tendance principale de la politique iranienne n'est cependant pas la recherche de l'affrontement avec les États-Unis.

On parle souvent d'un groupe d'opposition – parfois nommé les *Dissidents* – qui aurait fourni les informations sur les sites nucléaires iraniens et plus globalement alerté l'opinion publique internationale sur ce programme depuis quelques années. De nombreux observateurs ont constaté que les Iraniens avaient bombardé leurs bases au Nord de l'Irak.

Il faut cependant se rappeler qu'ils constituent un groupe terroriste. A une époque, les États-Unis ont même classé cet ensemble sur la liste des groupes terroristes internationaux. Ces individus ont perpétré des attentats spectaculaires en Iran contre les dignitaires du régime. Ils sont responsables d'une guerre civile larvée. Ces Moudjahidin du peuple ont un art très soviétique pour la manipulation des opinions publiques comme des parlementaires de nombreux pays. Ils disposent effectivement de bases en Irak. Les Américains n'ont pas pris la peine de démanteler leurs camps parce qu'ils les gardent en réserve pour d'éventuelles opérations militaires contre l'Iran. Si l'Iran se permet des incursions en territoire irakien, c'est pour régulariser une situation qui a perduré trop longtemps. Les Moudjahidin du peuple n'ont même pas de soutien populaire très large en Iran (même s'ils disposent de contacts dans l'appareil politico-administratif).

## **2 – Deuxième table ronde – L'évolution de la situation intérieure**

PRESIDENCE : *Bruno Tertrais, Maître de recherche, FRS*

Il n'est pas possible de réduire la question iranienne au problème nucléaire. Il convient notamment de comprendre ce qui se passe dans le pays, en particulier dans les cercles du pouvoir à Téhéran. Il s'agit également de mieux appréhender les liens entre milieux économiques et politiques. S'il est important de décoder les enjeux de pouvoir extrêmement complexes de la situation actuelle, il faut également étudier l'économie du pays : les revenus pétroliers aujourd'hui très importants n'ont pas empêché la chute de la bourse depuis l'élection d'Ahmadinejad.

### **2.1 – La situation politique**

*INTERVENANT : Michel Makinsky, Conférencier, ESCEM de Poitiers*

Il s'agit en effet de proposer quelques clés de lecture, quelques repères. De nombreuses postures internationales de l'Iran sont en effet guidées par des éléments de la situation interne.

#### **1/ La complexité des interactions politiques en Iran**

Sous la présidence Khatami, les analystes étaient extrêmement perplexes. Ils constataient l'existence d'une politique extérieure ayant pour ambition affichée de normaliser les relations avec l'environnement du pays (régional, mais également européen et mondial) et, dans le même temps, voyaient sur le terrain des discordances importantes. L'action des services secrets (particulièrement en Irak) n'était notamment pas coordonnée à celle des *Pasdaran*<sup>22</sup>.

Au fil des ans, la présidence Khatami a généré, en particulier à Washington, une méfiance croissante. L'Iran affirmait par exemple qu'elle ne fournissait qu'une aide morale au Hezbollah au Liban. Le soutien était en réalité financier, logistique et même militaire. Il était évident que Téhéran pratiquait un double langage.

Ce double langage devait être en réalité lu à l'aune de la scène intérieure. Sous la présidence Khatami, l'existence de « politiques bis » reflétait la lutte acharnée entre le gouvernement « réformateur », le Parlement « réformateur » et les conservateurs (le

---

<sup>22</sup> NDLR - Les Gardiens de la Révolution ou *Pasdaran* sont une organisation créée en 1979 par l'Ayatollah Khomeyni pour protéger la révolution (et notamment contrebalancer la puissance de l'armée régulière en laquelle le Guide n'avait pas confiance). Ils représentent en quelque sorte la garde prétorienne de la République islamique. Parfois appelée « l'armée verte », allusion à la couleur de l'islam, leur organisation dispose de forces terrestres - notamment d'unités anti-émeutes, aériennes et navales, ainsi que de services de renseignement.

Guide, ses alliés *Pasdaran*, ses amis des fondations, les services secrets...) <sup>23</sup>. La politique étrangère était donc un champ d'expression des luttes internes.

Lorsque les élections successives (parlementaires, puis présidentielles) ont amené progressivement les conservateurs au pouvoir, certains ont pensé qu'une certaine cohérence dans les politiques menées allait enfin apparaître, mais cette cohérence ne s'est pas installée. Les représentants iraniens « militent », par exemple, pour la stabilité du gouvernement irakien et pour une coopération économique étroite avec leur voisin. Pourtant, les opérations spéciales des services de renseignement et des *Pasdaran* continuent.

Avec l'émergence du pouvoir conservateur à tous les échelons, les « politiques bis » n'ont pas cessé, mais elles ont pris une nature différente. Désormais, les diverses factions du régime jouent sur plusieurs échiquiers en même temps. Pour les observateurs étrangers, c'est sans doute le phénomène de la scène iranienne le plus difficile à analyser.

## **2/ Les étapes de la prise de contrôle par les conservateurs**

À l'heure actuelle, le dernier étage de la fusée qui doit permettre la prise de contrôle du pouvoir en Iran est en voie de lancement.

### *A/ Les élections locales de 2003*

La prise de contrôle du pouvoir par les conservateurs a commencé par les élections aux conseils locaux de février-mars 2003. Les analystes ont été étonnés par la faiblesse de la participation électorale (notamment pour la ville de Téhéran). Dans certaines zones, elle atteignait à peine 15 %.

A Téhéran, un nouveau maire, Mahmoud Ahmadinejad est élu. Il s'est retrouvé à diriger une métropole de six millions d'habitants (douze millions avec les banlieues). Il est parvenu à ce poste grâce notamment à son savoir-faire politique.

Plus globalement, les conservateurs parviennent à gagner de nombreux conseils municipaux. C'est le premier étage de la fusée. Ces conservateurs sont réunis dans la formation politique des *Abadgaran* (les Bâtisseurs), groupe parlementaire créé lors des élections législatives de 2002. Cet ensemble est notamment composé de technocrates. En réalité, ils sont plus idéologisés que beaucoup d'observateurs ne le pensent.

---

<sup>23</sup> Après le 11 septembre 2001, certains responsables iraniens ont très rapidement dénoncé les attentats perpétrés par Al Qaida. Les analystes constataient toutefois que des membres de l'organisation étaient hébergés sur le territoire de la République islamique.

Au moment de la chute de Saddam Hussein, l'Iran a affirmé la nécessité d'un gouvernement stable pour l'Irak. Mais de nombreux observateurs ont constaté que des opérations spéciales, notamment de manipulation auprès de certaines factions chiites irakiennes, et des attentats étaient menés par une partie des services de renseignement iraniens.

### *B/ Les élections parlementaires de 2004*

Les réformateurs n'ont pas tiré les conséquences politiques de ce premier échec. Aucun programme sérieux n'a ainsi été constitué pour les élections législatives suivantes. Aucune stratégie unifiée n'a été définie.

En mars 2004, lors des élections au Parlement, le second étage de la fusée est lancé.

En Iran, il n'est pas possible de se présenter aux élections sans que la candidature soit avalisée par une organisation qui s'appelle le Conseil des gardiens de la constitution. Cette institution vérifie que les candidats sont « islamiquement », c'est-à-dire politiquement, corrects. En 2004, la procédure de vérification a servi de filtre. Les candidats réformateurs ont ainsi été bloqués.

Lors des crises politiques précédentes, le scénario était « rodé ». Les réformateurs se « faisaient marcher sur les pieds » : leurs candidatures étaient refusées. La tension montait et les principaux acteurs se tournaient vers le Guide pour qu'il tranche. Le Guide affirmait que l'Iran ayant besoin de tous ses enfants il convenait de s'entendre. La plupart des réformateurs étaient autorisés à se présenter. Quelques-uns ne l'étaient pas afin que les conservateurs acceptent le compromis.

En 2004, les réformateurs ont cru que le scénario allait se reproduire. Malgré l'appel du Guide – qui avait effectivement demandé la réintroduction d'une grande majorité des candidats réformateurs, le Conseil a refusé de les réadmettre. Cet événement marque un basculement dans la nature même du régime. Il constitue une étape décisive dans la conquête du pouvoir.

De très nombreux inconnus sont donc apparus dans le Parlement en 2004. Beaucoup appartiennent aux *Abadgaran*. A peine élus, ces technocrates se sont lancés dans un conflit ouvert contre le Président et son gouvernement réformateur. Ils sont également revenus sur la plupart des réformes économiques jusqu'alors adoptées.

Rafsanjani – président du Conseil du discernement, la plus haute instance iranienne – a proposé une révision des articles 43 et 44 de la constitution afin de faciliter les investissements étrangers. Cet événement va être le signal du début de l'affrontement avec Khamenei.

Le 8 mai 2004 a lieu l'inauguration de l'aéroport Khomeyni, orgueil du régime iranien. Une division *Pasdaran* occupe l'aéroport, affirmant que la sécurité n'est pas assurée. Le gouvernement critique cette décision.

Le prétexte sécuritaire était totalement imaginaire. Derrière cet événement, les oppositions entre groupes pour la gestion des ressources économiques se profilent. Le site avait été réalisé par un consortium turc. Deux filiales des fondations n'avaient pas été retenues lors de l'appel d'offres. Le *Majlis*, dominé par les conservateurs, va profiter de cet événement pour dénoncer les contrats concernant les tranches suivantes de la construction. Ils vont être obtenus pour un nouveau consortium, dans lequel figurent les deux filiales des fondations<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Un contentieux entre Turcs et Iraniens explique également cette décision. Quelques mois avant cet événement, les Turcs étaient parvenus à faire baisser le prix du gaz iranien qu'il importe dans le cadre d'un contrat sur 25 ans. Certains dirigeants iraniens ont donc profité de cette occasion pour prendre une revanche.

### *C/ Le poids croissant des Pasdaran sur la scène interne iranienne*

À cette occasion, les *Pasdaran*, organe militaire et politique, ont pu montrer leur puissance, le poids dont ils disposent sur la scène intérieure iranienne. Au Parlement, 80 députés environ sont soit *Pasdaran*, soit liés à eux. Dans l'entourage d'Ahmadinejad, ils sont également nombreux. Depuis son arrivée au pouvoir, le président a nommé des *Pasdaran* au gouvernement, à la tête des gouvernorats, aux différentes directions de l'administration centrale.

Les *Pasdaran* constituent une force politique, mais également économique, qui a pris progressivement le contrôle de la majorité des postes clés de l'appareil politico-administratif et de secteurs entiers de l'économie. De nombreux contrats publics attribués initialement à des sociétés étrangères ont été annulés parce que des intérêts économiques *Pasdaran* n'avaient pas été pris en compte.

Par ailleurs, ils ont progressivement acquis une ambition religieuse. L'élection d'Ahmadinejad est le symbole de l'émergence d'une nouvelle génération se posant en concurrente du clergé. L'actuel Président a notamment gagné les élections contre Rafsandjani, qui incarnait à la fois le clergé et la corruption. L'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence est une des manifestations de l'émergence d'une nouvelle forme de religiosité. Cette religiosité est laïque, dans la mesure où le clergé est en partie discrédité.

Toutes les tirades à contenu religieux d'Ahmadinejad (dans la lettre adressée à Georges Bush, dans son discours sur le perron de l'ONU...) ne sont pas adressées aux dirigeants étrangers ou à la communauté internationale. Elles concernent essentiellement la scène intérieure iranienne. Les références au douzième Imam ont notamment une fonction de « marketing politico-religieux interne »<sup>25</sup>.

Le corps des *Pasdaran* aspire à réaliser une nouvelle révolution religieuse. Ils veulent donc avancer dans la ré-islamisation de la société iranienne, mais également de l'ensemble de la communauté des croyants régionale.

Les *Pasdaran* sont donc un corps composite à caractère politique, militaire, économique et religieux en train de prendre le contrôle des leviers du pouvoir.

Désormais, une course de vitesse est engagée. En novembre 2006, les élections pour l'Assemblée des experts vont avoir lieu. Cette institution dispose d'un pouvoir de contrôle particulièrement important. Ces dignitaires sont notamment les seuls à pouvoir « éliminer » le Guide. Ils disposent également d'un pouvoir moral considérable. Ils adressent parfois des remontrances, particulièrement écoutées, au Président et à certains ministres. Une lutte acharnée, utilisant l'intimidation et la violence, entoure désormais cette élection<sup>26</sup>.

On a longtemps expliqué l'incohérence apparente de la politique étrangère iranienne, notamment des propos des dirigeants de la République islamique, par le « factionnisme ». Les rivalités entre factions rivales existent effectivement.

On ne traite cependant jamais d'une autre cause : l'incompétence. Au ministère des Affaires étrangères, à chaque changement de ministre, une partie conséquente du personnel est remplacée. Ces rotations empêchent le développement d'une certaine

---

<sup>25</sup> Dans la vision eschatologique de l'Islam chiite, les musulmans vivent dans la croyance du retour du douzième Imam. En attendant son arrivée, il faut opérer sur terre de profondes transformations.

<sup>26</sup> Le mentor d'Ahmadinejad, l'ayatollah Mesbah Yazdi, est un des leaders, pour les *Pasdaran*, de cette offensive électorale.

continuité. Ahmadinejad a par exemple procédé récemment au limogeage de 40 ambassadeurs. Les individus pressentis pour les remplacer ne connaissent pas les pays dans lesquels ils vont être mutés et, pour la plupart, ne parlent même pas anglais. Dans les structures diplomatiques iraniennes, un problème d'incompétence s'est donc développé.

Dans les mois à venir, il conviendra donc d'observer la montée en puissance de la nouvelle génération de *Pasdaran*. Il faudra également étudier l'attitude de Rafsandjani, jusqu'à maintenant en position d'observateur. Ses pouvoirs ont été renforcés précisément parce que le Guide s'inquiète des dérives de certains groupes. Par ailleurs, il faut rappeler que les pouvoirs d'Ahmadinejad sont limités. Ses prérogatives correspondent bien plus à celles d'un Premier ministre que d'un Président. Toutes les décisions importantes, même sur le programme nucléaire, sont prises collégialement. Le Guide et ses services y sont toujours associés. Les incohérences en matière de politique étrangère sont très largement le reflet des batailles de pouvoir internes.

## **Bruno Tertrais**

Il convient de préciser que même si certaines déclarations des dirigeants iraniens ont une vocation intérieure, elles n'en produisent pas moins des effets internationaux que leurs auteurs ont parfois du mal à contrôler.

### **2.2 – *La situation économique***

*INTERVENANT : Thierry Coville, Professeur associé, Negocia*

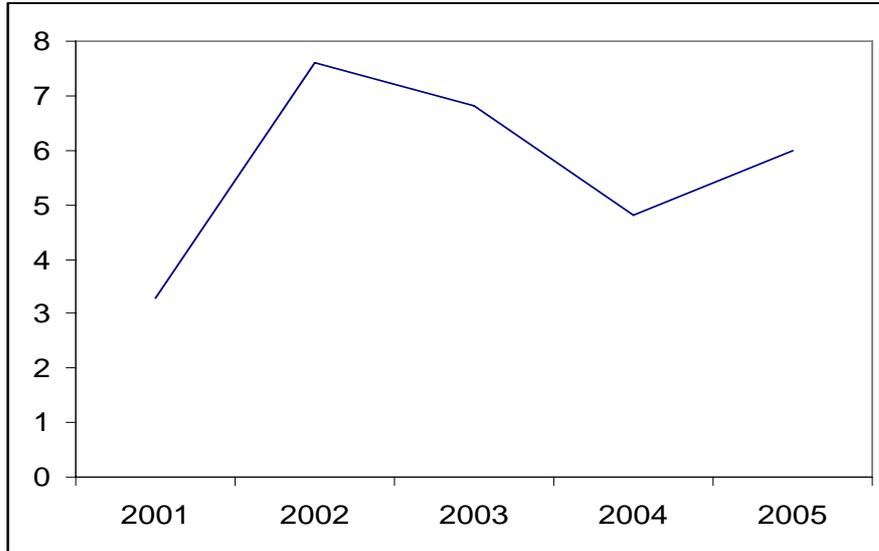
Le prix du pétrole étant actuellement particulièrement élevé, la situation économique de l'Iran est bonne. Mais certains problèmes demeurent. Les luttes de pouvoir se déroulent également dans le domaine économique. La cohérence des politiques publiques économiques en est limitée, tout comme le contrôle d'Ahmadinejad sur certains secteurs d'activité.

#### **1/ La situation macroéconomique de l'Iran**

L'environnement macroéconomique est extrêmement favorable.

La croissance en Iran évolue avec le prix du pétrole. Depuis la remontée du cours du baril débutée en 1999, elle est donc à la hausse.

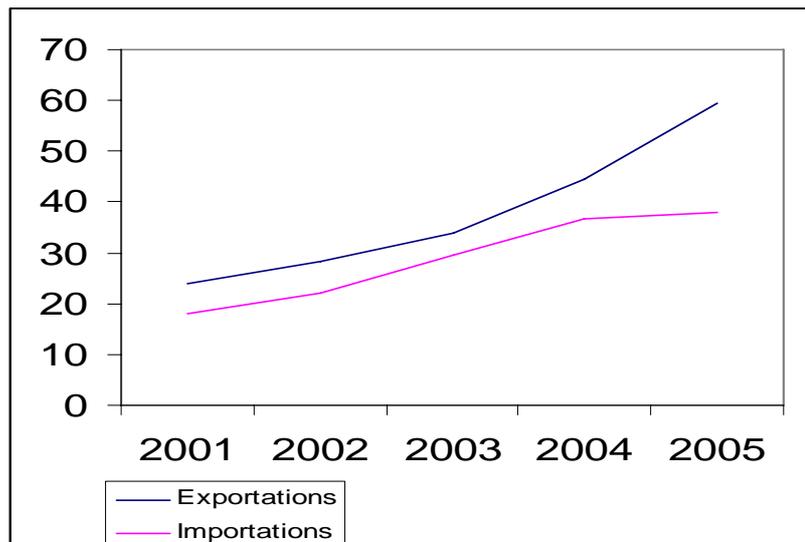
### *La croissance du PIB iranien*



Aujourd'hui, elle se situe autour de 6 %. Peu de pays peuvent se vanter d'une croissance de cet ordre à l'heure actuelle. Le marché iranien, malgré les sanctions internationales, est donc en pleine expansion. Il est d'ores et déjà intéressant pour les entreprises étrangères.

Grâce au pétrole, la balance courante connaît un excédent conséquent. En 2005, il représentait environ 21 milliards de dollars<sup>27</sup>.  
De manière identique, la balance commerciale est excédentaire.

### *La balance commerciale iranienne*



---

<sup>27</sup> Ce chiffre est une estimation proposée par Thierry Coville.

Le pétrole (et dans une moindre mesure le gaz) représente 85 % des exportations de biens. C'est l'évolution du prix des hydrocarbures qui détermine les résultats du commerce extérieur iranien. L'Iran a sans doute atteint les 50 milliards de dollars d'exportations pour l'année 2005<sup>28</sup>.

Comme tous les pays d'économie pétrolière, l'Iran a également augmenté ses importations lorsque ses revenus liés au pétrole ont progressé.

L'endettement extérieur de l'Iran est relativement faible. Il représentait environ 15 % du PIB à la fin de l'année 2005. Le pays peut donc tout à fait s'endetter encore plus sans prendre de risque économique majeur. Il n'a pas de problème avec la gestion de sa dette extérieure.

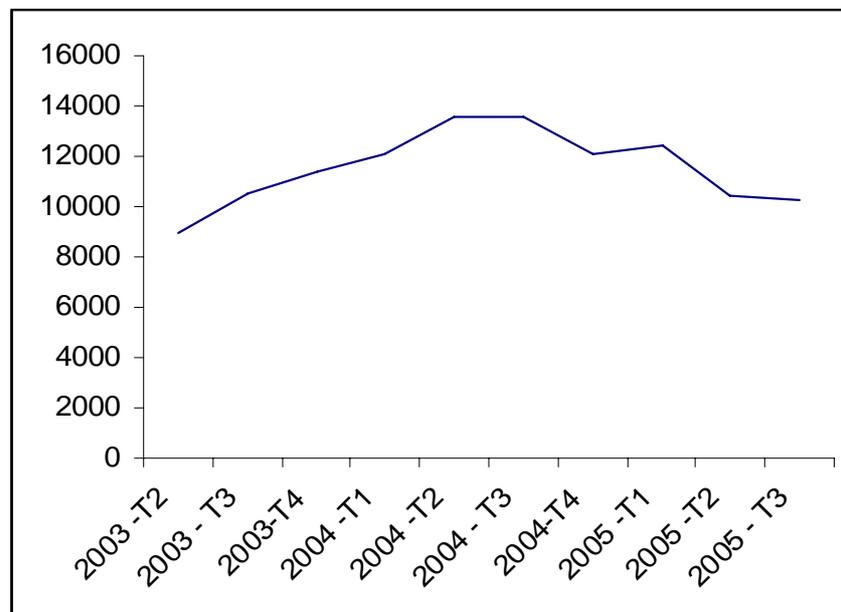
Ses réserves en devises renforcent cette situation. Fin 2005, selon les estimations du Fonds Monétaire International, elles représentaient plus de 47 milliards de dollars, soit 15 mois d'importations. L'Iran détient les troisièmes réserves de devises (après l'Algérie et l'Arabie Saoudite) de la zone Afrique du Nord-Moyen-Orient.

Cette très bonne situation économique sera sans doute confortée à l'avenir puisqu'une majorité des experts s'accorde sur l'idée que le prix du pétrole va demeurer élevé dans les prochaines années.

## 2/ Les difficultés de l'économie iranienne

Dans le pays, il existe un manque de confiance du secteur privé<sup>29</sup>. Les individus et les institutions qui ont placé des capitaux dans ce secteur sont très inquiets. En réalité, ils craignent plus les conséquences de la crise sur le nucléaire que l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

### *L'indice de la bourse de Téhéran*



<sup>28</sup> Ce chiffre n'est qu'une estimation. Les statistiques, pour le moment, n'ont été agrégées que pour les neuf premiers mois de l'année.

<sup>29</sup> Le secteur privé est extrêmement divers et hétérogène en Iran.

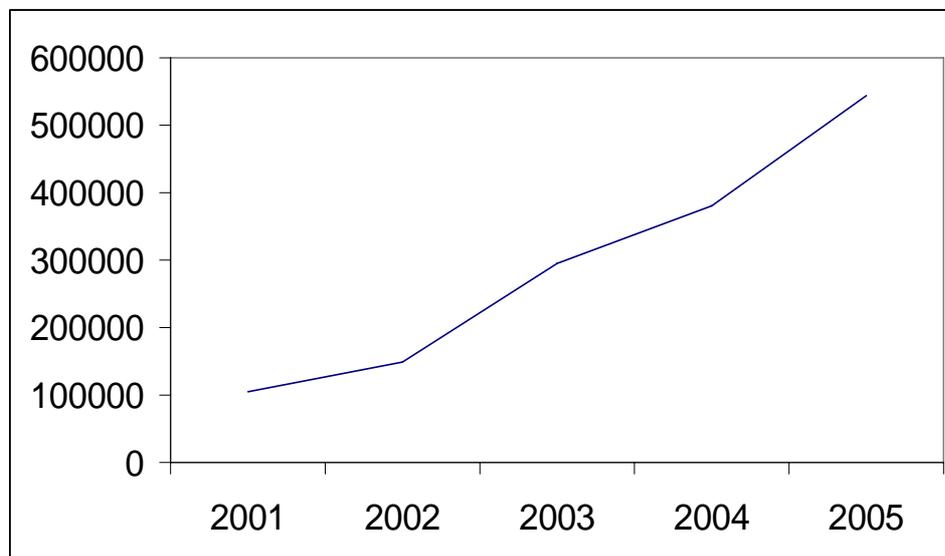
Comme le montre ce diagramme, la baisse de la bourse iranienne a débuté fin 2004. Cette chute a connu une accélération juste après l'élection d'Ahmadinejad. Les inquiétudes du secteur privé iranien sont révélatrices. Pour beaucoup d'opérateurs économiques, compte tenu des tensions internationales, il est préférable d'investir hors du pays. Il semble que les Émirats aient notamment bénéficié de ces transferts de capitaux.

Les comportements boursiers sont révélateurs du manque de confiance de certains opérateurs économiques. Mais il ne faut pas exagérer l'impact de la « fuite » des capitaux. En réalité, ces capitaux boursiers ne financent que pour une très faible part les entreprises iraniennes.

Par ailleurs, les choix d'Ahmadinejad en matière économique ont quasiment tous été contestés. Certaines de ses décisions ont même été annulées (notamment celles du ministre du Pétrole).

La politique qu'il a instaurée va à l'inverse de celles développées par les gouvernements précédents. Jusqu'à son arrivée au pouvoir, l'objectif était d'économiser les recettes pétrolières. Ahmadinejad est un populiste. Il a promis pendant la campagne électorale que chaque Iranien aurait une part des bénéfices pétroliers. Fidèle à ses promesses, il dépense les capitaux obtenus grâce aux exportations d'hydrocarbures. Les dépenses budgétaires courantes ont ainsi explosé ces derniers mois.

*Les dépenses budgétaires courantes iraniennes*  
(en milliards de rials)



Le ministre de l'Économie a ainsi envoyé dernièrement à Ahmadinejad un courrier lui indiquant que les dépenses courantes avaient augmenté de 43 % en 2005. Une telle hausse signifie que toutes les recettes pétrolières sont utilisées pour soutenir l'économie. Ces dépenses permettent de montrer à la population que le Président agit pour elle, qu'il se soucie du peuple.

Ahmadinejad a été prévenu des conséquences de ce type de politique. Existe-t-il un réel risque d'emballage de l'économie iranienne ? À l'heure actuelle, ce n'est pas encore le cas.

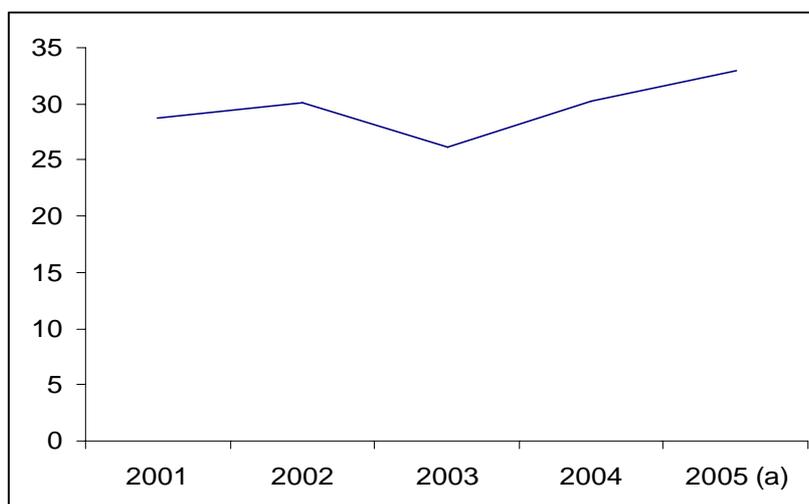
Ahmadinejad justifie ces dépenses en affirmant qu'il achève les projets qui étaient restés inaboutis. Il a notamment consenti de très fortes subventions aux gouvernements régionaux. Ces financements sont distribués sans véritable logique. Certains députés lui ont d'ailleurs reproché ce manque de cohérence. En réalité, ces fonds sont un des principaux instruments d'une politique populiste.

Par ailleurs, Ahmadinejad a utilisé le fond de stabilisation pétrolier. Mis en place par l'Iran sous Khatami, il est constitué à partir de recettes pétrolières économisées notamment pour soutenir le secteur privé. Actuellement, le gouvernement pioche dans ce fond pour soutenir les dépenses. Il a ainsi pris, dans les six premiers mois de l'année iranienne, onze milliards de dollars.

Ahmadinejad a décidé, de manière arbitraire, de baisser les taux d'intérêt. Il a affirmé qu'ils étaient trop élevés – alors qu'en termes réels ils sont quasiment négatifs. Le Parlement a adopté une loi pour entériner cette baisse. Les représentants de la banque centrale sont entrés en conflit avec certains parlementaires et le gouvernement sur ce dossier.

L'augmentation des dépenses et la baisse des taux d'intérêt risquent de provoquer une accélération de l'inflation dans les prochains mois. Par ailleurs, l'Iran crée beaucoup de monnaie, ce qui favorise également l'inflation. A l'heure actuelle, le taux de croissance de la monnaie en Iran est proche de 30 %.

#### *Taux de croissance du M2 en Iran*



Taux de croissance de la monnaie élevé, politique monétaire expansionniste et manque de confiance de la population dans la politique du gouvernement – qui s'est reflété dans la hausse du prix de l'or en Iran – constituent un cocktail qui risque d'amener une accélération de l'inflation dans le pays. Une inflation galopante remettrait en cause les promesses d'Ahadinejad, provoquant l'érosion de la légitimité des conservateurs. En ne répondant pas aux attentes économiques et sociales de la population, le Président

aura beaucoup de difficultés à maintenir une base populaire et démocratique à son pouvoir.

Par ailleurs, l'Iran continue de subventionner massivement un certain nombre de produits. L'essence en fait partie. Le carburant est maintenu à un prix modeste. Mais ce choix coûte énormément à l'État iranien. La dépense publique pour l'essence est élevée notamment parce que la consommation dépasse la production. Bien qu'étant un des principaux pays producteurs de pétrole mondiaux, l'Iran doit importer plusieurs milliards de dollars d'essence.

Le gouvernement a sous-estimé le poids de ces importations. Il avait annoncé au Parlement qu'elles devaient se situer autour de 4 milliards pour l'année 2005<sup>30</sup>. Récemment, il a revu à la hausse ce chiffre. Il a estimé la facture à 5,2 milliards, ce qui représente un dixième du total des exportations. Certains membres du *Majlis* ont critiqué l'existence d'un tel différentiel. Dans la rhétorique populiste d'Ahmadinejad, il n'est toutefois pas question d'augmenter le prix à la pompe. Le Président est prisonnier de ses promesses.

Le gouvernement a été en grande partie élu pour aider les catégories les plus défavorisées de la population. Si le régime ne risque probablement pas, à court terme, une crise sociale majeure, les difficultés vont cependant s'accumuler. Les politiques économiques suivies vont accentuer les inégalités de revenus au lieu de les résorber. Le clientélisme budgétaire pratiqué ne sert à rien dans ce domaine. La population risque donc d'être déçue. Ces évolutions auront probablement une traduction dans les urnes.

À l'heure actuelle, les débats sur la situation économique et sociale sont masqués par le dossier nucléaire. Ahmadinejad profite de la crise internationale pour faire passer ces considérations à un second plan. C'est sans doute pourquoi il s'investit autant sur ce problème, qui peut lui permettre de renforcer une légitimité érodée par ses politiques économiques et sociales.

### **3/ L'Iran face aux sanctions économiques**

L'Iran est effectivement vulnérable. C'est un pays très dépendant en matière d'importations de biens de consommation et d'équipement. Pour moderniser les industries gazières et pétrolières, les Iraniens ont notamment besoin des investissements et des équipements étrangers. Par ailleurs, la République islamique est également dépendante de ses importations de carburant.

Il faut avoir à l'esprit que des sanctions économiques prononcées dans des secteurs non pétroliers auront, dans la situation actuelle, un impact dans ce domaine. Un embargo, même sur des produits non pétroliers, aura pour conséquence une hausse du prix du baril.

Certains avancent l'idée de sanctions financières. Mais, dans ce domaine, les États-Unis peuvent difficilement faire plus que ce qu'ils ont déjà fait :

- Les avoirs iraniens, qui ont été bloqués juste après la prise d'otages des membres de l'ambassade américaine en 1979, n'ont jamais été rendus.

---

<sup>30</sup> L'année iranienne se situe « à cheval » sur les années 2005 et 2006 du calendrier grégorien.

- L'embargo est toujours en place. Il a été allégé. Mais seuls des produits secondaires sont concernés par ces assouplissements.
- La loi d'Amato est toujours en vigueur<sup>31</sup>. Elle interdit aux entreprises américaines et étrangères d'investir plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures iraniens.
- Les États-Unis ont interdit de faire passer les routes d'exportation de gaz et de pétrole en provenance d'Asie centrale par le territoire de la République islamique. Cette décision a contraint au développement de réseaux de gazoducs et d'oléoducs à des prix très élevés.

L'Iran est donc habitué à ce type de sanctions.

En réalité, les Américains demandent de plus en plus explicitement aux Européens de prendre des mesures identiques. En 2005, l'Union européenne était en effet un partenaire commercial très important de l'Iran (42 % du marché domestique).

Les relations commerciales entre la France et l'Iran sont relativement développées. Elles sont particulièrement importantes dans le secteur automobile. Depuis le début de la crise sur le dossier nucléaire, existe un certain attentisme des deux partenaires.

En réalité, l'Europe n'est pas l'unique partenaire économique de l'Iran. La tendance à passer des contrats avec des opérateurs asiatiques est de plus en plus marquée.

Du côté américain, de nombreux responsables et analystes présentent un scénario fondé sur des sanctions économiques et financières. Celles-ci provoqueraient une lassitude de la population. La pression ainsi créée obligerait le gouvernement à faire machine arrière sur le dossier nucléaire. Mais le risque est que ces sanctions amènent un raidissement du nationalisme iranien dont profiterait probablement Ahmadinejad. Isoler l'Iran peut en effet favoriser les mouvements et les individus les plus extrémistes. Le gouvernement saurait alors utiliser la crise pour faire oublier son absence de politiques économiques et sociales. Il en serait conforté et obtiendrait beaucoup plus facilement le soutien d'une grande partie de la population.

### **2.3 – La situation des droits de l'Homme**

*INTERVENANT : Reza Moini, Reporters sans frontières*

Les intellectuels et les journalistes iraniens subissent en permanence des pressions de la part du régime. A la fin du mois d'avril, le philosophe et écrivain Ramine Jahanbeglou a notamment été arrêté et accusé d'entretenir des « contacts avec des étrangers » (espionnage). Depuis vingt-sept ans, Téhéran utilise ce chef d'accusation pour s'attaquer aux intellectuels et aux journalistes. En fait, ce procédé permet de museler tous ceux qui veulent autre chose que la République islamique.

---

<sup>31</sup> NDLR - L'« *Iran and Libya Sanctions Act* » (ou loi d'Amato) a été voté par le Congrès en juillet 1996.

## 1/ La longue histoire de la répression

La République islamique est un État policier. Elle s'apparente à la France sous Vichy. L'Iran, à l'heure actuelle, n'est pas un État de Droit.

Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, notamment l'élection d'Ahmadinejad, on redécouvre le caractère policier de l'État iranien. Mais en réalité, rien n'a changé en vingt-sept ans. Plus encore, le caractère répressif du régime ne date pas de la Révolution islamique. La police politique a notamment été créée avant même qu'elle ne survienne<sup>32</sup>.

Lors de la Révolution, un comité avait été constitué pour préparer le retour de l'Ayatollah Khomeyni. Cet ensemble était composé de 15 000 volontaires, des Iraniens proches des courants islamistes. A la fin du régime du Chah, la police et les différents services de sécurité ne fonctionnaient quasiment plus. Des comités populaires de quartier, autogérés, assuraient donc le maintien de l'ordre. Ils se sont progressivement organisés autour des mosquées. Ces comités ont fusionné avec le corps des Gardiens de la Révolution. Ces ensembles ont constitué l'embryon des forces de sécurité et de la police politique. Dès le retour de Khomeyni, ils ont enlevé et éliminé les responsables des autres organisations d'opposants au Chah (marxistes, libéraux, socialistes...) ainsi que de nombreux monarchistes.

Ces ensembles ont pu bénéficier de l'expérience des anciens membres des services de sécurité et de renseignement du Chah. Certains officiers supérieurs et généraux du Savak ont en effet accepté de travailler avec les structures mises en place par la Révolution islamique. Le général Hussein Fardust, a laissé, par l'intermédiaire de ses mémoires, un témoignage sur ces interrelations<sup>33</sup>. Fardust n'est pas le seul officier à avoir coopéré. Les nouvelles structures ont ainsi bénéficié de l'expérience d'individus formés par les services occidentaux –israélien et américain en particulier.

La répression a commencé dès le début de la Révolution. A son retour à Téhéran, l'Ayatollah Khomeyni s'est installé dans une école immédiatement transformée en prison. C'est sur le toit du bâtiment que les premières exécutions ont eu lieu.

Cette répression s'est accentuée dès le début des années 1980. Elle a provoqué des milliers de victimes. Elle s'est développée dans une situation de guerre civile entre les anciens groupes d'opposition au Chah. Les emprisonnements arbitraires ont été extrêmement nombreux. Aucune loi ne protégeait les prisonniers. Aucun contrôle n'était exercé sur les services de sécurité et de police.

En 1982, la République islamique a commencé à négocier avec la commission des droits de l'homme des Nations Unies. Ces discussions ont eu très peu d'effets concrets. Mais elles existaient.

---

<sup>32</sup> NDLR - La *Savak*, acronyme de *Sazeman-i Ettelaat va Amniyat-i Keshvar* ou Organisation pour l'Intelligence et la Sécurité Nationale, a été le service de sécurité intérieure et de renseignement de l'Iran de 1957 à 1979. Elle fut notamment créée pour contrôler l'opposition politique au Chah.

<sup>33</sup> Ancien camarade de classe du Chah, il fut directeur délégué de la Savak jusqu'à ce qu'il soit nommé chef de l'Inspection Impériale, aussi connue sous le nom de Bureau Spécial du renseignement. Ce service s'occupait de surveiller les officiels de haut niveau, dont les directeurs de la Savak.

Ses mémoires n'ont été publiées qu'après sa mort.

Voir H. Fardust, traduit par Ali Akbar Dareini, *Rise and Fall of Pahlavi Dynasty*, Motilal Banarsidass, 1998.

En 1988, de nombreux prisonniers politiques sont assassinés en Iran<sup>34</sup>. En moins de 45 jours, entre 2000 (selon l'ONU) et 5000 (selon les familles des victimes) Iraniens sont exécutés sommairement dans leurs cellules, notamment dans la prison d'Evine. L'Ayatollah Montazeri, alors héritier présumé de Khomeyni, va même jusqu'à critiquer cette politique d'élimination<sup>35</sup>.

Durant la période de « reconstruction » du pays, une politique d'ouverture est mise en place par Rafsandjani. En réalité, la répression continue mais sous d'autres formes. Selon le journaliste Akbar Ganji, 130 personnes appartenant aux forces d'opposition ont été assassinées en Iran et à l'étranger<sup>36</sup>. Beaucoup ont été tuées dans des pays européens. Aucune instruction concernant ces dossiers n'a abouti. Parmi les noms des terroristes ayant participé à ces assassinats, on trouve un certain nombre d'ambassadeurs actuellement en poste.

Durant les années 1980, la répression a utilisé les techniques des pays d'Amérique latine : enlèvements et terreur ciblée. Lorsque Khatami est arrivé au pouvoir, de nouvelles méthodes sont apparues. Les assassinats en série ont été organisés pour éliminer les intellectuels en Iran.

## **B/ La situation actuelle**

La République islamique est un des meilleurs exemples d'impunité.

Son président, Mahmoud Ahmadinejad, était un Gardien de la Révolution. Il a fait partie du noyau dur de l'organisation. Il a notamment travaillé dans la caserne de Ramazan, site spécialisé dans la répression de l'opposition, notamment à l'étranger<sup>37</sup>.

L'élection d'Ahmadinejad correspond à l'arrivée au pouvoir des militaires. De septembre à novembre 2005, 1700 responsables politiques et administratifs, de Téhéran comme de petits villages de province, ont été remplacés par des anciens officiers des Gardiens de la Révolution ou des anciens des services de sécurité. En réalité, dès les années 1980, Ahmadinejad a utilisé cette technique. Elle a permis la « militarisation » de certaines zones géographiques et de nombreux services administratifs (notamment à la mairie de Téhéran dont il fut maire).

Lorsque Khatami était au pouvoir, la justice a joué un rôle essentiel dans la répression, notamment dans le maintien de la censure. Le ministère du Renseignement fut beaucoup

---

<sup>34</sup> NDLR - Le 27 juillet 1988, peu après la fin de la guerre avec l'Irak, l'Ayatollah Khomeyni lance une fatwa et donne l'ordre d'éliminer les jeunes prisonniers politiques en passe d'être libérés (moudjahidine, marxistes, monarchistes et Iraniens d'ethnies minoritaires).

<sup>35</sup> L'[Ayatollah](#) Hossein Ali Montazeri est un des plus hauts dignitaires chiites iraniens. Il a participé activement à la Révolution islamique et à l'élaboration de la constitution iranienne de [1979](#).

Il est pourtant aujourd'hui un des principaux dissidents religieux iraniens. Héritier présumé de Khomeyni (dont il fut un des élèves), il est écarté du poste de Guide suprême par l'Assemblée des dignitaires religieux quelques mois avant la mort de ce dernier pour avoir critiqué sévèrement le pouvoir, en particulier la répression politique et culturelle. En 1997, après avoir mis en cause l'autorité politique et religieuse de l'Ayatollah [Ali Khamenei](#), il est mis en résidence surveillée. Il est toutefois parvenu à publier régulièrement des communiqués pour défendre les réformes présentées par Khatami. En janvier 2003, il a été libéré par le régime. NDLR

<sup>36</sup> NDLR - Akbar Ganji a été arrêté en 2000. Il est notamment l'auteur du livre *Le Donjon des fantômes*, une compilation de ses articles dans lesquels il accuse l'ex-président Rafsandjani et d'autres personnalités conservatrices d'être impliqués dans l'assassinat de cinq écrivains et intellectuels en 1998 (A. Ganji, *Tarikkhaneh-'i ashbah*, Téhéran, Tarh-i Naw, 1999). Il est sorti de prison le 17 mars 2006.

<sup>37</sup> En 1986, Ahmadinejad est passé officier supérieur de la brigade spéciale des Gardiens de la Révolution. Il a été affecté à la garnison de Ramazan (près de Kermanschah, dans l'Ouest de l'Iran). La garnison de Ramazan était le quartier général des « opérations extraterritoriales » des Gardiens de la Révolution.

plus en retrait qu'auparavant. La justice n'utilise pas les mêmes méthodes : ces procédures sont officielles et publiques alors que la police politique et les services de renseignement utilisent la violence, de manière cachée. Toutefois, de 2000 à 2004, une douzaine de journalistes étaient en permanences emprisonnées.

Durant cette période, des négociations ont été menées avec la communauté internationale sur les droits de l'Homme. Si concrètement rien n'a changé – aucun assouplissement n'a été juridiquement adopté, cette pression a été importante. L'intensité de la répression en Iran semble désormais plus faible. Actuellement, la répression en Iran est « silencieuse ». Elle continue mais de manière beaucoup plus discrète.

De septembre 2005 à aujourd'hui, 64 journalistes ont officiellement été convoqués, interrogés, voire condamnés par les tribunaux iraniens. En réalité, beaucoup plus de personnes ont été soumises à des interrogatoires des membres du ministère du Renseignement au téléphone ou dans des chambres d'hôtels. Surtout, dans le domaine du renseignement et de la lutte contre l'opposition, comme dans d'autres secteurs, une concurrence existe entre différents organes. Lorsque Khatami était au pouvoir, existait un « système parallèle de renseignement », qu'il ne contrôlait pas.

L'actuel ministre de la Culture, M. Saffar Harandi faisait partie des personnalités à la tête de ces services. Actuellement, les services du ministère travaillent de manière conjointe avec ceux du ministère du renseignement. Le premier convoque les journalistes, le second les interroge.

Peu de témoins osent parler des interrogatoires, des intimidations et des menaces. La répression existe. Et il faut sans doute faire la différence entre le pouvoir et la société civile. Ce sont deux mondes différents.

Actuellement, il n'y a pas de débats sur le programme nucléaire en Iran. Il y a trois ans, un journaliste exilé à Paris, lors d'une conférence organisée par Reporters sans frontières, affirmait que la liberté d'expression que lui et ses confrères pouvaient obtenir en dehors de leur pays leur permettrait de « pacifier » le dossier nucléaire. L'influence potentielle des journalistes a d'ailleurs été prise en compte par le pouvoir. Depuis septembre 2005, des ordres ont été donnés, interdisant aux journaux de traiter du problème nucléaire.

Machallah Chamsolvaezine, porte-parole de l'Association de défense de la liberté de la presse (ADLP), pouvait ainsi dire, ironiquement, qu'en Iran il n'y avait qu'un seul rédacteur en chef pour tous les journaux : le procureur de Téhéran, Saïd Mortazavi. Ses services décident en effet des sujets dont il faut traiter et surtout ceux auxquels la presse ne doit pas s'intéresser<sup>38</sup>. Ils fixent même les titres des journaux.

Actuellement, même si les journalistes sont beaucoup moins nombreux qu'auparavant, six d'entre eux sont en prison. Arash Sigarchi, ancien rédacteur en chef du quotidien Gylan Emroz, – 26 ans – et Mojtaba Saminejad – 22 ans – animaient notamment des blogs politiques et culturels. Accusés d'avoir porté « atteinte à la sécurité nationale » et d'avoir insulté le Guide, ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Les lois iraniennes, en particulier le code de la presse, empêchent la liberté de la presse de se développer.

---

<sup>38</sup> Il a par exemple été interdit à la presse de rédiger des articles sur le vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. L'ordre est directement venu du Conseil suprême de la sécurité nationale. (NDLR - Le conseil suprême de la sécurité nationale, dirigé par Hassan Rohani, a notamment été chargé des négociations avec l'AIEA).

Certains Iraniens, hommes et femmes, bravent les interdits et luttent courageusement pour eux-mêmes et pour leurs compatriotes. Le plus important demeure le soutien de la société civile iranienne. A l'heure actuelle, ce n'est pas d'une attaque militaire dont a besoin la population, est de liberté, en particulier de liberté de l'information. Celle-ci doit porter sur Abou Ghraib, Guantanamo comme sur Evine.

### **Réaction de Yann Richard**

La vision des dernières élections iraniennes développée par Michel Makinsky est extrêmement pessimiste. Les conservateurs semblent notamment avoir obtenu tous les postes importants dans l'appareil d'État. Il faut relativiser ce constat.

Au Parlement, la prise de contrôle s'est probablement faite avec la connivence des Américains qui pensaient à l'époque que favoriser les conservateurs permettrait d'avoir un gouvernement unique. De la sorte, il serait plus facile de traiter avec les Iraniens. Lorsque Khatami était au pouvoir, une véritable dualité du pouvoir existait. Elle interdisait tout dialogue cohérent.

Par ailleurs, il faut sans doute voir dans l'élection d'Ahmadinejad un accident. Il survient parfois des accidents dans les systèmes électoraux. Cela ne signifie pas nécessairement que tout ait été faussé, même si des manipulations ont eu lieu.

Cette situation ne doit pas être dramatisée. Le Président en Iran est loin d'avoir tous les pouvoirs. Le premier Président après la Révolution a par exemple été destitué, par une procédure constitutionnelle<sup>39</sup>.

Khatami, lorsqu'il était ministre de la Culture, a donné l'exemple d'une personnalité politique iranienne relativement libérale. Il a notamment essayé de faire adopter une loi sur la presse assouplissant la censure qui a toujours été repoussée par les institutions contrôlées par les conservateurs.

## **2.4 – Débat avec la salle**

### **Questions**

- Le bilan en matière d'exercice de la démocratie, des droits de l'Homme et de liberté de la presse en Iran est médiocre. Pourtant, on observe un consensus – peut-être d'apparence – sur la question nucléaire. Comment concilier ces deux extrêmes ? Le consensus est-il vraiment solide ?
- De nombreux cercles diplomatiques s'interrogent sur les conséquences éventuelles de sanctions prononcées contre l'Iran. Ils questionnent également les conséquences d'un Iran nucléaire. Il semble que les économistes ne s'interrogent pas sur les conséquences économiques d'un Iran nucléaire. Il est difficile de concevoir que l'acquisition de l'arme nucléaire n'ait pas de conséquences économiques sur la région et sur le monde entier.
- La destitution d'un Président est constitutionnellement possible. Est-il possible que Khamenei, considérant qu'Ahmadinejad conduit l'Iran dans une direction qui ne convient pas aux intérêts du pays, le destitue ? Le scénario inverse est-il concevable ? Est-il possible qu'un désaccord entre les deux hommes aboutisse à ce qu'Ahmadinejad obtienne la destitution du Guide ?

---

<sup>39</sup> Bani Sadr vit en exil en France depuis 1982.

### **Réponse de Michel Makinsky**

Sur des sites fermés, des informations ont pu être obtenues affirmant que des remontrances avaient été adressées par l'Assemblée des experts à Khamenei. La question de sa destitution a notamment été posée. Elle n'est donc pas uniquement théorique. Ces remontrances ont été suffisamment appuyées pour que Khamenei renforce les pouvoirs de Rafsandjani, le Président du Conseil du discernement.

Par ailleurs, Khamenei a également adressé de manière récurrente des remontrances à Ahmadinejad<sup>40</sup>.

Les deux individus sont régulièrement en concurrence. Ils investissent chacun le terrain de l'autre. Ainsi, ils sont parfois amenés à s'affronter dans les domaines religieux, politique et économique.

La proximité des élections à l'Assemblée des experts va probablement provoquer un durcissement des positions. À l'heure actuelle, leur préparation a généré une réelle violence.

Mais les Iraniens aiment bien se raconter des histoires et surtout en raconter aux autres. Il faut donc se méfier lorsque l'on avance ce type de scénario (une destitution). D'autant plus que la scène politique intérieure iranienne est extrêmement complexe. Elle ne peut être réduite à ces deux seuls hommes.

### **Réponse de Reza Moini**

La presse existe depuis plus de 160 ans en Iran. En matière de Lettres, le pays dispose d'une véritable tradition. Même dans les années les plus sombres, la lutte a toujours existé pour que la liberté d'expression soit reconnue. À l'heure actuelle, des journalistes continuent de travailler en Iran, malgré les pressions.

La radio-télévision est aux mains d'un des groupes conservateurs. Elle est présente sur tout le territoire du pays. Comme tous les régimes autoritaires, la République islamique utilise les médias pour manipuler l'opinion. Cette propagande permet d'imposer l'idée que, pour le peuple iranien, le nucléaire est la liberté. Mais cette propagande n'a jamais cherché à présenter le coût du programme (économique et diplomatique notamment). Aucune information sur le sujet n'est librement diffusée.

Khatami a effectivement proposé une loi sur la presse, la situation n'a pas évolué. À l'heure actuelle, il n'y a aucun journaliste véritablement libre et indépendant en Iran. En dehors des individus liés au pouvoir, il est extrêmement difficile d'avoir l'autorisation de publier dans le pays. Tous les quotidiens sont entre les mains de personnes proches du pouvoir. Ils ne sont pas indépendants.

En tant que ministre de la Culture, Khatami a sans doute été un peu plus libéral que Saffar Harandi. Mais au final tous ces hommes politiques sont les mêmes. Il faudrait de véritables démocrates.

### **Réponse de Thierry Coville**

Je posais la question de l'efficacité de la politique qui sera choisie. Il ne faut pas se jeter dans une voie qui soit une impasse.

Le nationalisme est un sentiment véritablement partagé en Iran. Il est ancien. Il représente une force qu'il ne faut pas négliger.

---

<sup>40</sup> Dernièrement, Ahmadinejad a annoncé que les Iraniennes seraient autorisées à pénétrer dans les stades de football pour voir les compétitions. Cette décision, très populiste, a reçu un accueil extrêmement défavorable des conservateurs. Le Guide l'a annulée.

Effectivement, il n'y a pas de véritables débats sur le nucléaire dans le pays. Par ailleurs, le régime est détesté par une grande partie de la population. Mais le nucléaire est un véritable dénominateur commun. Sur le sujet, une grande majorité des Iraniens est en accord. Pour elle, les Occidentaux n'ont pas le droit d'imposer leurs choix à l'Iran.

Les Iraniens ont mené une guerre contre l'Irak seuls. Ils observent que l'Inde, le Pakistan et Israël se sont dotés d'armements nucléaires. Tous ces éléments renforcent chez eux l'idée que l'Occident n'a pas à dicter sa conduite au pays.

On connaît mal l'Iran. Cette méconnaissance risque de nous amener à échafauder des scénarios très éloignés de sa culture. Affirmer, par exemple, que le pays veut se doter de l'arme nucléaire pour menacer l'Europe est ridicule. De même, lorsque certains prétendent que l'Iran nucléarisé bloquerait le détroit d'Ormuz, ils oublient la situation pendant le conflit avec l'Irak. Durant la guerre, et alors que les Occidentaux soutenaient Saddam Hussein, les Iraniens n'ont jamais empêché la circulation des bâtiments approvisionnant en hydrocarbures l'Europe.

Avant de s'engager dans une solution militaire, il faut avoir des certitudes, en particulier sur les intentions iraniennes. Il serait effectivement préférable que l'Iran ne dispose pas d'armes nucléaires. Mais il ne faut pas caricaturer ce pays et réfléchir à la manière la plus efficace d'arriver à cet objectif. Surtout, il faut prendre en compte l'impact économique d'une opération armée.

La société iranienne, notamment sa jeunesse, s'ouvre au monde. C'est un point important à prendre en compte lorsque l'on réfléchit sur l'évolution politique et sociale probable du pays.

### **Réponse de Bruno Tertrais**

On peut comprendre les observateurs qui affirment qu'une bombe iranienne serait un problème pour l'Europe. L'Iran est un État avec lequel les pays européens ont une relation conflictuelle et complexe depuis la Révolution. Les intérêts européens, en particulier français, ont été directement frappés par le régime iranien. Il est donc logique de considérer qu'une éventuelle bombe iranienne placée sur des missiles ayant la capacité de toucher l'Europe posera problème aux responsables politiques européens (et aux opinions publiques de leurs pays).

Cette méfiance ne signifie pas que les Iraniens se dotent de la bombe pour l'employer. Mais une arme nucléaire produit des effets sans même être utilisée.



### **3 – Troisième table ronde – L’Iran sur la scène internationale**

PRESIDENCE : Jean-François Daguzan, Maître de Recherche, FRS

En 1979, la fin du Chah et la Révolution islamique ont constitué une véritable catastrophe pour les États-Unis. La prise d’otage des membres de l’ambassade américaine en 1979 a notamment provoqué la dégradation des relations entre les deux pays. Cette situation ne s’est guère améliorée.

Mais il est possible d’élargir la perspective et de s’éloigner de la simple relation bilatérale Iran/États-Unis. Pour mieux appréhender les effets de la crise actuelle, il convient en effet de s’intéresser à ses impacts potentiels sur les liens que l’Iran entretient avec son environnement régional et mondial. Il s’agit notamment de prendre en compte les aspects énergétiques, en particulier pétrolier.

La Russie est un des acteurs qui jouent un rôle essentiel dans la crise nucléaire. Mais les interactions entre les deux pays dépassent ce simple cadre. Les relations stratégiques qui se sont nouées entre ces voisins sont particulièrement complexes. Elles ont connu des hauts et des bas depuis une trentaine d’années.

Dans ses interactions avec son environnement, l’Iran bénéficie d’une réelle capacité de nuisance relayée par des organisations périphériques. A plusieurs reprises, des responsables de la République islamique ont affirmé que le pays pourrait utiliser le terrorisme en cas d’intervention militaire. Certains ont ainsi précisé que 40 000 martyrs étaient prêts à se sacrifier aux quatre coins du monde. Ils ont cherché à mettre en place une sorte de dissuasion asymétrique.

Il existe notamment un lien quasi-filial entre la République islamique et le Hezbollah libanais. Cette relation n’est pas uniquement de nature idéologique : elle recouvre surtout de nombreux aspects logistiques. Elle fait partie des moyens de pression que l’Iran pourrait faire jouer en cas d’attaque militaire occidentale.

Parmi les rétorsions évoquées par les responsables iraniens, la restriction des livraisons de pétrole figure également en bonne place. Cette menace inquiète particulièrement les pays fortement dépendants des hydrocarbures, en particulier la Chine et le Japon.

#### **3.1 – *La vision américaine***

*INTERVENANT : Steven R. Ekovich, American University in Paris*

Il est particulièrement important d’étudier la politique américaine sur la longue durée. Il faut ainsi rappeler, notamment pour comprendre la politique développée dans le Golfe persique, que l’Amérique est une civilisation profondément libérale (au sens européen du terme). Dans ses interactions avec l’étranger, elle a toujours préféré utiliser les accords commerciaux. Les États-Unis n’ont jamais développé, pour cette partie du monde comme pour beaucoup d’autres, de projet colonial. De tous les membres permanents du Conseil de sécurité, ils sont d’ailleurs les seuls à ne pas avoir de longue histoire coloniale dans cette zone.

Le libéralisme américain n'est pas uniquement économique ; il est également politique. Les Américains croient sincèrement que la meilleure manière de garantir leur sécurité, en particulier sur le long terme, est de répandre la démocratie. Contrairement à ce que certains affirment, la promotion de la démocratie n'est pas toujours un prétexte pour couvrir d'autres motifs, plus matériels. Les Américains pensent véritablement qu'un monde démocratique avec des économies libérales est synonyme de paix et de prospérité.

La politique américaine avec la Perse, dès le XIX<sup>ème</sup> siècle a relevé de ces facteurs structurants profonds. Le premier accord des États-Unis avec les monarques Qadjar était justement commercial. Lorsque la Perse, puis l'Iran, ont connu des difficultés économiques, leurs dirigeants ont souvent fait appel aux conseillers américains. Ces responsables politiques utilisaient les conseillers américains comme un contrepoids à la fois contre les Russes et contre les Britanniques, qui se sont partagés le pays au XIX<sup>ème</sup> siècle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient une excellente image en Perse.

Les peuples américain et iranien sont obsédés l'un par l'autre. Les Américains connaissent l'Iran<sup>41</sup>. Il existe notamment de vieilles rancunes.

- La prise d'otages des membres de l'ambassade américaine de Téhéran est toujours extrêmement présente dans la mémoire collective américaine.
- Pour les Iraniens, c'est le coup d'État organisé par la CIA contre Mossadegh qui n'a pas été oublié<sup>42</sup>. Il faut cependant se rappeler qu'on ne peut organiser un coup d'État que contre un régime fragile. M. Mossadegh a une certaine responsabilité dans les événements.
- Par ailleurs, les Iraniens continuent d'en vouloir aux Américains pour l'aide qu'ils ont apportée aux Irakiens durant le conflit Iran-Irak. Cette aide était sous-tendue par des intentions de *Realpolitik*. Les Américains, comme beaucoup d'autres acteurs, voulaient qu'aucun des deux pays en conflit ne prenne l'avantage sur l'autre et ne risque de devenir une puissance régionale.
- L'épisode de l'avion de ligne iranien abattu au-dessus du Golfe persique est également profondément ancré dans la mémoire iranienne. Il faut toutefois rappeler qu'à cette époque une véritable bataille navale avait lieu. Ce vol commercial est parti d'un aéroport dont les activités étaient à la fois civiles et militaires. Mais l'erreur a bien été commise par la marine américaine. Le gouvernement américain a dédommagé les familles. Mais cette compensation n'a pas véritablement atténué le traumatisme.

Tous ces événements expliquent qu'actuellement Américains et Iraniens sont obsédés les uns par les autres.

En réalité, la population iranienne est plutôt pro-américaine. Globalement, elle semble assez favorable à un dialogue des civilisations avec les Américains. L'Iran est sans doute un des seuls pays de la région dont la population est pro-américaine et les autorités anti-américaines. La Maison Blanche a compris que cet *a priori* pouvait être un atout important dans les relations entre les deux pays. C'est sans doute la raison pour

---

<sup>41</sup> La communauté iranienne aux États-Unis est numériquement très importante.

<sup>42</sup> En fait, ce coup d'État a plutôt bénéficié aux Britanniques qu'aux Américains.

laquelle, dans ses déclarations, le Président Bush s'adresse avant tout à la population iranienne.

Il existe une différence dans l'approche diplomatique des Américains et des Européens. Washington a tendance à parler, publiquement, à la population iranienne alors que les dirigeants européens préfèrent s'adresser à leurs homologues iraniens. Pour que la diplomatie soit efficace, il faut sans doute beaucoup des deux. Les Américains ont limité leurs options. Ils refusent de discuter publiquement avec les responsables du régime. Ceci n'empêche toutefois pas un dialogue officieux. Au début des interventions en Afghanistan et en Irak, les intérêts partagés sur différents dossiers ont notamment amené les responsables à communiquer, sans qu'il en soit fait publiquement mention. Certains accords ont été conclus. Des informations ont été échangées.

Sur les sites officiels américains, notamment celui du *State Department*, les priorités de la politique étrangère au Moyen-Orient sont présentées. Parmi ces priorités, trois grands enjeux concernent l'Iran.

Le plus ancien est le pétrole. La sécurité énergétique est une préoccupation majeure des États-Unis. L'Amérique est une société industrielle qui fonctionne en utilisant beaucoup d'énergie. Comme beaucoup d'autres, les Américains se soucient de leur approvisionnement en pétrole.

Le second enjeu est Israël. Depuis la création de l'État hébreu, la politique américaine est tournée vers la défense de son existence. Ceci ne signifie pas que Washington défend toujours les politiques menées par les autorités israéliennes. G. Bush est par exemple le premier Président américain à avoir prononcé dans la même phrase les mots « État » et « palestinien ». Les Américains ne sont pas opposés à un État palestinien, ils n'ont pas trouvé de solution à ce vieux contentieux. Comme l'Iran du Chah, l'allié israélien n'est pas un allié docile.

Tout propos qui traite de l'élimination d'Israël touche un point sensible pour les Américains.

Le troisième enjeu est le terrorisme. Les Américains, mais ils ne sont pas les seuls, estiment que l'Iran est le premier sponsor du terrorisme dans le monde. Tant que les autorités iraniennes continueront d'aider les groupes terroristes, il sera difficile à la Maison Blanche de rétablir des relations normales avec le pays.

Dès que les Iraniens affichent une attitude hostile au processus de paix au Moyen-Orient, ils créent un obstacle à la normalisation de leurs relations avec les États-Unis. Cela n'empêche toutefois pas des contacts autres que politiques (entre intellectuels, journalistes, universitaires...) ou officieux.

Enfin, les abus des autorités iraniennes dans le domaine des droits de l'Homme sont également un frein. La protection des droits de l'Homme est très importante dans l'image que les Américains se font d'eux-mêmes, dans leur identité collective. Ceci ne signifie pas que la politique étrangère américaine ait toujours protégé les droits de l'Homme. Le pragmatisme oblige parfois à des concessions. Les relations entre les États-Unis et l'Iran ont toujours oscillé entre la protection de ces idéaux et la *Realpolitik*.

A l'heure actuelle, les États-Unis ont réussi à mettre en place une politique d'endiguement relativement efficace contre l'Iran. Auparavant, cette politique concernait également l'Irak (*double containment*). Désormais la problématique, pour l'Irak, n'est plus celle d'un endiguement. La mise en place de ces barrières a été un

immense changement pour la diplomatie américaine. Il y a trente ans, l'Iran était, avec l'Arabie saoudite, un allié solide des États-Unis dans le Golfe persique.

La question est désormais de savoir à quel point il faut contraindre ou aider le régime iranien. Les responsables américains considèrent qu'un engagement, une aide américaine pourraient être lus comme une manière de cautionner le régime des Mollahs qui n'est pas apprécié à Washington. Il est détesté par une part non négligeable des Iraniens. Les États-Unis s'interrogent donc sur la manière à utiliser pour entrer en contact avec Téhéran. Il s'agit notamment de trouver de bons interlocuteurs sans pour autant donner l'impression de cautionner le régime.

Pour l'instant, les Américains semblent laisser aux Européens la voie diplomatique afin qu'ils discutent avec les responsables du régime. Un certain jeu de rôles s'est mis en place : les États-Unis jouent le « *bad cop* », les Européens le « *good cop* ». Les Américains ont, une nouvelle fois, le mauvais rôle. Sans doute cette répartition s'explique-t-elle en partie parce que les États ont les moyens militaires pour jouer le « méchant flic ».

Les Américains préféreraient une sortie diplomatique à la crise. Mais pour obtenir ce type de solution, il faut, à certains moments, « montrer ses muscles ». Derrière les discussions diplomatiques, il faut mettre des ressources militaires. À l'heure actuelle, les Américains jouent au poker. Il est très difficile de savoir s'ils bluffent lorsqu'ils parlent d'intervention armée contre l'Iran. Mais tout bluff qui fonctionne est un bluff crédible.

### 3.2 – **L'Iran et le Hezbollah**

*INTERVENANT : Jean-Luc Marret, Chargé de recherche, FRS*

Le lien supposé entre l'Iran et le terrorisme oblige à traiter d'autres acteurs que le Hezbollah. Certains réseaux djihadistes sont également concernés. Le sujet est très délicat, politiquement très sensible, non dénué de désinformation ou d'informations parcellaires. Il est donc extrêmement difficile d'acquiescer des certitudes dans ce domaine.

D'abord, il faut reconnaître qu'entre la vision européenne du Hezbollah et celle des États-Unis existent des différences sensibles. Les Européens ne le considèrent pas comme une organisation terroriste, alors que les seconds ont inscrit le mouvement sur la liste, publiée par le Département d'État, des principaux groupes terroristes mondiaux. Ainsi, le représentant de l'Union européenne à Beyrouth a rencontré en 2004 le cheikh Hassan Nasrallah qui dirige le mouvement. Ces perceptions divergentes induisent la possibilité de solutions politiques différentes entre l'Europe et les États-Unis (sauf si la situation dégénère à ce point que l'Union décide de changer sa politique).

Reconnaître que le Hezbollah est une entité politique, avec des députés, une légitimité populaire, un ancrage géographique ne revient pas à mésestimer ses capacités<sup>43</sup>. Le mouvement a un bras armé, même s'il est vieillissant. Les membres de cette branche

---

<sup>43</sup> Cet ancrage géographique constitue une des principales différences avec les réseaux djihadistes, qui par essence sont dé-territorialisés. Cette dé-territorialisation leur permet d'être beaucoup moins vulnérables aux pressions obtenues par des actions militaires (frappe préemptive, opérations de dissuasion...).

« militaire » occupent le « Hezbollah Land », c'est-à-dire une partie du Sud-Liban, les quartiers chiites de Beyrouth et les environs de Baalbeck. On peut estimer qu'ils disposent d'une réelle capacité opérationnelle, qu'il s'agisse d'attentats à la bombe ou d'autres techniques terroristes, à peu près partout en Europe et en Amérique du Nord. Cette réalité est à prendre en compte dans l'hypothèse d'une action coercitive contre l'Iran. Le Hezbollah peut donc être considéré *a priori* comme un acteur qui pourrait mener des actions terroristes contre les intérêts occidentaux. Il bénéficie d'un savoir-faire impressionnant.

Ensuite, il faut abandonner l'idée que le Chiisme est un courant parfaitement structuré. Les Chiites irakiens ne sont pas toujours sensibles aux pressions de Téhéran. Lors de la guerre entre les deux pays, les Chiites irakiens ont combattu dans l'armée irakienne contre l'Iran. A l'heure actuelle, la communauté d'expertise française considère en général que le Hezbollah n'est pas omniprésent dans le Sud de l'Irak. D'autres pays, sans doute mieux placés que nous pour pouvoir réaliser une évaluation de la situation, affirment qu'il y est fortement implanté.

Les relations entre le Hezbollah, l'Iran et la Syrie, considérés comme des « États sponsors » dès les années 1980, sont prouvées. Bien que régulières, elles ne sont pas exemptes de difficultés. Dans les années 1980 par exemple, le Hezbollah s'en est pris à des organisations laïques (voire communistes) libanaises pourtant soutenues par la Syrie. Le Hezbollah est une organisation structurée, notamment dotée d'une direction clairement identifiée. Mais ce n'est pas pour autant un mouvement unanime. Différents courants le traversent.

Le financement et le matériel militaire sont deux éléments qui attestent des liens entre le Hezbollah, l'Iran et/ou la Syrie. La question des financements est extrêmement complexe. Il est indéniable que l'Iran donne régulièrement de l'argent au Hezbollah. Mais pour les autorités iraniennes, il s'agit d'assister une organisation sœur, idéologiquement très proche. Pour la Syrie, cette assistance financière concerne également un mouvement à l'avant-garde du combat contre Israël. Le Hezbollah a en effet contribué à ce que Tsahal quitte le Sud-Liban<sup>44</sup>. Sa présence dans cette zone a évité à la Syrie d'être en conflit direct avec Israël. Le Hezbollah a, en quelque sorte, joué le rôle d'un État tampon.

L'évaluation et l'origine de l'armement du Hezbollah sont également des questions difficiles à traiter. Beaucoup d'experts considèrent que le mouvement possède sur le terrain, au Sud-Liban, des éléments embryonnaires d'une armée « régulière » classique. Selon les estimations, ses forces représenteraient sept bataillons d'infanterie, présents dans la vallée de la Bekaa, et sept autres (dont cinq motorisés) au Sud du Liban. Cependant, l'âge moyen des combattants est vieillissant (entre 35 et 37 ans et demi). Cette tendance au vieillissement des effectifs est révélatrice du fait que le Hezbollah a des priorités complémentaires des options strictement militaires. Le combat politique, notamment parlementaire, au Liban est une de ses préoccupations.

Les capacités et le savoir-faire de l'organisation en matière de techniques terroristes demeurent. Cette expérience opérationnelle s'est progressivement forgée lors de la grande vague d'attentats des années 1980 au Liban. L'opération contre le Drakkar, hôtel

---

<sup>44</sup> En réalité, l'armée israélienne a surtout quitté la zone parce que ce départ était utile politiquement au pays.

de Beyrouth dans lequel étaient stationnés des militaires français, en 1983, révèle une connaissance très fine de la chimie des explosifs, très largement supérieure à celle des djihadistes qui ont frappé récemment à Londres. Le Hezbollah maîtrisait ces savoir-faire parce qu'ils provenaient directement des États. Il convient de postuler que cette maîtrise perdure.

On observe, depuis plusieurs années, les agissements de militants chiites libanais proches du Hezbollah à travers le monde. Au Canada, un ancien militant opérationnel, ayant demandé l'asile politique, a révélé que l'organisation avait réalisé du repérage de cibles en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Depuis, de nombreuses arrestations ont été réalisées.

- En Allemagne, le service de renseignement fédéral, le *Bundesrichtendienst* (BND) estime que le Hezbollah dispose de 800 membres dans le pays. Münster serait le point central de ces réseaux. Ces militants seraient en pourparlers avec les autorités allemandes pour créer un centre caritatif à Berlin. Le Hezbollah est en effet une organisation ancrée localement qui a développé de nombreuses activités associatives et caritatives.
- En France, le sujet est quasiment tabou. Mais régulièrement, des informations filtrent, notamment dans la presse. On sait ainsi qu'un proche du cheikh Nasrallah, vivant dans le Nord de Paris, a créé un centre de prière. Les autorités françaises ne considèrent pas que le Hezbollah soit un mouvement terroriste. Mais un certain nombre d'activités sont interdites à ses membres présents sur le territoire national, en particulier le prosélytisme. A l'heure actuelle, le mouvement est vivement intéressé par l'argent que peut procurer le commerce de viande en gros.
- Au Canada, des arrestations ont eu lieu ces dernières années, notamment d'individus implantés à Toronto.
- Le Hezbollah est également présent en Amérique latine. De nombreuses actions de financement ont notamment été organisées entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Il est en effet relativement facile de passer d'un pays à l'autre au sein de ce triangle.
- La présence du mouvement est également plus que probable en Israël et dans les territoires occupés. Elle permet d'aider des organisations associées, tel le Hamas, mais également d'effectuer des pré-positionnements préalables à des opérations terroristes. Dans la plaine de la Bekaa, la culture des champs de pavot existe. Certains cultivateurs sont effectivement des militants du Hezbollah. Ils redistribuent une partie des gains, sous une forme ou sous une autre (pavot, drogue, argent...) à l'organisation.
- L'Afrique dispose de nombreuses diasporas libanaises. Le Hezbollah a utilisé certaines d'entre-elles. Pour financer ses activités, le mouvement a notamment cherché à contrôler une partie du commerce du diamant. D'autres secteurs d'activités ont sans doute été investis. Les accusations de commerce illicite portées contre le Hezbollah sont probablement exactes<sup>45</sup>.

---

<sup>45</sup> Pour financer leurs causes, l'IRA et l'OLP ont également eu recours à des moyens illégaux. Ces organisations, même soutenues par des États, sont en recherche permanente de fonds. Dans ce domaine, elles sont très pragmatiques.

Le contrôle d'activités légales et illégales et les collectes auprès des militants permettent au Hezbollah d'acquérir des financements. Mais l'essentiel de ses fonds provient des subventions de pays étrangers, notamment l'Iran et la Syrie.

Si l'Iran venait à être attaqué, la question des représailles serait posée. Il faut en effet se demander si le Hezbollah pourrait, dans cette configuration, déclencher des attentats. Le mouvement a les capacités pour le faire. Il faut également préciser que des réseaux djihadistes sont présents en Iran. Cette situation ne veut pas dire que l'Iran soutient les djihadistes. Les différents groupes constituent une véritable nébuleuse pour laquelle les certitudes sont peu nombreuses.

Ces mouvements sont nés au début de l'invasion soviétique en Afghanistan. A cette époque, l'essentiel des filières de moudjahidine arabes entrait dans le sud du pays par Peshawar (Pakistan). Pour les individus les plus compétents, le chemin d'entrée passait par Téhéran. La *Gama'a islamiya*, organisation djihadiste égyptienne, dont Ayman al-Zawahiri est issu, avait ainsi un siège dans la capitale iranienne.

Lorsque la coalition, après 2001, est intervenue en Afghanistan, un grand nombre d'individus ont quitté le pays. Certains se sont retrouvés en Irak. Une partie d'entre eux est passée par l'Iran. Quelques-uns ont décidé d'y rester. Les autorités iraniennes en ont arrêtés. L'attitude des autorités iraniennes est assez nébuleuse. Sur son territoire, elle tolère des individus qui sont probablement des membres d'Al Qaida (notamment un des fils de Ben Laden en résidence surveillée au Nord du pays). Mais par ailleurs, l'Iran a fourni en 2003 à la communauté anti-terroriste internationale une liste de certains djihadistes qu'elle détenait. Dans le cadre de négociations bilatérales, quelques-uns de ces individus ont même été extradés (notamment vers l'Égypte) Son attitude vis-à-vis des mouvements djihadistes est donc ambiguë. Cette ambiguïté sert utilement le pays dans la crise actuelle.

La menace ne concerne pas que le Hezbollah et les réseaux djihadistes. En différentes occasions, des responsables iraniens ont affirmé que de nombreuses personnes seraient prêtes à se sacrifier, à devenir des martyrs, dans le pays mais également à travers le monde. Les chiffres de 52 000 et 40 000 individus ont ainsi été lancés. Il est en fait extrêmement difficile d'estimer la réalité de cette menace. Les capacités opérationnelles de ces personnes sont notamment très dures à cerner. Organiser des attentats suicides nécessite notamment la mise en place de filières d'exfiltration et d'entrée dans les pays occidentaux. La solution la plus simple, la plus efficace et donc la plus plausible est le pré-positionnement d'individus déjà opérationnels (membres des services de renseignement iraniens, sympathisants ou membres des structures terroristes). L'existence de milliers de martyrs procède donc, semble-t-il, plutôt du déclaratoire.

Pour les autorités iraniennes, le terrorisme peut constituer une véritable méthode de représailles si le pays est attaqué. Il peut également constituer, avant même le conflit, un instrument de lutte de basse intensité à vocation dissuasive. En ce sens, on se trouve dans une situation analogue à celle qui prévalait dans les années 1980.

Le Hezbollah, des groupes plus ou moins structurés, voire de simples individus considérant que l'Iran est injustement frappé, pourraient perpétrer des attentats. Une attaque de l'Iran donnerait une raison supplémentaire aux réseaux djihadistes nationaux de recruter. Pour la première fois, il y a deux terres de Djihad : l'Irak et l'Afghanistan.

Si la situation avec l'Iran venait à dégénérer, elle constituerait certainement un potentiel de recrutement supplémentaire pour les djihadistes, alors même que ceux qui sont sunnites n'ont pas forcément une proximité idéologique et opérationnelle très grande avec Téhéran.

Enfin, on ne peut exclure une action des Iraniens eux-mêmes. Leurs services de renseignement peuvent parfaitement intervenir de par le monde. Avant la première et la seconde guerre du Golfe, Saddam Hussein avait brandi une menace équivalente. Dans les faits, aucun attentat n'a été organisé par ses services de renseignement. Il est en effet très difficile de savoir si ce type de menace est purement déclaratoire ou si les services iraniens, notamment parce que la notion de martyr est plus présente dans le chiisme que dans le sunnisme, la considèrent comme une méthode à laquelle il est possible de recourir.

### **3.3 – L'enjeu énergétique**

*INTERVENANT : Christophe-Alexandre Paillard, DAS*

Comme l'indiquait Jean-Luc Marret pour le terrorisme, la désinformation existe également dans le secteur énergétique. C'est d'autant plus vrai que l'énergie est utilisée par les uns et les autres comme le terrorisme en 2001. Elle est devenue une sorte d'auberge espagnole. On parle d'énergie sans précisément définir ce que recouvre le terme.

En matière de sécurité énergétique, tout est affaire de perception. En réalité, il y a deux visions très différentes de ce qu'elle peut être : celle des consommateurs et celle des producteurs. L'Iran est à la fois un grand consommateur et un grand producteur, tout comme l'Europe. Aujourd'hui, la production de l'Union, toutes formes d'énergie confondues, lui permet de couvrir environ 50 % de ses besoins.

Les consommateurs attendent d'un marché un approvisionnement suffisant et régulier. Évidemment, ils veulent le prix le plus bas possible. Les pays producteurs et exportateurs, comme l'Iran, l'Arabie saoudite ou le Venezuela, attendent des garanties de long terme pour la vente de leurs produits, notamment pour justifier leurs investissements et avoir des revenus stables. Il s'agit également pour eux d'obtenir des prix élevés.

Aujourd'hui, ces deux catégories sont engagées dans une sorte de dialogues de sourds. Cette situation est notamment apparue avec force lors du forum international de l'énergie de Doha. D'un côté, les pays producteurs demandent qu'on leur garantisse l'achat de leur pétrole pendant les 10-15 prochaines années. À l'inverse, les pays consommateurs (la France et les États-Unis notamment) constatent que le prix de l'énergie est très élevé et affirment que cette situation menace la croissance économique mondiale.

Ces éléments constituent le fond du débat sur la question iranienne. La crise n'est pas qu'une question militaire.

L'Iran est un pays particulièrement important en matière de production d'hydrocarbures. Ce fut un des premiers. La *British Petroleum* y est par exemple née.

Téhéran a une vieille tradition historique pétrolière. Aujourd'hui, le pays est incontournable parce que les marchés sont extrêmement tendus.

## 1/ Éléments de contexte

Plusieurs facteurs expliquent cette tension :

- Tout d'abord, le monde n'a pas fait les investissements suffisants en matière d'hydrocarbures entre 1998 et 2005.

Les troubles (parfois conflits) dans différentes zones de production sont une des explications à ce manque. Beaucoup de pays producteurs sont en effet traversés par des crises de plus ou moins grande intensité. Au Nigeria, les attentats sont quasiment quotidiens. Ils sont à rapprocher de phénomènes de grand banditisme. En Amérique latine (Venezuela, Bolivie, Équateur et Pérou), les problèmes politiques sont liés aux situations sociales difficiles de la région. Les tensions et les affrontements sont exacerbés au Moyen-Orient.

Par ailleurs, les opérations de fusion/acquisition se sont multipliées à la fin des années 1990 et au début des années 2000 dans les pays occidentaux. La restructuration dans ce secteur a également eu un impact sur la capacité de financements des entreprises.

- Parallèlement, la demande d'énergie est de plus en plus forte.

Certains pays sont apparus sur les marchés de manière massive à la fin des années 1990. La Chine et l'Inde consomment notamment de plus en plus d'énergie.

Mais la demande mondiale n'est pas uniquement forte en Asie. Les États-Unis et l'Europe continuent d'avoir des exigences très importantes. Ils demeurent les premiers consommateurs d'énergie au monde. Les spécialistes estiment que la consommation énergétique des États-Unis devrait croître de 50 % d'ici 20 ans.

- Les énergies de substitution n'existent pas.

Aujourd'hui, à l'ère de l'« hydrocarbure », nos économies reposent essentiellement sur la consommation d'énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon, qui représentent encore un quart de la consommation mondiale d'énergie). Nous ne disposons d'aucune alternative véritable. La rupture technologique se fait attendre. Le nucléaire existe mais il demeure marginal dans le bilan énergétique mondial (même si localement il peut être important) : 6 à 7 % de la totalité. Existe donc un véritable risque systémique.

L'offre pétrolière mondiale est donc limitée (malgré une augmentation annuelle d'au moins 500 000 barils par jour en cinq ans). Pourtant, le pétrole représente environ 40 % de la consommation d'énergie mondiale.

La crise iranienne est évidemment liée au pétrole. Mais elle est également à rapprocher de la production de gaz naturel. L'Iran possède en effet les deuxièmes réserves mondiales. Le pays n'en exporte toutefois que très peu. C'est une particularité du marché iranien. À l'heure actuelle, 98 % du gaz produit dans le pays sont consommés sur place, le reste étant exporté vers la Turquie. Sur les marchés gaziers, l'Iran n'est donc pas un acteur majeur. Mais le gaz est une forme d'énergie appelée à occuper dans les prochaines années, une place croissante dans le bilan énergétique mondial.

Le marché européen est notamment fortement dépendant du gaz. Il représente 24 % de l'énergie consommée par l'Union. À l'heure actuelle, la production d'hydrocarbures domestique des pays européens couvre 50 % de leur consommation. Mais les analystes estiment que la balance énergétique va tomber à 30 % d'ici une dizaine d'années. La dépendance à l'égard du gaz va donc s'accroître. Il faudra exporter des quantités plus importantes. Cette hausse va concerner la Russie mais également l'Iran.

## 2/ Le risque énergétique et la crise iranienne

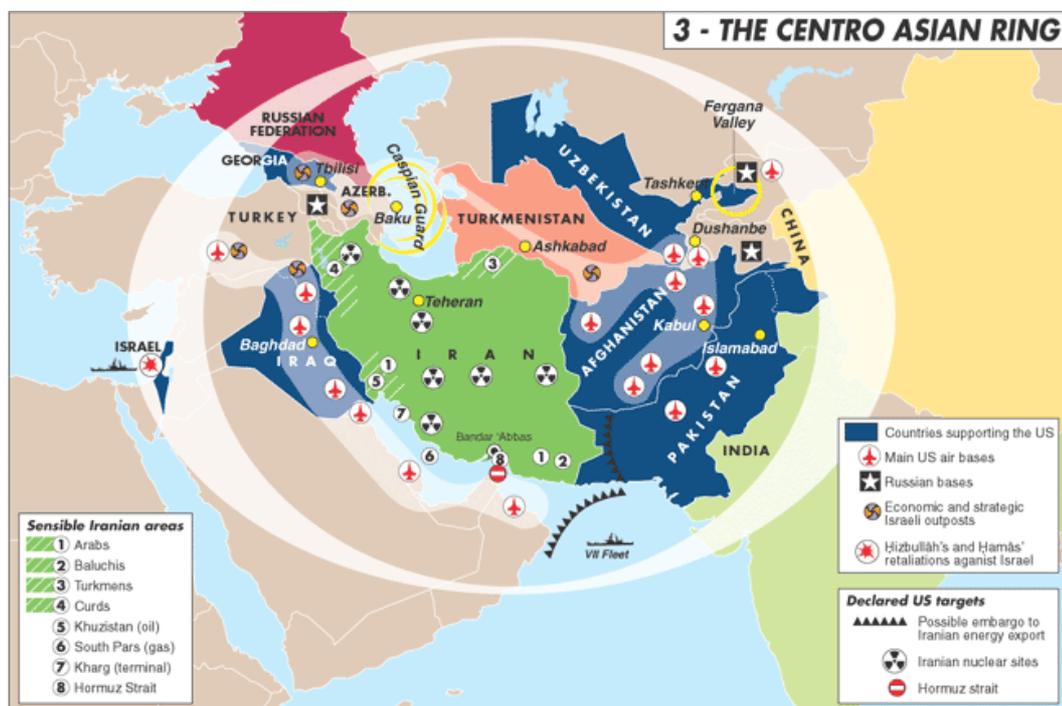
La question est désormais de savoir s'il existe un véritable risque énergétique<sup>46</sup>. Dans les années 1970-1980, de nombreux pays (notamment ceux de l'OCDE) estimaient que pour lutter contre le risque énergétique, il convenait de limiter la dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient. Ce risque s'est atténué dans les années qui ont suivi le contre-choc pétrolier de 1986. Nous sommes actuellement revenus à une situation de dépendance, notamment parce que le Moyen-Orient concentre de nombreuses réserves.

Les énergies fossiles resteront pour les vingt années à venir encore très importantes dans le bilan énergétique mondial (autour de 40 % pour le pétrole et de 25 % pour le gaz).

L'Iran détient à lui seul 15 % des réserves de gaz estimées et 12 % de celles du pétrole, même si ses capacités de production sont loin d'en faire le premier exportateur.

Par ailleurs, le pays dispose d'une situation géographique très favorable. Il se situe au carrefour du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud.

L'Iran est à proximité de certaines puissances nucléaires (la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et Israël). Par ailleurs, les forces américaines (mais également françaises et britanniques) sont présentes dans de nombreux pays mitoyens de l'Iran.



Source : [www.heartland.it](http://www.heartland.it)

<sup>46</sup> Le terme risque est sans doute préférable à celui de menace, qui possède une connotation militaire.

Vue de Téhéran, cette situation peut être analysée comme un encerclement. Il est donc relativement logique qu'elle génère un climat de paranoïa.

Surtout, l'Iran est au cœur de la première région gazière et pétrolière du monde. Cette zone est géopolitiquement très instable. Elle est traversée par de graves crises politiques et sociales (inégalité de développement, nonaccès à l'eau, carence de certains systèmes éducatifs, absence de libertés publiques dans la plupart des pays...).

L'Iran s'est engagé dans un programme nucléaire. Ce choix ne constitue pas une nouveauté puisque la décision a été prise en 1971 par le Chah. Certains sites, encore opérationnels aujourd'hui, ont ainsi été développés dès cette époque.

On peut estimer, comme le font officiellement les Européens, que l'Iran dispose d'un droit au nucléaire civil. Le développement du nucléaire civil est d'ailleurs justifié puisque les Iraniens veulent pouvoir garder les revenus du pétrole et du gaz pour financer leur développement.

Le véritable problème concerne l'existence ou non d'un programme militaire.

Évidemment, la perception n'est pas la même à Téhéran et à Washington. Elle diffère également à Paris ou à Moscou. On peut résumer le problème à une question de confiance. Avons-nous confiance dans le régime iranien ? Cette confiance a-t-elle une conséquence sur le fonctionnement des marchés pétroliers mondiaux ?

### **3/ L'Iran, acteur majeur des marchés énergétiques mondiaux**

Cet élément va fortement peser sur les négociations. Aujourd'hui, il existe un réel problème d'équilibre entre l'offre et la demande d'hydrocarbures sur les marchés mondiaux.

L'Iran a manifesté officiellement et clairement son souhait d'utiliser le pétrole comme une arme politique (lors d'une déclaration du Président Ahmadinejad sur *CNN* le 17 septembre 2005, par les commentaires de la délégation iranienne auprès de l'AIEA le 22 septembre et les propos du ministre de l'Économie Davoud Danesh-Jaafari le 15 janvier 2006). Si l'Iran est menacé, il mettra fin à ses exportations de pétrole. Celles-ci représentent 2,7 millions de barils par jour.

Cette décision représenterait un coût élevé pour l'Iran, elle aurait également un impact énorme sur les marchés mondiaux. A l'heure actuelle, la capacité de production mondiale inutilisée, essentiellement concentrée au Koweït et en Arabie saoudite, est d'environ 1,5 million de barils par jour. Si la production iranienne sort des marchés mondiaux, l'offre et la demande sont en inadéquation. Une des conséquences serait une hausse de 15 à 20 dollars sur le prix du baril de pétrole.

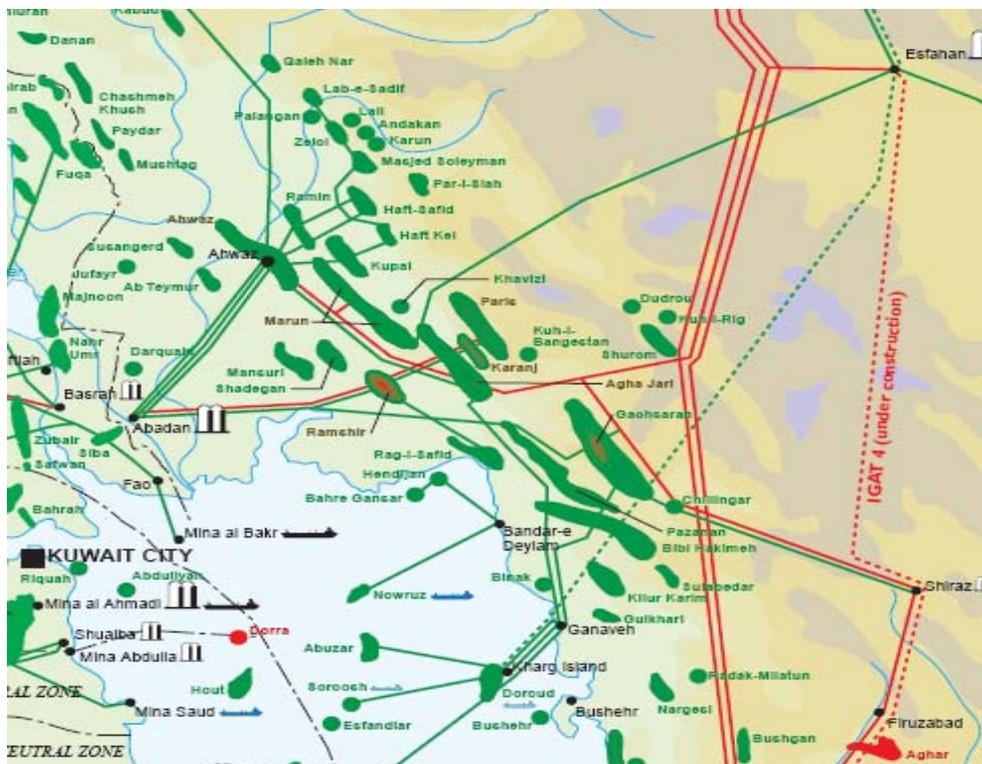
L'Iran cherche à faire pression sur ses partenaires au sein de l'OPEP. Elle demande régulièrement une réduction de l'ensemble des quotas de production de l'organisation. Jusqu'à maintenant, les résultats ont été faibles. Pour des raisons financières notamment, les pays producteurs ne désirent pas accéder à ses demandes. Surtout, une opération de ce type serait une véritable déclaration de guerre contre les nations industrialisées.

Environ 90 % des ressources pétrolières et gazières iraniennes sont concentrées dans un triangle le long du Golfe persique.

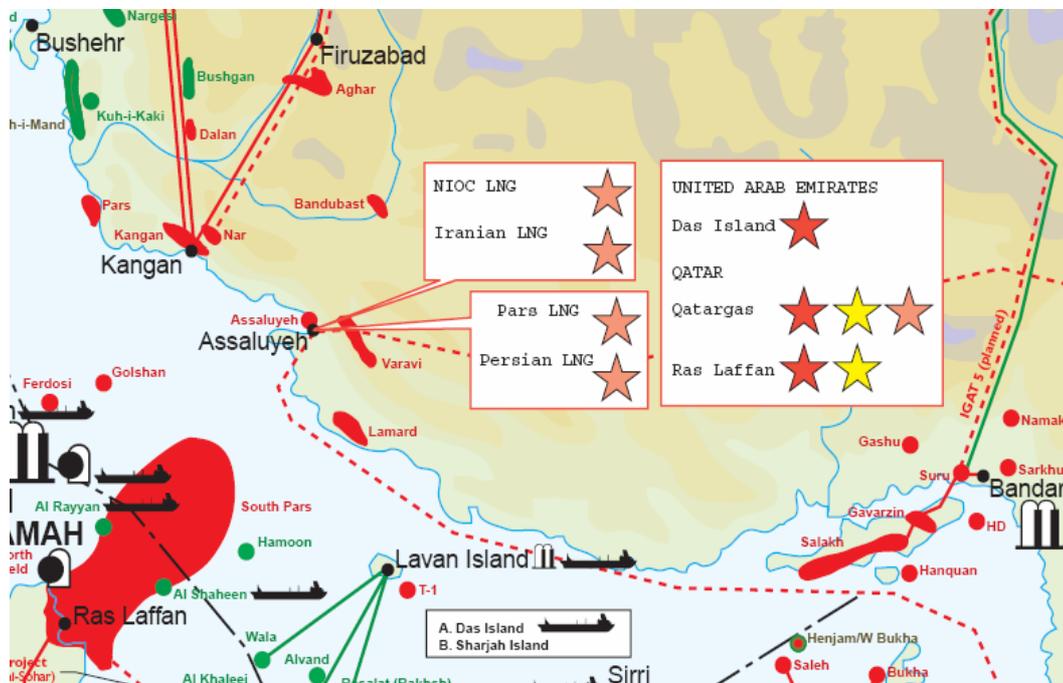


Source : [www.heartland.it](http://www.heartland.it)

Les gisements de gaz se situent essentiellement en *off-shore*, les installations pétrolières, en *on-shore*, notamment dans la province du Khuzistan.



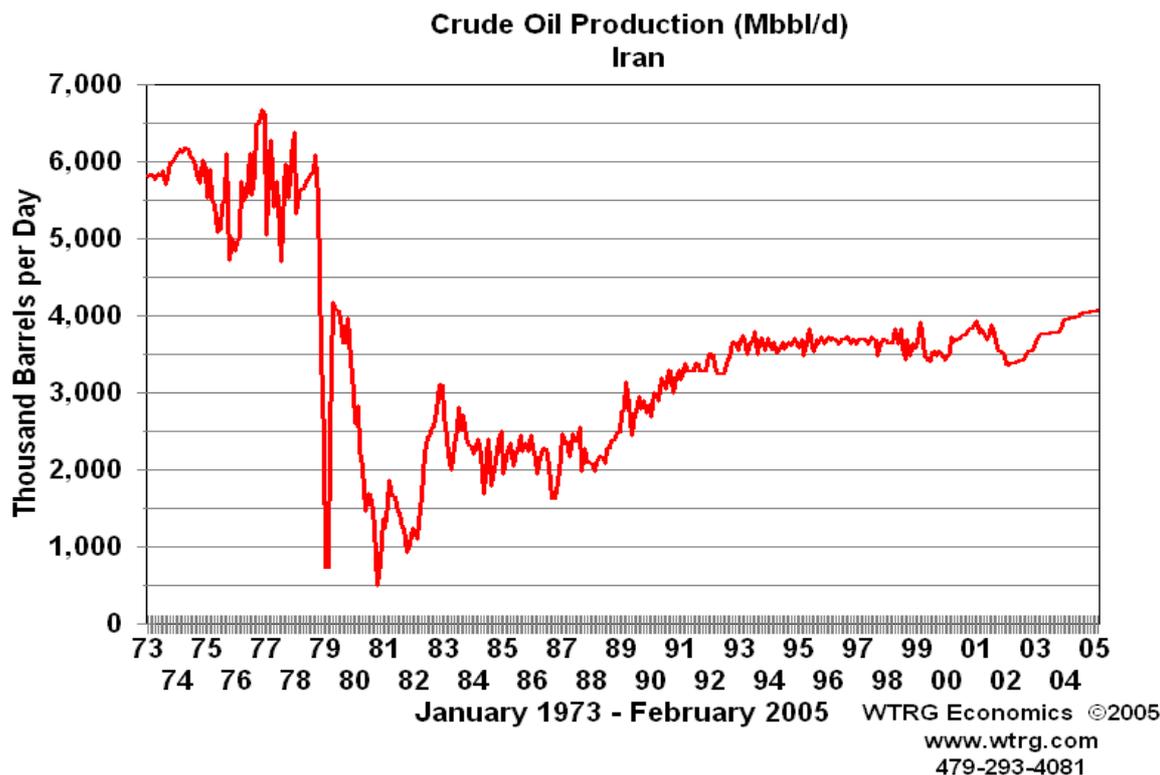
Découvert relativement récemment, le champ pétrolier d'Azadegan est un des plus importants du pays. Les ressources se concentrent près des frontières avec le Koweït et l'Iran.



Source : Petroleum Economist

Les gisements de gaz se trouvent plus au sud. Les infrastructures se concentrent autour du champ de South Pars (dont une partie a été mise en exploitation par Total). Ce champ, qui est relié à celui de North Field, exploité par le Qatar, concentre à lui seul entre 20 et 25 % des réserves gazières mondiales. Les deux pays ont donc une carte maîtresse à jouer dans les années qui viennent puisque le gaz va jouer un rôle considérable dans les approvisionnements énergétiques à l'avenir.

Cette courbe, initialement réalisée par l'Agence internationale de l'énergie, présente les évolutions de la production iranienne de pétrole.



La production pétrolière n'est pas en augmentation. Des raisons politiques (notamment la Révolution islamique) et technologiques l'expliquent. Il y a quelques années, l'Iran a été obligé de faire appel à des compagnies occidentales pour la mise en exploitation de South Pars. Téhéran y a été contraint pour des motifs industriels et technologiques : la compagnie nationale iranienne des pétroles ne possède pas la compétence pour mener seule des projets d'une telle ampleur. Le pays ne dispose notamment pas d'un nombre suffisant d'agents de maîtrise et de techniciens supérieurs. Ces mêmes limites expliquent que la production stagne depuis longtemps autour de 4 millions de barils par jour. L'Iran rencontre donc de nombreuses difficultés pour remplir les quotas de production donnés par l'OPEP (à l'heure actuelle de 4,1 millions de barils par jour). Le pays ne dispose pas à ce jour de réelles capacités excédentaires de production. L'Iran demeure cependant un des plus importants pays producteurs de pétrole.

Le pétrole constitue la première source de revenus de l'État iranien. Il lui rapportera en 2006, selon les estimations, près de 60 milliards de dollars. Les revenus pétroliers et gaziers représentent ainsi 95 % de ses recettes d'exportations, au moins 65 % des ressources budgétaires et près de 26 % du PIB. Ils sont le moteur principal de l'économie iranienne. À l'heure actuelle, ils sont indispensables à l'équilibre social précaire du pays.

L'Iran ne dispose cependant pas de capacités de raffinage très importantes. Aujourd'hui, le pays possède huit raffineries principales. Ces installations ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins domestiques en carburant. Un tiers de ces besoins est importé (essentiellement à partir des raffineries indiennes).

C'est une des particularités industrielles du pays. Surtout, ce manque constitue une véritable faiblesse stratégique. Par ailleurs, le prix des carburants est très faible en Iran. L'essence bon marché est un élément de régulation sociale. Les importations et les subventions coûteraient ainsi 8 milliards de dollars par an à l'État iranien (soit 10 % du PIB). Si la population était amenée à payer un prix nettement plus élevé, l'augmentation générerait probablement une crispation sociale.

L'économie iranienne ne se développe pas. Les investissements dans les infrastructures critiques ne sont notamment pas suffisants (même si des efforts ont été accomplis ces dernières années). L'omniprésence de l'État (au travers ses sociétés nationales et des fondations appelées *bonyads*, souvent liées aux *Pasdaran*) a pour conséquence essentielle une économie administrée et inefficace (au sens économique du terme). Les hydrocarbures constituent donc une bouée de sauvetage, notamment ces dernières années avec l'augmentation des prix du pétrole.

#### **4/ Pourrait-on sanctionner l'Iran ?**

Il est indispensable pour les membres du Conseil de sécurité, en particulier la France, de définir les objectifs de sanctions éventuelles.

À l'heure actuelle, les pays producteurs de pétrole sont au maximum de leurs capacités de production. Il n'existe donc pas de marge de manœuvre. Les tensions sur les marchés vont persister. L'importance des réserves dans la région rend très difficile un embargo. Si un embargo était mis en place contre l'Iran, il faudrait être capable de remplacer ses capacités de production. À la question « Comment les remplacer ? », nous n'avons à l'heure actuelle aucune réponse.

La consommation de pétrole joue un rôle majeur dans la stratégie des pays asiatiques. D'ici 2010, elle pourrait atteindre 25 à 30 millions de barils par jour dans cette région. C'est ce qui explique en partie les positions chinoises (même si elles sont déterminées par d'autres facteurs). Les pays asiatiques, en particulier l'Inde et la Chine, ont besoin d'une énergie relativement bon marché pour que leur croissance économique perdure<sup>47</sup>.

L'Inde est notamment un partenaire ambigu pour tout le monde. Le pays poursuit en effet des intérêts contradictoires. Un partenariat stratégique a été signé avec l'Iran en novembre 2003. Ainsi, différents contrats ont été conclus. Un accord, de juin 2005, porte notamment sur la fourniture de 5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an sur trente années. Il représente un montant de 21 milliards de dollars.

Mais l'Inde a renforcé, en juillet 2005, son partenariat avec les États-Unis sur les questions nucléaires. Elle s'est même engagée à séparer ses activités nucléaires militaires et civiles et à autoriser des inspections de l'AIEA alors qu'elle n'est pourtant pas signataire du Traité de non-prolifération. Par ailleurs, New Delhi a accepté de suivre une politique proche de celle de la Troïka et des États-Unis sur le dossier nucléaire iranien. Elle a suspendu la construction d'un gazoduc de 2 800 kilomètres qui doit venir d'Iran en passant par le Pakistan<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> Cette situation n'est pas particulièrement originale. L'Europe a fondé son décollage économique au XIX<sup>ème</sup> siècle sur un charbon bon marché.

<sup>48</sup> En réalité, Islamabad n'est pas très favorable au projet.

Quelles seraient les conséquences de sanctions sur le secteur énergétique iranien ?

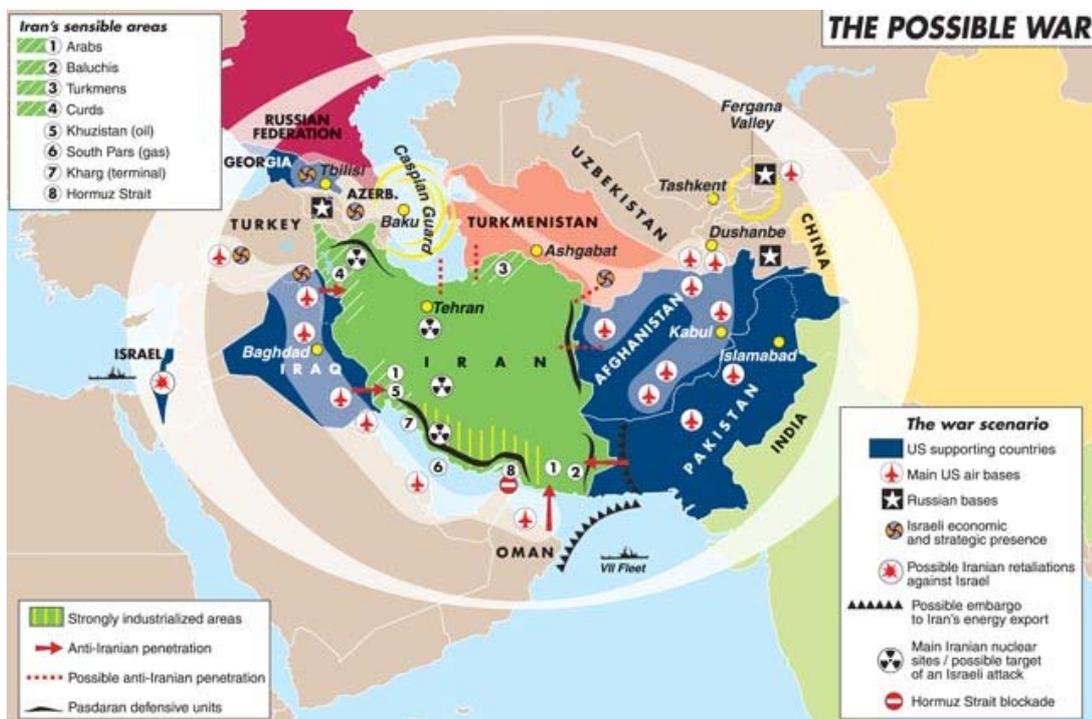
Les hydrocarbures sont la seule ressource réelle de l'Iran. La suspension des fournitures est donc une arme à double tranchant. Si le pays cesse ses exportations, il se retrouve dans une situation économique très difficile. Les difficultés seraient amplifiées par l'absence continue d'investissements étrangers.

Il n'est cependant pas certain que les sanctions économiques seules pourront être suffisantes pour modifier la position de l'Iran. De plus, elles ne peuvent être efficaces que si elles sont soutenues par un dispositif militaire efficace. Un embargo sur les productions pétrolières iraniennes nécessiterait notamment un blocus naval et donc l'emploi de forces militaires. Les sanctions économiques réelles reposent déjà sur des opérations de coercition.

La perte de la production pétrolière iranienne aurait des conséquences mondiales. Les pays développés parviendraient sans doute à amortir ce choc, les nombreuses nations émergentes (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud...) auraient bien plus de difficultés. Pour certaines, cette perte serait même économiquement inacceptable.

Claude Mandil, directeur de l'Agence Internationale de l'Énergie, précisait en février 2006 sur *BFM* que les stocks gérés par l'Agence seraient suffisants pour compenser les 2,7 millions de barils par jour iraniens perdus pendant trois mois. La situation, au-delà de ce délai, est très difficile à prévoir. Une action, quelle qu'elle soit (venant de l'Iran, des États-Unis ou du Conseil de sécurité), aurait obligatoirement un impact sur les marchés mondiaux.

Une opération militaire, si elle était déclenchée, serait à la fois navale et aérienne, peut-être terrestre. Beaucoup d'options sont possibles puisque l'Iran est quasiment « encerclé ».



Source : [www.heartland.it](http://www.heartland.it)

Il est probable que l'Iran cherche à acquérir l'arme nucléaire. C'est un point de vue personnel. Le programme de Téhéran ne peut être expliqué en totalité sans référence à des objectifs militaires. De plus, l'acquisition de l'arme nucléaire est un objectif ancien, de long terme, initié bien avant l'arrivée des Mollahs. Le risque, dans cette configuration, est que le programme nucléaire militaire iranien, s'il existe, provoque une relance de la course aux armements et une remise en cause du Traité de non-prolifération.

Cette crise est révélatrice du besoin de diversifier nos approvisionnements. Cette diversité est à trouver en urgence. La crise iranienne n'est qu'une question parmi d'autres pour l'Europe. Des choix stratégiques vont donc s'imposer dans le domaine énergétique. En réalité, ils devraient déjà être effectués. Il ne faut plus à l'avenir que l'Europe continue de dépendre de régions instables. Il convient donc d'investir plus dans la recherche et le développement afin de parvenir à une nouvelle rupture technologique dans le domaine énergétique. Surtout, les sociétés européennes doivent apprendre à réaliser des économies d'énergie.

La meilleure stratégie concernant l'Iran serait probablement d'y investir massivement et d'y envoyer des Occidentaux afin de favoriser les transferts culturels et politiques et ainsi saper les fondements du régime des Mollahs.

### 3.4 – **Russie-Iran : relations politiques et stratégiques** *INTERVENANT : Isabelle Facon, Chargée de recherche, FRS*

Parmi les « troublantes » relations de la Russie, son duo avec l'Iran a sans doute moins défrayé la chronique que le partenariat sino-russe. Beaucoup moins de commentaires ont été produits sur l'éventuel danger que constituerait un axe Moscou-Téhéran. Pourtant, la question a été récemment remise en perspective par un certain nombre d'événements, parmi lesquels le dossier nucléaire iranien.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, en 2000, les efforts russes pour reprendre pied au Moyen-Orient ont redoublé (initiatives vis-à-vis de la Syrie, rapprochement avec l'Arabie saoudite, plus récemment « affaire du Hamas »...). Dans cette montée en puissance de la Russie dans la région, l'Iran n'a pas été oublié. En mars 2001, un traité portant sur les fondements des relations et sur les principes de la coopération entre les deux pays a été signé.

Un autre facteur ramène la question des relations russo-iraniennes à notre attention : le refroidissement actuel des relations entre Moscou et Washington. Traditionnellement en effet, la Russie aime à jouer la carte iranienne (comme la carte chinoise) lorsqu'elle veut signifier aux États-Unis qu'elle entend préserver toute son indépendance diplomatique contre les pressions extérieures.

Le moment est donc bien choisi pour se demander comment interpréter le qualificatif que la Russie et l'Iran appliquent à leurs relations. Les deux pays parlent en effet d'« un partenariat stratégique », expression peu claire, ne serait-ce que parce que la Russie utilise cette expression pour traiter de ses relations avec quasiment tous ses partenaires (Ukraine, Chine, Union européenne, États-Unis, Kazakhstan...).

## **1/ Les intérêts communs aux deux pays**

Un partenariat stratégique se justifie par des intérêts communs. Ceux-ci sont loin d'être négligeables. Ils ne vont pas tous dans le sens des « préférences » des pays occidentaux (notamment des États-Unis).

Dans le domaine économique, le marché iranien n'est pas en soi très intéressant pour la Russie. Quantitativement, les échanges commerciaux sont limités, même si la tendance est à la hausse. Ils représentaient en 2004 environ 2 milliards de dollars. Ils portent cependant sur des secteurs industriels que la Russie veut promouvoir : les armements et le nucléaire. Moscou estime que ces industries disposent d'un véritable avantage comparatif. Les potentiels de problèmes politiques liés à ces secteurs sont évidemment très importants, notamment avec les États-Unis.

Dans le domaine de l'armement, la Russie est un partenaire particulièrement intéressant pour l'Iran, soumis à un embargo américain. Téhéran est ainsi devenue le troisième client du complexe militaro-industriel russe (très loin derrière la Chine et l'Inde). Ses achats représentent environ 4 % des exportations russes d'armements ces dernières années.

Les premières acquisitions par l'Iran de matériels russes datent de la normalisation des relations entre les deux pays (1989). De nombreuses commandes ont été passées de 1989 à 1991, ensuite les échanges se sont ralentis. En effet, les disponibilités financières de Téhéran n'étaient pas très importantes. Surtout, Moscou s'était engagée vis-à-vis de Washington, dans le cadre de la commission Gore-Tchernomyrdine, à un accord de modération dans les exportations vers l'Iran. À partir de 1995, la Russie a accepté de ne plus vendre certains types d'armes à la République islamique.

Cette pause dans les ventes d'armes de la Russie à l'Iran a été interrompue récemment. Depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine, Moscou se veut plus agressive sur le marché iranien (comme sur la plupart des autres marchés d'armements). En novembre 2000, elle a donc annoncé qu'elle voulait renoncer à l'accord de modération conclu avec Washington. En 2001, un accord cadre sur la coopération militaro-technique a été signé entre la Russie et l'Iran.

Les exportations d'armes ont notamment connu une évolution qualitative. Les matériels vendus au début des années 1990 étaient de génération ancienne. Récemment, des missiles sol-air Tor M-1 ont ainsi été cédés. Les incitations pour la Russie à se faire encore plus généreuse d'un point de vue qualitatif existent. Moscou prévoit notamment une saturation à court terme de ses deux principaux marchés (chinois et indien). Téhéran lui a signifié qu'elle comptait faire un véritable effort pour réarmer ses forces.

La Russie a évidemment déclaré que les systèmes vendus à l'Iran étaient strictement défensifs et que les ventes se faisaient en plein respect des normes internationales. Mais beaucoup de nations ne sont pas de cet avis. Les États-Unis ont notamment demandé l'annulation du contrat des missiles Tor (qui représente 700 millions de dollars).

Des soupçons existent quant à une éventuelle aide de la Russie aux programmes balistiques iraniens. Moscou n'est pas désireuse de voir Téhéran devenir une puissance balistique et nucléaire mais certaines entreprises ont pu adopter des comportements

éloignés de cette ligne. Même si un effort de reprise en main a été entrepris par le pouvoir, des bureaux d'études ont notamment pu aider l'Iran.

C'est notamment la position américaine. Washington hésite ainsi à parler d'une responsabilité directe du gouvernement russe dans ces éventuelles contributions. Mais les États-Unis ont pris des sanctions contre des institutions et des entreprises russes accusées d'aide aux programmes balistiques iraniens.

Les Russes veulent également promouvoir leurs intérêts à l'échelle internationale dans le domaine des technologies nucléaires. Dans ce secteur, l'Iran constitue un marché intéressant. Le cœur de cette coopération a été présenté dans la première table ronde. Il faut y ajouter des programmes de formation de scientifiques iraniens, en particulier à l'institut Kourtchatov de l'énergie nucléaire.

Durant les années 1990, beaucoup d'observateurs ont estimé que le ministère russe de l'Énergie atomique était un acteur particulièrement actif dans la promotion des relations avec l'Iran. Il a parfois pris, à cette époque, des initiatives qui ne correspondaient pas à la ligne officielle de Moscou. Sa marge de manœuvre a depuis été réduite.

Mais le nucléaire reste au cœur des relations entre les deux pays. La commission bilatérale permanente pour la coopération commerciale et économique entre la Russie et l'Iran est ainsi présidée, du côté russe, par Sergueï Kirienko, chef de l'Agence pour l'énergie atomique.

Les États-Unis ont invité très fortement Moscou à suspendre cette coopération, mais une suspension provoquerait de nombreux problèmes pour la Russie, financiers tout d'abord, mais également politiques. Moscou ne désire pas envoyer des signaux négatifs quant à sa fiabilité en tant que fournisseur de technologies dans ce domaine. Il s'agit de préserver son image vis-à-vis des clients potentiels de son industrie nucléaire.

Sur le site du ministère des Affaires étrangères russe, on peut trouver un document qui présente la position officielle sur le programme nucléaire iranien. Moscou invite Téhéran à être plus coopérative avec l'AIEA et plus ouverte aux différentes propositions qui lui ont été faites (notamment par la Troïka européenne). Mais le texte souligne que les autorités russes désirent que la coopération dans le domaine nucléaire continue, « dans le cadre des accords existants et dans le contexte de non-prolifération des armes nucléaires. Elle se poursuivra sur la base des décisions de l'AIEA [...] et non d'évaluations subjectives de pays tiers ». Le pays tiers désigné est évidemment l'Amérique.

La stabilité de l'environnement stratégique régional est un autre intérêt partagé par les deux pays. L'Iran n'a pas cherché à entrer en rivalité avec Moscou dans le Caucase et en Asie centrale. La République islamique partage avec la Russie le désir d'être entouré d'États relativement stables. Les deux veulent éviter une éventuelle contagion des instabilités des pays voisins à leurs territoires.

Depuis la normalisation de leurs relations en 1989 (qui correspond au retrait des forces soviétiques d'Afghanistan), l'Iran est vu à Moscou comme un partenaire utile dans la politique de stabilisation de la région (priorité de la politique de sécurité du Kremlin). Il a notamment été un soutien pour Moscou lors du règlement de la guerre civile au

Tadjikistan. Il a servi de médiateur dans la crise et, surtout, n'a pas *a priori* soutenu les forces d'opposition islamiques. Une convergence d'intérêts a également existé concernant la menace que représentait le régime des Taliban en Afghanistan.

Ce climat favorise notamment les discussions en cours sur une éventuelle entrée de l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai. Le pays a déjà été accueilli au sein de cette organisation, l'année dernière, en tant qu'observateur.

Il existe donc un échange de bons procédés politiques entre les deux pays. Pour l'Iran, pays « paria » sous embargo américain, la Russie est une « amie » intéressante. Elle fait en effet partie des rares interlocuteurs stables de Téhéran (avec la Chine et la Corée du Nord). Elle a du poids en tant que membre du Conseil de sécurité et du G8. L'Iran est ainsi particulièrement reconnaissant à Moscou du fait qu'elle ait toujours rejeté la thèse des « États voyous » et de l'« Axe du mal » et les accusations qui veulent que la République islamique soit le principal sponsor du terrorisme international.

La Russie a aussi de quoi être satisfaite. Téhéran est notamment silencieuse sur les « politiques » russes dans le Caucase du Nord. L'Iran n'a pas ou peu soutenu les forces indépendantistes tchéchènes (contrairement par exemple à l'Arabie saoudite). La République islamique n'a pas dénoncé ouvertement les violences russes exercées contre les populations musulmanes. Elle a repris la thèse d'« une affaire intérieure russe » pour désigner ce conflit<sup>49</sup>.

Par ailleurs, l'Iran a entériné l'idée que le principal acteur de l'espace post-soviétique est la Russie. Beaucoup d'observateurs se sont initialement interrogés sur les intentions que l'Iran allait développer par rapport aux républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique. Dans ce contexte, le maintien de bonnes relations avec Moscou semble l'avoir emporté pour l'Iran, compte tenu de l'impératif pour Téhéran de rompre son isolement. Depuis le début des années 1990, Téhéran a donc inscrit sa politique dans la région dans le strict cadre de ses relations avec Moscou. Elle a notamment décidé de limiter ses échanges avec les républiques musulmanes aux aspects économiques et culturels. Elle semble avoir renoncé à toute stratégie de projection d'intérêts idéologiques. Il y a donc bien une prise en compte de la primauté des intérêts géostratégiques de Moscou dans la région<sup>50</sup>.

## **2/ La volonté commune de limiter l'influence américaine**

Derrière tous ces éléments, un autre intérêt commun se dessine : la réduction de l'influence américaine. Moscou et Téhéran voient chacune dans l'autre une carte éventuelle à jouer face aux États-Unis et pour la promotion d'un monde multipolaire. Il y a une opposition commune à l'hégémonisme américain.

---

<sup>49</sup> Cette politique particulièrement distante de l'Iran ne va pas de soi. Il convient notamment de rappeler que des différends par rapport à la crise en Bosnie ont existé. Bien que les deux pays aient été opposés à une intervention de l'OTAN, l'Iran soutenait la cause bosniaque alors que la Russie était du côté serbe.

<sup>50</sup> L'Iran a par ailleurs conscience des limites de son propre rayonnement dans ces républiques, qui nourrissent quelques inquiétudes par rapport aux éventuelles ambitions régionales du pays. Lorsque Moscou et Pékin ont proposé une éventuelle entrée de Téhéran dans l'Organisation de coopération de Shanghai, plusieurs de ces États ont répondu qu'il convenait de bien y réfléchir, arguant notamment de la capacité d'absorption limitée de l'institution.

Pour Moscou, les cartes principales à jouer en Asie sont l'Inde et la Chine. Au Moyen-Orient, c'est l'Iran qui va de plus en plus jouer cette fonction. La « perte » de l'Irak a notamment renforcé l'intérêt que Moscou porte à Téhéran. La guerre dans le pays a détruit en grande partie les réseaux que Moscou avait constitués.

L'Iran, la Russie et la Chine rappellent ainsi régulièrement leur attachement aux principes de l'intégrité territoriale, du respect des frontières, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du libre choix pour les pays à déterminer leur développement politique et économique. Tous ces discours s'adressent très clairement aux États-Unis. On est donc dans une logique de coordination politique. On la retrouve lorsque Moscou et Pékin, au nom de ces principes, s'opposent à des sanctions économiques ou à une intervention militaire contre Téhéran.

Cette logique de coordination diplomatique contre l'affirmation de l'influence américaine a joué également dans la zone de la mer Caspienne. La Russie et l'Iran se sont opposés à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Plus récemment, des positions proches ont été développées sur le projet américain d'une « garde Caspienne »<sup>51</sup>. Les deux pays affirment ainsi que tous ces enjeux peuvent être traités par les pays riverains et que le règlement des problèmes ne nécessite pas d'intervention d'acteurs extérieurs à la région. Par ailleurs, Moscou et Téhéran affichent des positions communes à propos des ambitions otaniennes affichées de la Géorgie et, éventuelles, de l'Azerbaïdjan.

### **3/ Les ambiguïtés des relations russo-iraniennes**

Paradoxalement, les enjeux liés aux États-Unis, centraux dans le renforcement du partenariat stratégique russo-iranien, sont une des principales sources de divergences entre les deux pays. Des ambiguïtés persistent, réduisant la portée de leur entraide.

Il n'a pas échappé à l'Iran que les États-Unis semblent souvent l'emporter dans les stratégies de Moscou. Dans le cadre du développement de ses relations avec Téhéran, Moscou est attentive à ne pas s'aliéner Washington. La Russie tente souvent de jouer sur les deux tableaux, l'équilibre étant généralement assez difficile à trouver. Pour ce faire, elle se pose parfois en intermédiaire entre les pays « difficiles » et les États-Unis. Elle joue très clairement ce rôle dans le dossier du nucléaire iranien. Cette position n'est pas toujours très confortable pour le pays qui fait l'objet de la « médiation » russe.

L'Iran se rappelle également certains événements qui l'amènent à douter de la fiabilité de son partenaire russe. La guerre en Irak est très importante dans les perceptions stratégiques iraniennes. Lorsque l'intervention alliée s'est précisée, Moscou, bien qu'opposée à l'usage de la force, s'était arrangée pour que son positionnement ne nuise pas à ses relations avec Washington. Ce précédent n'est pas de nature à rassurer les Iraniens, surtout sur un dossier qu'ils voient comme un précédent pouvant se reproduire contre eux.

Par ailleurs, dans les domaines de l'armement et du nucléaire, la Russie a montré qu'elle n'était pas toujours insensible aux pressions américaines. Elle a conclu avec Washington l'engagement de modération concernant ses ventes d'armes en 1995, déjà

---

<sup>51</sup> Les États-Unis ont proposé cette force pour des missions de protection de l'oléoduc Bakou-Ceyhan, de lutte contre le terrorisme et les trafics en tous genres.

évoqué. Encore aujourd'hui, les demandes iraniennes pour des systèmes plus performants (notamment de défense antiaérienne) ne rencontrent pas d'écho favorable du côté de Moscou, en grande partie à cause des pressions américaines.

D'autres sources d'ambiguïté existent.

Certains en Iran ont proposé que soit constituée une entente entre les deux pays en matière de production d'hydrocarbures. Il s'agirait pour ces grands producteurs de coordonner leurs activités. Mais d'autres arguent que les intérêts des deux nations, une membre de l'OPEP, l'autre non, ne coïncideront pas toujours sur les marchés mondiaux de l'énergie.

La carte iranienne peut être utile pour la Russie, notamment pour améliorer son image dans le monde musulman (en particulier « le sien »). Mais pour l'Iran, l'affichage de bonnes relations avec Moscou n'est pas aussi intéressant. La Russie est partenaire d'Israël dans la lutte contre le terrorisme, a soutenu les Serbes et utilise la force militaire contre les populations musulmanes tchéchènes. Pour l'Iran, l'image véhiculée par son allié n'est pas nécessairement facile à assumer.

Par ailleurs, Téhéran considère que la politique russe dans le Caucase du Sud n'est pas toujours propice au maintien de la stabilité régionale, qui lui est chère.

Les relations entre ces deux acteurs sont globalement paisibles. La priorité va au maintien de relations de bon voisinage. Mais ces relations sont asymétriques. L'Iran apparaît bien plus demandeur que la Russie. Téhéran n'a pas une confiance absolue en Moscou. Effectivement, le Kremlin n'est pas prêt à tout sacrifier, notamment ses relations avec Washington, pour son allié.

Par ailleurs, les relations entre ces deux pays ne sont pas soutenues par une armature économique forte. Elles ne sont pas très diversifiées. Surtout, elles demeurent extrêmement sensibles aux influences extérieures.

### **3.5 – Débat avec la salle**

#### **Questions**

- L'Iran ne surestime-t-il pas sa capacité d'influence dans la zone couverte par le Hezbollah ? Le régime ne tente-t-il pas de reculer le moment inéluctable (et qui a d'ailleurs déjà commencé) de la conversion du Hezbollah vers un mouvement intégralement politique ?
- Le dossier du partage des eaux de la Caspienne ne constitue-t-il pas un bémol aux très bonnes relations entre l'Iran et la Russie ? La diplomatie iranienne, avant même l'arrivée d'Ahmadinejad au pouvoir, n'a pas perçu qu'il était capital pour Moscou que les accords soient conclus selon la règle des 13 % et non des 20 %.
- Par ailleurs, la fourniture par l'Iran de gaz à la Géorgie, alors même que Moscou l'en avait privé, n'est-elle pas une autre source de tension ?
- Enfin, le Parlement iranien a eu des réactions assez épidermiques à propos du manque de fiabilité de la Russie dans le cadre des contrats nucléaires. Quel impact cette situation peut-elle avoir sur les relations entre les deux pays ?
- L'Iran n'est-il pas condamné à se passer de l'arme du pétrole parce que le pays est économiquement dépendant de ses exportations d'hydrocarbures ?
- L'Iran est-il un État corrompu blanchissant notamment de l'argent « sale » pour financer des réseaux terroristes ? La coopération policière et judiciaire

internationale, en particulier européenne, peut-elle avoir un impact sur ces problèmes ?

- Téhéran et Moscou ont promis de venir financièrement en aide à l'autorité palestinienne, notamment pour suppléer les aides que les pays occidentaux (notamment l'Union européenne) ne fournissent plus depuis la victoire électorale du Hamas. Cette aide a-t-elle été versée ?
- Les Iraniens seraient-ils en faveur d'investissements étrangers, en particulier européens, dans le secteur des hydrocarbures ?
- Certains affirment que les événements actuels ne sont que des péripéties conjoncturelles dans l'histoire des relations entre Américains et Iraniens et que Téhéran voudrait reconstituer le grand partenariat stratégique de l'époque du Chah. Cette vision de la relation Iran/États-Unis est-elle crédible ?

### **Réponse de Jean-Luc Marret**

À supposer que les Israéliens abandonnent la zone des fermes de Chebaa, que les Libanais et le Hezbollah considèrent comme le dernier carré de terre occupé par Tsahal, les relations entretenues entre Israël, le Liban, le Hezbollah, la Syrie et même l'Iran ne changeraient pas vraiment.

Certains considèrent que le Hezbollah est en réalité scindé en plusieurs tendances : une partie pro-iranienne, une partie pro-syrienne, dont l'attention se concentre essentiellement sur le Liban, et une frange minoritaire prête à discuter avec Israël. Il n'est pas certain que les deux dernières soutiennent l'Iran en cas d'intervention militaire. Au milieu des années 1990, certains membres de la *Gama'a islamiya* acceptaient l'idée d'un accord avec le gouvernement égyptien et d'un arrêt des attentats. Mais une autre partie du mouvement voulait continuer la lutte. L'exacerbation des rivalités a abouti aux attentats de Louxor en 1997. Cet exemple montre que les organisations de ce type ne sont pas des entités totalement unifiées. Rien ne prouve que le Hezbollah va demeurer une organisation structurée et solidaire.

L'essentiel des fonds que l'Iran apporte au Hezbollah passe par les *Pasdaran* et par des organisations non-gouvernementales iraniennes situées au Liban. Mais la majeure partie des financements occultes du Moyen-Orient passe par Dubaï. Cet émirat est pourtant un État très « politiquement correct ». Tous les pays occidentaux font des affaires avec ses entreprises et ses banques. Il n'est pas certain que l'existence de cet argent « sale » gêne beaucoup de monde. Les flux passant par Dubaï, particulièrement importants au niveau macroéconomique, même s'ils véhiculent des fonds douteux, ne sont pas près de se tarir.

Certaines pressions ont été exercées sur les banques pour que l'argent promis à l'autorité palestinienne et au Hamas ne soit pas débloquent. L'Iran n'est de toute façon pas capable de subvenir en totalité à leurs besoins. Peu de pays arabes débloquent des fonds conséquents pour la Palestine. Ce sont les aides européennes et américaines qui permettaient très largement de financer les programmes éducatifs et les salaires des fonctionnaires palestiniens.

### **Réponse de Jean-François Daguzan**

Il ne faut pas confondre la lutte contre le blanchiment de l'argent « sale » et celle contre le financement du terrorisme. Ces sont deux activités policières et judiciaires distinctes, deux facettes différentes de la problématique de la circulation des fonds illégaux.

En matière de lutte contre le terrorisme, il existe un appareil juridique développé. Il repose notamment sur la convention des Nations Unies de 1999, modifiée en 2001. Le texte subira à l'avenir de nouvelles transformations afin d'être encore plus performant. Par ailleurs, le G 8 a entrepris des travaux sur ce thème. Des structures, telles le GAFI (groupe d'action financière internationale), ont notamment été créées<sup>52</sup>. Au niveau européen, des éléments ont également été mis en place depuis cinq années environ. En France, TRACFIN est une cellule créée au sein du ministère de l'Économie et des Finances en 1990<sup>53</sup>.

L'efficacité de ces systèmes demeure cependant limitée. L'argent transitant par les banques n'est en effet qu'une modeste partie des fonds finançant le terrorisme. En réalité, le terrorisme ne demande pas beaucoup de financements. Surtout, les fonds qu'il utilise circulent hors du système bancaire, en particulier sous forme de lettres de change.

### **Réponse de Christophe-Alexandre Paillard**

Aucun conflit, même au XX<sup>ème</sup> siècle, n'a été déclenché pour le pétrole. Il y a toujours d'autres raisons.

L'arme du pétrole est à double tranchant. Avant d'être une arme, le pétrole est en effet un outil industriel et économique. L'Iran étant dans une situation économique et sociale de quasi-monopole (le pays ne dispose pas d'autres productions véritablement significatives), il est extrêmement fragile.

Quel que soit le pays concerné (l'Iran, l'Arabie saoudite...), l'Europe et les États-Unis, pour préserver leur autonomie stratégique, doivent tout faire pour diminuer leur dépendance au pétrole et au gaz. C'est difficile et compliqué. Dans un premier temps, il faut repérer les secteurs économiques dans lesquels une évolution est possible afin d'atténuer la pression générale.

Il est extrêmement difficile de savoir si les Iraniens sont prêts à accueillir des financements étrangers, en particulier européens. Dans le domaine des investissements, les autorités et les acteurs économiques iraniens soufflent en permanence le chaud et le froid. Tout d'abord, lorsqu'il s'agit de régler leurs contrats, ils sont de très mauvais payeurs. Plus globalement, les relations commerciales et financières avec eux sont difficiles. Il faudrait donc qu'ils commencent tout d'abord par changer leurs comportements personnels. A l'heure actuelle, la confiance n'existe pas.

### **Réponse d'Isabelle Facon**

Effectivement, différents points peuvent encore atténuer le constat positif émis à propos du partenariat russo-iranien.

Le problème de la Caspienne est passé un peu au second plan dans les relations entre les deux pays. Le dossier nucléaire et surtout la volonté commune de limiter l'« incursion » américaine dans la région les ont amenés à mettre la question de côté. Mais il n'a pas

---

<sup>52</sup> NDLR - Créé au sommet du G7 de Paris en 1989, le GAFI est un organisme intergouvernemental ayant pour objectif de concevoir et de promouvoir, aux échelons national et international, des stratégies de lutte contre le blanchiment de capitaux. En 1990, il a notamment élaboré un texte qui fixe le cadre des efforts dans ce domaine et offre un ensemble de contre-mesures couvrant des aspects juridiques (en particulier pénaux) et financiers. En 2001, la lutte contre le financement du terrorisme a été ajoutée à ses domaines d'activité.

<sup>53</sup> NDLR - Cette cellule collecte, traite et diffuse les renseignements de toute nature et de toute origine sur les circuits financiers clandestins. Par ailleurs, elle coordonne les moyens d'investigation des services du ministère. TRACFIN fait partie de la délégation française au GAFI.

échappé à l'Iran que la Russie avait eu tendance à faire cavalier seul dans les discussions avec les autres États riverains.

Cette situation n'a pas été forcément bien vécue du côté iranien. Elle explique sans doute que l'Iran a eu d'autant moins de scrupules à se positionner, en début d'année, au côté de la Géorgie lorsque Moscou a commencé à faire pression pour faire varier le prix du gaz. En réalité, l'idée d'une association entre la Géorgie et l'Iran concernant les livraisons de gaz est dans l'air du temps depuis déjà quelques mois. Jusqu'à cet épisode, les autorités géorgiennes avaient toutefois fait preuve de retenue (notamment du fait des pressions américaines).

L'Iran se plaint effectivement des retards pris dans la réalisation des nouvelles tranches de la centrale de Bushehr. Les Russes ont fait savoir dernièrement que la construction ne serait pas finie avant 2007. Le contrat connaît un gel progressif. Les Iraniens l'imputent évidemment aux pressions américaines. En fait, les Russes sont peut-être également mécontents de leur partenaire iranien sur ce dossier. Ils sont en effet fortement embarrassés par l'inflexibilité croissante de Téhéran.

### **Réponse de Steven Ekovich**

Il est très difficile de se prononcer sur les finalités recherchées par les Iraniens dans leur relation avec les États-Unis.

Du côté américain, beaucoup d'acteurs considèrent que la logique historique serait de retrouver le partenariat qui unissait les deux pays. Certains pensent que deux horloges fonctionnent simultanément. Celle du temps court, du régime des Mollahs finira par correspondre à celle du temps long, des relations pacifiées. Les Américains considèrent que l'Iran va connaître un changement de régime. Ils espèrent simplement qu'il va avoir lieu avant que le programme nucléaire militaire ne soit achevé. Une course contre la montre est donc engagée. Américains et Iraniens trouvent parfois des terrains d'entente fondés sur des intérêts partagés.

Les Américains et les Européens sont d'accord pour classer le Hamas dans les organisations terroristes. Mais un débat existait. Les Français considéraient notamment qu'il fallait séparer la partie « militaire » du mouvement de ses organes politiques. Le point de vue américain l'a emporté.

Pour le Hezbollah, les Américains ont suivi les Français. Avec la résolution 1559, adoptée en 2004, les deux pays ont notamment exigé le désarmement du mouvement. La distinction entre instances politiques et caritatives et bras armé a bien été acceptée par Washington. Ceci montre que les Français et les Américains peuvent s'entendre lorsqu'ils discutent des organisations terroristes.



## **Clôture – Jean-François Daguzan**

Les différentes contributions de cette journée d'étude montrent la complexité de l'Iran. Il s'agira donc d'améliorer, à l'avenir, notre connaissance des circuits de pouvoir et des rapports de force internes. Il conviendra également de mieux étudier les relations qu'entretient le pays avec ses clients et ses alliés. La capacité à interpréter ces relations est particulièrement importante pour comprendre l'Iran et deviner son avenir. En effet, les motivations des décisions prises par les autorités de la République islamique sont parfois difficiles à appréhender.

Quelques conclusions peuvent toutefois être proposées.

La question d'Israël, plusieurs fois abordée, appelle des précisions. L'argument faisant de la destruction annoncée de l'État hébreu une rhétorique de politique intérieure n'est pas acceptable. Se pose en effet le problème de la responsabilité. Dans le contexte actuel, ce type de déclarations entretient le doute chez ceux qui seraient prêts, le cas échéant, à défendre le programme nucléaire civil iranien.

L'Iran essaie par ailleurs de se poser en porte-parole d'un nouveau tiers-mondisme. Les déclarations du ministre des Affaires étrangères et du Président de la République islamique révèlent parfaitement cette dimension. Se pose à nouveau le problème de la responsabilité dans la prise de parole. Ce rôle de porte-parole du Tiers-monde que l'Iran voudrait jouer est incompatible avec les déclarations sur la destruction d'Israël.

La démarche officiellement affichée par les autorités de Téhéran est d'aller uniquement vers du nucléaire civil. Mais la question des garanties est immédiatement posée. Ces garanties sont à la fois techniques, mais également politiques.

Ce problème des garanties concerne également les pays occidentaux. L'Iran peut avoir légitimement l'impression d'être dans un environnement hostile. Les nations occidentales doivent donc produire un travail afin d'être capables, le cas échéant, d'apporter également des garanties à Téhéran.

Enfin, si, comme certains le pensent, la démarche est également orientée vers le nucléaire militaire, deux problèmes se posent avec force.

Tout d'abord, il faudra s'interroger sur les conséquences de la crise sur le Traité de non-prolifération. En développant un programme militaire, l'Iran trahirait en effet des engagements internationaux. L'impact pourrait être très important sur le droit fondant la non-prolifération nucléaire.

Ensuite, c'est sur la réponse occidentale, en particulier celle des États-Unis, qu'il convient de s'interroger. Il s'agit d'envisager l'ensemble des options. Les deux principaux acteurs de cette crise, les États-Unis et l'Iran, pèsent les avantages et les inconvénients de chacune de ces options. Pour les Occidentaux, il s'agit notamment d'éviter que des États, considérant que l'Iran est un cas d'espèce au terme de la jurisprudence internationale, s'engouffrent dans la voie de la prolifération nucléaire.

Pour les Iraniens, il faut prendre en compte le risque de se voir infliger des sanctions, y compris militaires.

Ce qui inquiète à l'heure actuelle est le fait que les deux parties se demandent jusqu'où l'autre est capable d'aller. De bluff en bluff, on risque de se retrouver devant « un paiement en l'espèce » selon l'expression de Clausewitz.